Supplemento ordinario alla " Gazzetta Ufficiale ,, n. 255 del 24 settembre 1975

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Mercoledì, 24 settembre 1975 - SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 7 giugno 1975, n. **477.**

Ratifica ed esecuzione degli accordi sui servizi aerei conclusi tra l'Italia e gli Stati sottoindicati: Jugoslavia, (Roma, 24 maggio 1967), Costa d'Avorio (Abidjan, 19 febbraio 1968), Filippine (Manila, 25 gennaio 1969), Sierra Leone (Roma, 6 maggio 1970), Arabia Saudita (Gedda, 13 ottobre 1971), Repubblica dominicana (Santo Domingo, 31 dicembre 1971), Gabon (Roma, 9 marzo 1972), Cipro (Nicosia, 24 novembre 1972).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 7 giugno 1975, n. **477**.

Ratifica ed esecuzione degli accordi sui servizi aerei conclusi tra l'Italia e gli Stati sottoindicati: Jugoslavia (Roma, 24 maggio 1967), Costa d'Avorio (Abidjan, 19 febbraio 1968), Filippine (Manila, 25 gennaio 1969), Sierra Leone (Roma, 6 maggio 1970), Arabia Saudita (Gedda, 13 ottobre 1971), Repubblica dominicana (Santo Domingo, 31 dicembre 1971), Gabon (Roma, 9 marzo 1972), Cipro (Nicosia, 24 novembre 1972).

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli accordi relativi ai servizi aerei, conclusi tra l'Italia e gli Stati sottoindicati:

a) Jugoslavia — accordo, tre memoranda e protocollo. (Roma, 24 maggio 1967);

b) Costa d'Avorio — accordo, un memorandum, due scambi di note. (Abidjan, 19 febbraio 1968);

c) Filippine. (Manila, 25 gennaio 1969);

d) Sierra Leone. (Roma, 6 maggio 1970);

e) Arabia Saudita. (Gedda, 13 ottobre 1971);

f) Repubblica dominicana. (Santo Domingo, 31 dicembre 1971);

g) Gabon. (Roma, 9 marzo 1972);

h) Cipro. (Nicosia, 24 novembre 1972).

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo 1 a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità, rispettivamente, degli articoli 15, 21, 15, 14, 15, 16, 20, 16, degli atti indicati alle lettere *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*) dell'articolo precedente.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 giugno 1975

LEONE

MORO — RUMOR —
VISENTINI — MARTINELLI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLICHE ITALIENNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE
et
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE

Dorénavant nommées « Parties contractantes » ayant ratifié la convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, désireux de régler les relations reciproques dans le domaine des transports aériens civils, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Pour l'application du présent accord et à moins que la contexte ne l'indique autrement:

a) le terme « convention » signifie la convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 et comprend toutes les annexes adoptées aux termes de l'article 90 de la dite convention et tous les amendements des annexes ou de la convention aux termes des articles 90 et 94;

b) le terme « autorités aéronautiques » signifie dans le cas de l'Italie le « Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Ispettorato generale dell'aviazione civile » et dans le cas de la Yougoslavie la « Direction générale de l'aviation civile » et, dans tous les deux cas, toute autre personne ou organisation autorisée à assurer les fonctions actuellement exercées par les sousdites autorités;

c) le terme « entreprise désignée » signifie une entreprise de transport aérien que l'une des Parties contractantes aura désignée par communication écrite à l'autre Partie contractante, pour l'exploitation des services aériens sur les routes specifiées dans la dite communication;

d) les termes « territoire », « service aérien », « service aérien international » et « escale pour des raisons non commerciales » ont respectivement la signification qui leur est donnés sur articles 2 et 96 de la convention.

Article 2.

1) Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits specifiés dans le présent accord, en vue d'instituer des services aériens sur les routes specifiées dans l'annexe au présent accord (dorénavant indiqués sous le nom de « services convenus » et « routes specifiées »). Les services convenus peuvent être exploités immédiatement ou bien à une date ulterieure, après l'accomplissement des dispositions de l'article 3 du présent accord.

2) Sous reserve des dispositions du présent accord, l'entreprise designée par chaque Partie contractante jouira dans l'exploitation d'un service convenu sur une route specifiée, des droits suivants:

a) survoler le territoire de l'autre Partie contractante;

b) effectuer des escales dans le territoire de l'autre Partie contractante pour des buts non commerciaux; et

c) effectuer des escales dans le territoire de l'autre Partie contractante, aux points specifiés pour cette route dans l'Annexe au présent accord, à fin d'embarquer ou de débarquer en trafic international, des voyageurs, des marchandises et du courrier en provenance ou à destination du territoire de la première Partie contractante ou d'un Pays tiers.

3) Rien dans les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne sera interpreté comme conférant à l'entreprise d'une Partie contractante, le droit d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des passagers, des marchandises ou du courrier en provenance ou à destination d'un autre point du territoire de cette Partie contractante.

4) Les lois, les réglements et les dispositions d'une Partie contractante relatifs à l'entrée ou à la sortie de son territoire des aéronefs ou services aériens opérés en service aérien international ou à l'exercise des sousdits aéronefs ou services aériens, pendant la permanence dans son territoire, seront appliqués aux aéronefs et aux services convenus de l'entreprise designée par l'autre Partie contractante.

5) Dans l'exploitation des services convenus les entreprises designées devront observer les réglementations internationales et nationales en vigueur selon les AIP et les NOTAM d'ajournement relatifs.

6) Les lois et réglements régissant sur le territoire d'une Partie contractante l'entrée, le sejour et la sortie des passagers, équipages, envois postaux et marchandises, tels que ceux qui concernent l'immigration, les passeports, la douane, la quarantaine, seront appliqués aux passagers, équipages, envois postaux et marchandises transportés par les aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante, pendant que ceux-ci se trouveront dans les limites dudit territoire.

Les dispositions de l'alinéa précedent s'appliquent aux questions qui ne sont pas différemment reglées par le présent accord.

Article 3.

1) Chaque Partie contractante aura le droit de désigner par écrit, par le moyen des autorités aéronautiques, a l'autre Partie contractante une entreprise en vue d'exploiter les services convenus sur les routes specifiées.

2) Au reçu de la désignation, la Partie contractante doit, par le moyen de ses autorités aéronautiques et sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du present article, accorder sans délai à l'entreprise désignée, l'autorisation d'exercice relative.

3) Les autorités aéronautiques d'une Partie contractante peuvent demander à l'entreprise designée par l'autre Partie contractante la preuve satisfaisante qu'elle est qualifiée pour accomplir aux conditions prévues par les lois et réglements appliqués normalement à l'exploitation des transports aériens et à l'exercice des services aériens internationaux commerciaux.

4) Chaque Partie contractante aura le droit de ne pas accepter la désignation d'une entreprise ou de suspendre ou revoquer à une entreprise l'exercice des droits prévus au paragraphe 2 de l'article 2 du présent accord, ou d'imposer les conditions qu'elle juge nécessaire pour l'exercice par une entreprise des sousdite droits, lorsqu'elle n'ait pas la preuve satisfaisante que la proprieté substantielle et le controle effectif de la dite entreprise soit entre les mains de la Partie contractante qui a designée l'entreprise ou entre celles des ressortissants de la Partie contractante qui a designée l'entreprise.

5) L'entreprise ainsi designée et autorisée, peut commercer quand elle le veut l'exploitation des services convenus, sous réserve des dispositions de l'article 9.

6) Chaque Partie contractante se réserve le droit de suspendre ou revoquer l'autorisation d'exploitation ou bien d'imposer les conditions appropriées qu'elle jugera nécessaires dans le cas ou l'entreprise désignée par l'autre Partie contractante ne se conforme pas aux lois et réglements de la Partie contractante qui accorde les droits, ou bien dans le cas ou la première Partie contractante estime qu'il résulte que les conditions sur la base desquelles, selon ce qui est prévu dans l'accord, les droits ont été accordés, n'ont pas été observées. Cette action ne sera exercée qu'après consultation entre les deux Parties contractantes et cette consultation aura lieu dans le délai de 60 jours à partir de la date de la requête.

Article 4.

Les certificate de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences delivrés au validés par une des Parties contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie contractante pendant la période de leur validité.

Toutefois chaque Partie contractante se reserve le droit de ne pas reconnaître comme valables, aux fins de la circulation au dessus de son territoire les brevets d'aptitude et les licences delivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante ou par un Etat tiers.

Article 5.

a) Les aéronefs de l'entreprise désignée d'une Partie contractante, assurant l'exploitation des services convenus seront à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie contractante, exonérés des droits de douane et des autres droits et taxes.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les provisions de bord, les pièces de rechange et l'équipement normal se trouvant à bord des aéronefs de l'entreprise désignée d'une Partie contractante seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie contractante, exonérés des droits de douane et de tout autre charge fiscale, même au cas où ils seraient consommés ou utilisés au cours de vols au-dessus dudit territoire. Ils ne pourront être dechargés qu'avec le consentement des autorités douanieres de l'autre Partie contractante.

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange et l'équipement normal de bord introduits sur le territoire d'une Partie contractante et destinés uniquement a l'usage des aéronefs de l'entreprise, désignée de l'autre Partie contractante, assurant l'exploitation des services convenus, seront exonérés des droits de douane et de toute autre charge fiscale.

d) Les carburants et les huiles lubrifiantes pris à bord des aéronefs de l'entreprise désignée de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante seront exonérés des droits de douane et de toute autre charge fiscale. Seront également exonérés les pièces de rechange, les équipements et provisions normaux de bord dans les limites et conditions fixées par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

e) Les produits bénéficiant des exonérations des droits de douane et des autres droits et taxes indiquées ci-dessus ne pourront etre utilisés pour des buts autres que l'exploitation des services aériens et ils seront réexportés au cas où ils ne pourraient être utilisés sauf si leur nationalisation aurait été accordée conformément aux dispositions en vigueur sur le territoire de la Partie contractante intéressée.

Jusqu'a ce qu'ils soient utilisés ou qu'ils aient reçu une autre destination, les produits en question seront soumis au contrôle de la douane.

f) Les exonérations prevues aux alinéas ci-dessus pourront être subordonnées à l'observation des formalites normalement appliquées sur le territoire de la Partie contractante qui doit les accorder, sans que cela porte atteinte aux droits représentatifs des services rendus.

Article 6.

L'entreprise désignée par chacune des Parties contractantes pourra maintenir sur le territoire de l'autre Partie contractante son bureau de représentation et d'agence pour l'exploitation des services convenus.

En ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement de ce bureau, l'entreprise désignée se conformera aux lois en vigueur dans le Pays dont elle n'est pas nationale, sous reserve du principe de réciprocité.

Les Autorités aéronautiques des Parties contractantes établiront entre elles et selon le principe de reciprocité le nombre des personnes qui pourront être employées dans ces bureaux.

Article 7.

Chaque Partie contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante le droit de transférer à son siège tous les excédents, sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la première Partie contractante dans la monnaie dans laquelle ils ont été acquis.

Pour ce qui concerne les recettes en monnaie locale, chaque Partie contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante, le droit de transférer à son siège, aux taux de change officiels, tous les excédents sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la première Partie contractante, selon l'accord de payment en vigueur entre les deux Pays.

Article 8.

1. Les entreprises désignées par les Parties contractantes pour l'exploitation des services convenus doivent offrir una capacité adaptée aux besoins courants et raisonablement prévoyables du trafic aérien international pour ces services.

2. Les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'accorderont sur l'application pratique des principes enoncés au paragraphe précédent.

3. Les arrangements ainsi conclus resteront en vigueur jusqu'au moment où les autorités aéronautiques auront concordé des nouvelles ententes directement ou par approbation de celles intervenues entre les entreprises designées.

4. Les horaires des services devront être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques ou moins 45 jours avant la date prévue pour leurs entrée en vigueur.

5. Les Parties contractantes estiment qu'il serait désirable que leurs entreprises désignées collaborent le plus étroitement possible pendant l'exploitation des services convenus entre leurs territoires, afin que des appréciables résultats sur le plan économique puissent être obtenus.

Article 9.

1. Les tarifs à appliquer aux services convenus, doivent être fixes à des taux raisonnables, on prenant dûment en consideration tous les facteure principaux s'y referant, y compris le coût d'exercise, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques du service et, si jugé nécessaire, les tarifs appliqués par d'autre entreprises sur n'importe quelle partie de la route specifiés. Ces tarifs doivent être determinés conformément aux dispositions du présent article.

2. Les tarifs dont au paragraphe 1 du présent article doivent être, si possible, établis pour chacun des routes specifiées entre les entreprises désignées et, si jugé nécessaire après consultation avec l'autre entreprise desservant toute ou partie des routes. Cet accord doit être atteint, outant que possible, au moyen des systemes adoptés en matière de tarifs par l'Association internationale du transport aérien (I.A.T.A.).

3. Tous les tarifs ainsi concordés, doivent être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes au moins 30 jours avant la date proposée pour leur entrée en vigueur. Ce terme peut être réduit dans des cas spéciaux, si les autorités aéronautiques concordent dans ce sens.

4. En cas de désaccord entre les entreprises désignées pour ce qui concerne les tarifs, les autorités aéronautiques des Parties contractantes esseyeront, elles mêmes, de les déterminer de commun accord.

5. Au cas où les autorités aéronautiques ne soient pas d'accord sur l'application d'un tarif quelconque leur ayant été soumis selon ce qui est prévu au paragraphe 3 du présent article, ou sur la détermination d'un tarif quelconque, selon ce qui est prévu au paragraphe 4, le désaccord doit être tranché conformément aux dispositions de l'article 11 du présent accord.

6. *a*) Aucun tarif ne peut entrer en vigueur si les autorités aéronautiques de l'une ou de l'autre Partie contractante ne l'estime pas satisfaisant, à moins que le cas prévu par les dispositions du paragraphe 3 de l'article 11 du présent accord, ne se réaliserait.

b) Les tarifs fixés conformément aux dispositions du présent article, doivent rester en vigueur jusqu'au moment où de nouveaux tarifs n'auront été determinés en conformité aux dispositions du présent article.

Article 10.

Si l'une des Parties contractantes juge opportun modifier quelques dispositions du présent accord, elle pourra démander des consultations entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes, et ces consultations devront commencer dans un delai de 60 jours de la date de la demande.

Si les autorités aéronautiques se mettront d'accord sur la modification du présent accord, cette modification entrera en vigueur après qu'elle aura été confirmée par une échange de notes diplomatiques.

Article 11.

1. Si un différend surgit entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord, les Parties contractantes devront s'efforcer, d'abord, de le régler par voie de négociations directes.

2. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à un reglement par voie de négociations, elles pourront soumettre le différend pour décision à tout organisme; ou à défaut d'une entente à ce sujet, le différend pourra, à la demande de l'une des Parties contractantes, être soumis à la décision d'un tribunal composé de trois arbitres, chacune des Parties contractantes en nommant un et le troisième étant désigné par les deux premiers nommés. Chaque Partie contractante nommera un arbitre dans un délai de soixante (60) jours à partir de la date de réception, par l'une des Parties contractantes, d'un préavis de l'autre Partie contractante, par la voie diplomatique, demandant l'arbitrage du différend, et le troisième arbitre sera désigné dans un autre délai de soixante (60) jours. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes s'abstient de nommer un arbitre dans la période spécifiée ou si le troisième arbitre n'est pas désigné, le président du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale pourra être prié par l'une des Parties contractantes de designer, selon le cas, un ou deux arbitres. Dans ce cas, le troisième arbitre sera le ressortissant d'un Etat tiers et assumera les fonctions de président du tribunal arbitral.

3. Les Parties contractantes s'engagent à se conformer à toute décision rendue en application du paragraphe 2 du présent article.

4. Tant que l'une des Parties contractantes ou l'entreprise désignée par chaque Partie contractante ne se conformera pas à la décision rendue en vertu du présent article, l'autre Partie contractante peut restreindre, suspendre ou revoquer tous les droits ou privilèges accordés eu vertu du présent accord à la Partie contractante en defaut ou à l'entreprise designée par cette Partie contractante.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais de son arbitre. Les frais occasionnées par la procédure arbitrale seront partagées en parties égales entre les Parties contractantes.

Article 12.

Au cas où une convention générale multilatérale relative aux transports aériens serait conclus, et cette convention entrerait en vigueur pour les deux Parties contractantes, le présent accord sera modifié de façon à l'uniformiser avec les dispositions de cette convention.

Article 13.

Chaque Partie contractante peut en tout moment notifier à l'autre Partie contractante son désir de terminer le présent accord.

Une telle notification sera communiqué simultainement à l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.).

Au cas ou une telle notification est faite, le présent accord prendra fin douze mois après le date de reception de la dite notification par l'autre Partie contractante sauf si la notification de terminer le présent accord est reprise avant l'expiration de ce délai par entente entre les Parties.

Si l'autre Partie contractante n'accuse pas réception de la dite notification elle sera considérée comme ayant été reçue par elle quatorze jours après sa reception par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.).

Article 14.

Le présent accord ainsi que ses amendements, seront enregistrés au conseil de Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.).

Article 15.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Belgrade.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs scéaux.

FAIT à Rome, le 24 mai 1967 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie
Batrić JOVANOVIĆ

Pour le Gouvernement de la République italienne
Gen. Felice SANTINI

ANNEXE

A) Routes qui seront exploitées par l'entreprise designée par le Gouvernement de la Republique italienne:

1) Italie-Belgrade et vv.
2) Italie-Zagreb et vv.
3) Italie-Dubrovnik et vv.

B) Routes qui seront exploitées par l'entreprise designée par le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

1) Yougoslavie-Rome et vv.
2) Yougoslavie-Milan et vv.
3) Yougoslavie-Venise et vv.

C) Les deux Parties contractantes s'accordent en outre, en voie de reciprocité, le droit de survol de leurs territoires rèspectifs pour les services pas prévus dans cet annexe à condition que les horaires soient presentés au moins 45 jours avant la date prévue pour le commencement des services.

D) Les deux Parties contractantes conviennent que les services des respectives entreprises désignées seront exploités exclusivement à travers les voies aériennes fixées par les autorités compétentes de chacun des deux Pays.

MEMORANDUM N. 1

1. L'entreprise désignée par le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie aura le droit, jusqu'au moment où l'entreprise désignée par le Gouvernement de la République italienne n'aura établi des liaisons avec la Yougoslavie, l'exploiter les fréquences hebdomadaires suivantes:

route 1 = 7 fréquences hebdomadaires;
route 2 = 3 fréquences hebdomadaires;
route 3 = 3 fréquences hebdomadaires.

2. Lorsque l'entreprise désignée par le Gouvernement de la République italienne établira les susdites liaisons avec la Yougoslavie les fréquences et la capacité offertes seront partagées à 50% entre les deux entreprises désignées sur l'axe Italie-Yougoslavie.

Au cas où l'une des entreprises ne soit pas à même d'offrir le 50% des fréquences et de capacité qui lui ont été assignées, l'autre entreprise aura le droit d'offrir les fréquences et la capacité qui n'ont pas été exploitées par la première entreprise, toutefois cette dernière pourra exércer à nouveau tous ces droits concernant capacité et fréquences au cours de la saison successive.

3. Toute augmentation ultérieure de capacité et de fréquences devra-t-être convenue entre les entreprises désignées par les deux Parties contractantes et soumise à l'approbation des autorités aéronautiques respectives, ou bien directement entre les autorités aéronautiques des deux Pays.

4. Au cours des conversations ayant pour but la stipulation de l'accord aérien entre les deux Pays le problème de la cinquième liberté au délà des territoires respectifs des deux Pays a été soulevé.

Les deux délégations sont tombées d'accord sur le fait que ce problème pourra être pris en considération à une date ultérieure lorsque les programmes des deux entreprises désignées envisageront des services au délà des territoires respectifs.

5. Il a été convenu entre les deux délégations que les services prévus dans l'annexe à l'accord aérien, entreront immediatement en vigueur à titre provisoire.

Rome, le 24 mai 1967

Le chef
de la délégation yougoslave
Batrić JOVANOVIĆ

Le chef
de la délégation italienne
Gen. Felice SANTINI

MEMORANDUM N. 2

Au cours des négociations visant à la stipulation de l'accord aérien entre l'Italie et la Yougoslavie, signé aujourd'hui, les délégations des deux Pays se sont penchées sur les problèmes concernant la double imposition fiscale sur les revenues provenant de la navigation aérienne.

Ayant constaté qu'il est difficile d'inclure dans l'accord un article visant au règlement de cette matière, car le problème présente des aspecte qui doivent être ultérieurement étudiés les deux délégations sont tombés d'accord sur l'opportunité que cette matière soit reglée (conformément aux évaluations des compétentes autorités fiscales des deux Pays) par un autre accord qui sera conclu par les voies diplomatiques normales.

Les délégations se sont engagées à soliciter les initiatives aptes à accélerer le plus possible la conclusion de l'accord susdit.

Rome, le 24 mai 1967

Le chef
de la délégation yougoslave
Batrić JOVANOVIĆ

Le chef
de la délégation italienne
Gen. Felice SANTINI

MEMORANDUM N. 3

Au cours des conversations visant à la conclusion de l'accord aérien entre l'Italie et la Yougoslavie, le problème concernant les vols non réguliers a été examiné par les deux délégations qui sont tombées d'accord comme suit:

a) La demande pour les vols non réguliers effectués avec n'importe quel type d'aéronef devra-t-être soumise aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante trois jours ouvrables à l'avance lorsqu'il s'agit de vols isolés.

b) En ce qui concerne les vols en série (plus de quatre vols) effectués avec n'importe quel type d'aéronef la demande devra-t-être présentée aux autorités aéronautiques compétentes au moins cinq jours ouvrables avant le commencement du premier vol.

c) Les termes cités plus haut pourront être réduits dans des cas urgents avec le consentement particulier des autorités aéronautiques respectives.

d) Tous les vols dont il est question dans ce memorandum ne devront pas être publicisés ou inserés dans les horaires des entreprises, ni devront présenter les caractéristiques des vols réguliers.

e) Les deux Parties contractantes conviennent que aussi les services non réguliers seront effectués exclusivement à travers les voies aériennes fixées par les autorités compétentes de chacun des deux Pays.

Dans l'exploitation de ces services les entreprises devront observer les réglementations internationales et nationales en vigueur selon les AIP et les NOTAM d'ajournement relatifs.

f) Les deux délégations sont tombées aussi d'accord que pour ce qui concerne les vols non réguliers des ententes seront prises entre les compagnies des deux Parties pour une division paritétique du trafic en question.

Rome, le 24 mai 1967

Le chef
de la délégation yougoslave
Batrić JAVANOVIĆ

Le chef
de la délégation italienne
Gen. Felice SANTINI

PROTOCOLE

A l'occasion des négociations entre les délégations de la République italienne et de la République socialiste fédérative de Yougoslavie concernant les transports aériens, la question des voies aériennes entre les deux Pays a été discutés.

La délégation de la Yougoslavie a exprimé le désir d'établir les vois aériennes suivantes:

G 23 (tronçon de route Split-FIR Yougoslavie/Italie);
Split (point à Ouest)-Vieste-Roma;
Split-Pescara;
Dubrovnik-Vieste-Roma;
Dubrovnik-Bari.

La délégation de l'Italie a exprimé le désir d'établir la voie aérienne suivante:

Bistrica-Rijeka-Ancona.

La délégation de la Yougoslavie a décleré que le tronçon de route Split-FIR Yougoslavie/Italie sera établi suivant la procédure habituelle. Par conséquent le tronçon de route Split-Ile de Jabuka-FIR Yougoslavie Italie actuellement existant sera cancelé.

En ce qui concerne l'établissement du tronçon de route Dubrovnik-Vieste, la délégation de l'Italie attendra la communication officielle de la Yougoslavie.

A ce sujet, la délégation de la Yougoslavie a démandé qu'au moment où la route Dubrovnik-Vieste sera établie ses aéronefs soient autorisées à procéder de Vieste à Roma via Teano.

La délégation italienne a déclaré que l'utilisation de la route Vieste-Teano n'est pas possible; d'autre part, les autorités compétentes italiennes prendront les mesures nécessaires pour établir la route Vieste-Roma, dans un délai raisonnable.

La délégation italienne a indiqué, pour la voie aérienne Split-Pescara que le point d'entrée à Pescara n'est pas acceptable car, jusqu'ici, la position italienne, à ce sujet, n'a pas changée.

Par contre, elle a déclaré que les autorités compétentes étudieront la proposition Yougoslave concernant la voie aérienne Split (point à Ouest)-Vieste.

En ce qui concerne la possibilité d'utiliser la route plus courte entre Dubrovnik et Bari, la délégation italienne a indiqué qu'il sera possible procéder via B9A avec l'autorisation de l'organe de contrôle de la circulation aérienne compétente.

La délégation yougoslave a déclaré qu'une voie aérienne entre Bistrica et Pula sera établie dans quelques semaines.

En ce qui concerne le tronçon de route de Pula (en futur Rijeka) à Ancona les autorités compétentes yougoslaves étudieront la possibilité du son établissement et ils informeront, aussi tôt que possible, les autorités compétentes d'Italie de la décision prise.

Rome, le 24 mai 1967

Le chef
de la délégation yougoslave
Batrić Javanović

Le chef
de la délégation italienne
Gen. Felice Santini

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
Rumor

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — Il testo facente fede è unicamente quello indicato nell'accordo.

ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA SOCIALISTA FEDERATIVA DI JUGOSLAVIA.

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA
ed
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA SOCIALISTA FEDERATIVA DI JUGOSLAVIA

D'ora innanzi denominati « Parti contraenti », avendo ratificato la convenzione sulla aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, desiderando regolare le reciproche relazioni nel campo dei trasporti aerei civili, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1.

Per l'applicazione del presente accordo e a meno che il contesto non indichi altrimenti:

a) il termine « convenzione » significa la convenzione sull'aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e comprende tutti gli allegati adottati ai sensi dell'articolo 90 della detta convenzione e tutti gli emendamenti degli allegati o della convenzione ai sensi degli articoli 90 e 94;

b) l'espressione « autorità aeronautiche » significa, nel caso dell'Italia, il « Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Ispettorato generale dell'aviazione civile » e nel caso della Jugoslavia la « Direction générale de l'aviation civile » e, in entrambi i casi, ogni altra persona od organizzazione autorizzata ad assicurare le funzioni attualmente esercitate dalle suddette autorità;

c) l'espressione « impresa designata » significa una impresa di trasporto aereo che una delle Parti contraenti avrà designato mediante comunicazione scritta all'altra Parte contraente, per l'esercizio dei servizi aerei sulle rotte specificate nella detta comunicazione;

d) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizio aereo internazionale » e « scalo per motivi non commerciali » hanno rispettivamente il significato che viene loro conferito dagli articoli 2 e 96 della convenzione.

Articolo 2.

1) Ciascuna Parte contraente accorda all'altra Parte contraente i diritti specificati nel presente accordo, al fine di istituire dei servizi aerei sulle rotte specificate nell'allegato al presente accordo (d'ora innanzi indicati con la denominazione di « servizi convenuti » e « rotte specificate »). I servizi convenuti possono essere iniziati immediatamente o in data successiva, dopo l'adempimento delle disposizioni dell'articolo 3 del presente accordo.

2) Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del presente accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte contraente godrà, nell'esercizio di un servizio convenuto su di una rotta specificata, dei seguenti diritti:

a) sorvolare il territorio dell'altra Parte contraente;

b) effettuare scali nel territorio dell'altra Parte contraente per scopi non commerciali; e

c) effettuare scali nel territorio dell'altra Parte contraente, nei punti specificati per tale rotta nell'allegato del presente accordo, al fine di imbarcare o di sbarcare in traffico internazionale, viaggiatori, merci e posta provenienti o destinati al territorio della prima Parte contraente o di un Paese terzo.

3) Le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo non potranno essere interpretate nel senso di conferire all'impresa di una Parte contraente, il diritto di imbarcare, sul territorio dell'altra Parte contraente, passeggeri, merci o posta in provenienza o a destinazione di un altro punto del territorio di questa Parte contraente.

4) Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte contraente relativi all'entrata o all'uscita dal proprio territorio di aeromobili o servizi aerei operati in servizio aereo internazionale o all'esercizio dei suddetti aeromobili o servizi aerei, durante la loro permanenza nel proprio territorio, saranno applicati agli aeromobili ed ai servizi convenuti dell'impresa designata dall'altra Parte contraente.

5) Nell'esercizio dei servizi convenuti, le imprese designate dovranno osservare i regolamenti internazionali e nazionali in vigore in base ai relativi AIP e NOTAM di aggiornamento.

6) Le leggi ed i regolamenti che regolano sul territorio di una Parte contraente l'entrata, il soggiorno e la uscita dei passeggeri, degli equipaggi, delle spedizioni postali e delle merci, quali quelli riguardanti l'immigrazione, i passaporti, la dogana, la quarantena, saranno applicati ai passeggeri, agli equipaggi, alle spedizioni postali e alle merci trasportati dagli aeromobili dell'impresa designata dall'altra Parte contraente, mentre questi ultimi si troveranno entro i confini di detto territorio.

Le disposizioni del comma precedente si applicano alle questioni che non sono regolate diversamente dal presente accordo.

Articolo 3.

1) Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di designare per iscritto, a mezzo delle autorità aeronautiche, all'altra Parte contraente un'impresa al fine di gestire i servizi convenuti sulle rotte specificate.

2) Al ricevimento della designazione, la Parte contraente deve, a mezzo delle proprie autorità aeronautiche e subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, accordare senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione d'esercizio.

3) Le autorità aeronautiche di una Parte contraente possono chiedere all'impresa designata dall'altra Parte contraente di fornire la prova soddisfacente che essa è qualificata per soddisfare le condizioni previste dalle leggi e dai regolamenti normalmente applicati all'esercizio dei trasporti aerei e all'esercizio dei servizi aerei commerciali internazionali.

4) Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di non accettare la designazione di un'impresa o di sospendere o revocare ad un'impresa l'esercizio dei diritti previsti dal paragrafo 2 dell'articolo 2 del presente accordo, o di imporre le condizioni che ritiene necessarie per l'esercizio dei suddetti diritti da parte di un'impresa, quando questa non abbia la prova soddisfacente che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo della detta impresa siano nelle mani della Parte contraente che ha designato l'impresa o in quelle di cittadini della Parte contraente che ha designato l'impresa.

5) L'impresa così designata e autorizzata può iniziare quando lo desideri l'esercizio dei servizi convenuti, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'articolo 9.

6) Ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione all'esercizio o di imporre le condizioni adeguate che essa riterrà necessarie nel caso in cui l'impresa designata dall'altra Parte contraente non si uniformi alle leggi ed ai regolamenti della Parte contraente che concede i diritti, oppure nel caso in cui la prima Parte contraente ritenga che risulti che le condizioni in base alle quali, secondo quanto previsto dall'accordo, sono stati concessi i diritti, non sono state osservate. Tale azione non sarà esercitata che dopo consultazione fra le due Parti contraenti e tale consultazione avrà luogo entro un termine di sessanta giorni a partire dalla data della richiesta.

Articolo 4.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciati o resi validi da una delle Parti contraenti, saranno riconosciuti validi dall'altra Parte contraente durante il periodo della loro validità.

Tuttavia, ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di non riconoscere validi, ai fini della circolazione al di sopra del proprio territorio, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte contraente o da uno Stato terzo.

Articolo 5.

a) Gli aeromobili dell'impresa designata di una Parte contraente, che assicurino l'esercizio dei servizi convenuti, saranno, all'ingresso sul territorio dell'altra Parte contraente, esentati dal pagamento dei diritti doganali e di altri diritti e tasse.

b) I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo, esistenti a bordo degli aeromobili dell'impresa designata di una Parte contraente saranno, all'ingresso sul territorio dell'altra Parte contraente, esentati dal pagamento dei diritti doganali e da ogni altro onere fiscale, anche nel caso in cui fossero consumati o utilizzati nel corso di voli al di sopra di detto territorio. Essi non potranno essere scaricati che con il consenso delle autorità doganali dell'altra Parte contraente.

c) I carburanti, gli olii lubrificanti, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti sul territorio di una Parte contraente e destinati unicamente all'uso degli aeromobili dell'impresa designata dell'altra Parte contraente, che assicurino l'esercizio dei servizi convenuti, saranno esentati dal pagamento dei diritti doganali e di ogni altro onere fiscale.

d) I carburanti e gli olii lubrificanti presi a bordo degli aeromobili dell'impresa designata di una delle Parti contraenti sul territorio dell'altra Parte contraente, saranno esentati dal pagamento dei diritti doganali e di ogni altro onere fiscale. Uguale esenzione sarà accordata alle parti di ricambio, alle dotazioni ed alle provviste normali di bordo, nei limiti e condizioni stabiliti dalle competenti autorità dell'altra Parte contraente.

e) I materiali che beneficiano delle esenzioni dai diritti doganali e dagli altri diritti e tasse precedentemente indicati, non potranno essere utilizzati per scopi diversi dall'esercizio dei servizi aerei e saranno riesportati nel caso in cui non potessero essere utilizzati, a meno che non ne sia stata accordata la nazionalizzazione in conformità delle disposizioni in vigore sul territorio della Parte contraente interessata.

In attesa del loro uso o diversa destinazione, i materiali in questione resteranno sottoposti al controllo doganale.

f) Le esenzioni previste ai precedenti commi, potranno essere subordinate all'osservanza delle formalità normalmente applicate sul territorio della Parte contraente che deve accordarle, senza che ciò pregiudichi i diritti rappresentativi di servizi resi.

Articolo 6.

L'impresa designata da ciascuna delle Parti contraenti potrà mantenere sul territorio dell'altra Parte contraente un proprio ufficio di rappresentanza e di agenzia per l'esercizio dei servizi convenuti.

Per quanto attiene alla creazione ed al funzionamento di tale ufficio, l'impresa designata si uniformerà alle leggi in vigore nel Paese di cui non ha la nazionalità, con riserva del principio di reciprocità.

Le autorità aeronautiche delle Parti contraenti fisseranno fra loro e in base al principio di reciprocità il numero delle persone che potranno essere impiegate in tali uffici.

Articolo 7.

Ciascuna Parte contraente concede all'impresa designata dall'altra Parte contraente il diritto di trasferire alla propria sede tutte le eccedenze, sulle spese, degli introiti percepiti sul territorio della prima Parte contraente nella moneta in cui sono stati acquisiti.

Per quanto attiene agli introiti in moneta locale, ciascuna Parte contraente accorda all'impresa designata dall'altra Parte contraente, il diritto di trasferire alla propria sede, ai tassi di cambio ufficiali, tutte le eccedenze sulle spese, dei proventi acquisiti sul territorio della prima Parte contraente, in base all'accordo di pagamento in vigore tra i due Paesi.

Articolo 8.

1) Le imprese designate dalle Parti contraenti per l'esercizio dei servizi convenuti, dovono offrire una capacità adeguata alle necessità normali e ragionevolmente prevedibili, del traffico aereo internazionale per tali servizi.

2) Le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti si accorderanno sull'applicazione pratica dei principi enunciati al paragrafo precedente.

3) Gli accordi così conclusi resteranno in vigore sino al momento in cui le autorità aeronautiche avranno concordato delle nuove intese, sia direttamente, che con l'approvazione di quelle intervenute fra le imprese designate.

4) Gli orari dei servizi dovranno essere sottoposti all'approvazione delle autorità aeronautiche almeno quarantacinque giorni prima della data prevista per la loro entrata in vigore.

5) Le Parti contraenti ritengono che sarebbe auspicabile che le loro imprese designate collaborassero il più strettamente possibile durante l'esercizio dei servizi convenuti tra i loro territori, al fine di permettere il raggiungimento di risultati apprezzabili sul piano economico.

Articolo 9.

1) Le tariffe da applicarsi ai servizi convenuti, devono essere fissate a dei tassi ragionevoli, tenendo nella debita considerazione tutti i principali fattori ad esse connessi, ivi compresi il costo di esercizio, un ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio e, ove opportuno, le tariffe applicate da altre imprese su una qualsiasi parte della rotta specificata. Tali tariffe devono essere determinate in conformità delle disposizioni del presente articolo.

2) Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente articolo devono essere, se possibile, fissate per ciascuna delle rotte specificate tra le imprese designate e, ove ritenuto opportuno dopo consultazione con l'altra impresa che operi su tutta o parte delle rotte. Tale accordo deve essere raggiunto, per quanto possibile, mediante i sistemi adottati in materia di tariffe dall'Associazione internazionale del trasporto aereo (I.A.T.A.).

3) Tutte le tariffe così concordate devono essere sottoposte alla approvazione delle autorità aeronautiche delle due Parti contraenti almeno trenta giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Detto termine può essere ridotto in casi speciali, se le autorità aeronautiche concordano in tal senso.

4) In caso di dissenso fra le imprese designate per quanto concerne le tariffe, le autorità aeronautiche delle Parti contraenti cercheranno, esse stesse, di fissarle di comune accordo.

5) Ove le autorità aeronautiche non si accordino sull'applicazione di una qualsiasi tariffa che sia stata loro sottoposta in base a quanto è previsto dal paragrafo 3 del presente articolo, o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, in base a quanto è previsto dal paragrafo 4, il dissenso deve essere risolto in conformità alle disposizioni dell'articolo 11 del presente accordo.

6) *a)* Nessuna tariffa può entrare in vigore se le autorità aeronautiche dell'uno o dell'altra Parte contraente non la ritengono soddisfacente, a meno che non abbia a realizzarsi il caso previsto dalle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 11 del presente accordo.

b) Le tariffe fissate in conformità delle disposizioni del presente articolo, devono restare in vigore sino al momento in cui non siano state stabilite delle nuove tariffe in conformità delle disposizioni del presente articolo.

Articolo 10.

Ove una delle Parti contraenti ritenga opportuno modificare alcune disposizioni del presente accordo, essa potrà chiedere delle consultazioni tra le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti, e tali consultazioni dovranno iniziare entro un termine di sessanta giorni dalla data della richiesta.

Ove le autorità aeronautiche si accordino sulla modifica del presente accordo, tale modifica entrerà in vigore dopo che sarà stata confermata da uno scambio di note diplomatiche.

Articolo 11.

1) Nel caso sorga una controversia tra le Parti contraenti circa l'interpretazione o l'applicazione del presente accordo, le Parti contraenti dovranno sforzarsi, dapprima, di comporla mediante negoziati diretti.

2) Ove le Parti contraenti non giungano ad una composizione mediante negoziati diretti, esse potranno sottoporre la controversia a qualsiasi organismo perchè decida in merito; in mancanza di una intesa a tale ri-

guardo, la controversia potrà, a richiesta di una delle Parti contraenti, essere sottoposta alla decisione di un tribunale composto di tre arbitri, uno nominato da ciascuna delle due Parti contraenti ed il terzo designato dai due primi arbitri così designati. Ciascuna Parte contraente nominerà un arbitro entro un termine di sessanta (60) giorni a partire dalla data del ricevimento, da parte di una delle Parti contraenti, di un preavviso dell'altra Parte contraente, per via diplomatica, richiedente l'arbitrato della controversia, e il terzo arbitro dovrà essere nominato entro un termine di sessanta (60) giorni. Se l'una o l'altra delle Parti contraenti si astengono dal nominare un arbitro nel periodo specificato o se il terzo arbitro non viene designato, il presidente del consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale potrà essere pregato da una delle Parti contraenti di designare, a seconda dei casi, uno o due arbitri. In tal caso, il terzo arbitro dovrà essere cittadino di uno Stato terzo ed assumerà le funzioni di presidente del tribunale arbitrale.

3) Le Parti contraenti si impegnano ad uniformarsi ad ogni decisione resa in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo.

4) Fintanto che una delle Parti contraenti o l'impresa designata da ciascuna Parte contraente non si uniformerà alla decisione resa in virtù del presente articolo, l'altra Parte contraente può limitare, sospendere o revocare tutti i diritti o privilegi accordati in virtù del presente accordo alla Parte contraente in difetto o all'impresa designata da tale Parte contraente.

5) Ciascuna Parte contraente sopporterà le spese relative al proprio arbitro. Le spese occasionate dal procedimento arbitrale saranno divise in parti uguali fra le Parti contraenti.

Articolo 12.

Qualora venga conclusa una convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei, e tale convenzione entri in vigore per le due Parti contraenti, il presente accordo sarà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale convenzione.

Articolo 13.

Ciascuna Parte contraente può in ogni momento notificare all'altra Parte contraente il proprio desiderio di porre termine al presente accordo.

Tale notifica sarà comunicata simultaneamente alla Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.).

Nel caso in cui venga fatta una tale notifica, il presente accordo avrà termine dodici mesi dopo la data nella quale detta notifica sia stata ricevuta dall'altra Parte contraente, a meno che la notifica di porre termine al presente accordo non venga ritirata prima della scadenza di tale periodo di comune accordo fra le Parti.

In mancanza di accusa di ricezione dell'altra Parte contraente, la notifica si riterrà ricevuta quattordici giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.).

Articolo 14.

Il presente accordo ed i suoi emendamenti saranno registrati presso il consiglio dell'Organizzazione della aviazione civile internazionale (O.A.C.I.).

Articolo 15

Il presente accordo sarà ratificato ed entrerà in vigore dopo lo scambio degli strumenti di ratifica che avrà luogo a Belgrado.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati dai loro Governi, hanno firmato il presente accordo e vi hanno apposto i loro sigilli.

FATTO a Roma, il 24 maggio 1967, in duplice esemplare in lingua francese.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO

A) Rotte che saranno operate dalla impresa designata dal Governo della Repubblica italiana:

1) Italia-Belgrado e vv.

2) Italia-Zagabria e vv.

3) Italia-Dubrovnik e vv.

B) Rotte che saranno operate dall'impresa designata dal Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia:

1) Jugoslavia-Roma e vv.

2) Jugoslavia-Milano e vv.

3) Jugoslavia-Venezia e vv.

C) Le due Parti contraenti si accordano inoltre, su basi di reciprocità, il diritto di sorvolare i propri territori rispettivi per i servizi che non sono previsti nel presente allegato a condizione che gli orari siano presentati almeno quarantacinque giorni prima della data prevista per l'inizio dei servizi.

D) Le due Parti contraenti convengono che i servizi delle rispettive imprese designate siano operati esclusivamente attraverso le vie aeree fissate dalle autorità competenti di ciascuno dei due Paesi.

MEMORANDUM N. 1

1. L'impresa designata dal Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia avrà il diritto, sino al momento in cui l'impresa designata dal Governo della Repubblica italiana non avrà stabilito delle comunicazioni con la Jugoslavia, di operare le seguenti frequenze settimanali:

Rotta 1 = 7 frequenze settimanali;

Rotta 2 = 3 frequenze settimanali;

Rotta 3 = 3 frequenze settimanali.

2. Quando l'impresa designata dal Governo della Repubblica italiana istituirà le suddette comunicazioni con la Jugoslavia, le frequenze e la capacità offerte saranno divise al 50 % tra le due imprese designate sull'asse Italia-Jugoslavia.

Nel caso in cui una delle imprese non sia in grado di offrire il 50 % delle frequenze e della capacità che le sono state assegnate, l'altra impresa avrà il diritto di offrire le frequenze e la capacità che non sono state operate dalla prima impresa, tuttavia quest'ultima potrà esercitare di nuovo tutti questi diritti riguardanti capacità e frequenze nel corso della stagione successiva.

3. Ogni successivo aumento di capacità e di frequenza dovrà essere convenuto tra le imprese designate dalle due Parti contraenti e sottoposto all'approvazione delle rispettive autorità aeronautiche, oppure direttamente fra le autorità aeronautiche dei due Paesi.

4. Nel corso delle conversazioni aventi per scopo la stipulazione dell'accordo aereo tra i due Paesi, è stato sollevato il problema della quinta libertà oltre i rispettivi territori dei due Paesi.

Le due delegazioni si sono trovate d'accordo sul fatto che tale problema potrà essere preso in considerazione ad una data ulteriore quando i programmi delle due imprese designate prevederanno dei servizi oltre i rispettivi territori.

5. E' stato convenuto fra le due delegazioni che i servizi previsti nell'allegato dell'accordo aereo, entreranno in vigore a titolo provvisorio.

Roma, 24 maggio 1967

(*Seguono le firme*).

MEMORANDUM N. 2

Nel corso dei negoziati intesi alla stipulazione dell'accordo aereo tra l'Italia e la Jugoslavia, firmato oggi, le delegazioni dei due Paesi si sono occupate dei problemi riguardanti la doppia imposizione fiscale sui redditi derivanti dalla navigazione aerea.

Avendo constatato che è difficile includere nell'accordo un articolo inteso al regolamento di questa materia, poichè il problema presenta degli aspetti che devono essere ulteriormente studiati, le due delegazioni si sono trovate concordi sull'opportunità che tale materia sia regolata (conformemente alle valutazioni delle competenti autorità fiscali dei due Paesi) da un altro accordo che verrà concluso per i normali canali diplomatici.

Le delegazioni si sono impegnate a sollecitare le iniziative atte ad accelerare il più possibile la conclusione del suddetto accordo.

Roma, 24 maggio 1967

(*Seguono le firme*).

MEMORANDUM N. 3

Nel corso delle conversazioni tendenti alla conclusione dell'accordo aereo tra l'Italia e la Jugoslavia, il problema concernente i voli non regolari è stato esaminato dalle due delegazioni che si sono accordate come segue:

a) La domanda per i voli non regolari effettuati con qualsiasi tipo di aereo, dovrà essere sottoposta alle autorità aeronautiche dell'altra Parte contraente tre giorni lavorativi prima quando si tratti di voli isolati.

b) Per quanto riguarda i voli in serie (più di quattro voli) effettuati con qualsiasi tipo di aeromobile, la domanda dovrà essere presentata alle autorità aeronautiche competenti, almeno cinque giorni lavorativi prima dell'inizio del primo volo.

c) I termini sopra citati potranno essere ridotti in casi urgenti con il consenso particolare delle rispettive autorità aeronautiche.

d) Tutti i voli di cui al presente *memorandum* non dovranno essere pubblicizzati o inseriti negli orari delle imprese, nè dovranno presentare le caratteristiche dei voli regolari.

e) Le due Parti contraenti convengono che anche i servizi non regolari saranno effettuati esclusivamente attraverso le vie aeree fissate dalle autorità competenti di ciascuno dei due Paesi.

Nell'esercizio di tali servizi le imprese dovranno osservare i regolamenti internazionali e nazionali in vigore in base agli AIP e NOTAM di aggiornamento relativi.

f) Le due delegazioni si sono inoltre trovate d'accordo affinchè per quanto concerne i voli non regolari, siano stipulate delle intese tra le compagnie delle due Parti contraenti per una divisione paritetica del traffico in questione.

Roma, 24 maggio 1967

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLLO

In occasione dei negoziati tra le delegazioni della Repubblica italiana e della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia concernenti i trasporti aerei, si è discussa la questione delle vie aeree tra i due Paesi.

La delegazione della Jugoslavia ha espresso il desiderio di istituire le seguenti vie aeree:

G 23 (tronco di rotta Split-FIR Jugoslavia/Italia);
Split (punto ad ovest)-Vieste-Roma;
Split-Pescara;
Dubrovnik-Vieste-Roma;
Dubrovnik-Bari.

La delegazione dell'Italia ha espresso il desiderio di istituire la seguente via aerea:

Bistrica-Rijeka-Ancona.

La delegazione della Jugoslavia ha dichiarato che il tronco di rotta Split-FIR Jugoslavia/Italia sarà istituito secondo la procedura abituale; di conseguenza il tronco di rotta Split-Isola di Jabuka-FIR Jugoslavia/Italia attualmente esistente sarà annullato.

Per quanto attiene all'istituzione del tronco di rotta Dubrovnik-Vieste, la delegazione dell'Italia attenderà la comunicazione ufficiale della Jugoslavia.

A tale proposito, la delegazione della Jugoslavia ha chiesto che nel momento in cui sarà istituita la rotta Dubrovnik-Vieste i suoi aeromobili siano autorizzati a procedere da Vieste a Roma via Teano.

La delegazione italiana ha dichiarato che l'utilizzazione della rotta Vieste-Teano non è possibile; d'altra parte, le autorità competenti italiane adotteranno le misure necessarie all'istituzione della rotta Vieste-Roma, entro un termine ragionevole.

La delegazione italiana ha indicato, che per la via aerea Split-Pescara il punto di ingresso a Pescara non è accettabile perchè, fino a questo momento, la posizione italiana a tale riguardo non è cambiata.

In compenso, essa ha dichiarato che le autorità competenti studieranno la proposta jugoslava concernente la via aerea Split (punto ad ovest)-Vieste.

Per quanto attiene alla possibilità di utilizzare la rotta più breve tra Dubrovnik e Bari, la delegazione italiana ha indicato che sarà possibile procedere via B9A con l'autorizzazione dell'organo di controllo della circolazione aerea competente.

La delegazione jugoslava ha dichiarato che fra qualche settimana sarà istituita una via aerea fra Bistrica e Pula.

Per quanto riguarda il tronco di rotta da Pula (in futuro Rijeka) ad Ancona, le autorità competenti jugoslave studieranno la possibilità della sua istituzione e informeranno, il più presto possibile, le autorità competenti italiane della decisione presa.

Roma, 24 maggio 1967

(*Seguono le firme*).

ACCORD ENTRE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE RELATIF AUX TRANSPORTS AERIENS.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Désireux de favoriser le développement des transports aeriens entre la République italienne et la République de Côte d'Ivoire et de poursuivre, dans la plus large mesure du possible, la coopération internationale dans ce domaine;

Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944;

Titre I

GENERALITES

Article 1.

Les Parties contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'annexe ci-jointe.

Article 2.

1) Le mot « territoire » s'entend tel qu'il est défini à l'article 2 de la convention relative à l'aviation civile internationale;

2) L'expression « autorité aéronautique » signifie:

en ce qui concerne la République italienne, le Ministère des transports et de l'aviation civile - Inspectorat général de l'aviation civile;

en ce qui concerne la République de Côte d'Ivoire, le Ministère chargé des transports aériens;

ou en ce qui concerne les deux Parties, toute personne ou tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par les dites autorités.

3) L'expression « entreprise désignée » signifie l'entreprise de transports aériens que les autorités aéronautiques d'une Partie contractante auront nommément désignee comme étant l'instrument choisi par elles pour exploiter les droits de trafic prévus au présent accord et qui aura été agrée par l'autre Partie contractante conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 13 ci-après.

Article 3.

1) Les aéronefs utilisés en trafic international par l'entreprise de transports aériens désignée d'une Partie contractante ainsi que leurs équipements normaux, leurs réserves de carburants et de lubrifiants, leurs provisions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et tabacs) seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie contractante, exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection ed d'autres droits ou taxes similaires à condition que ces équipements et approvisionnements demeurent à bord des aeronefs jusqu'à leur réexportation.

2) Seront également exonérés de ces mêmes droits ou taxes à l'exception des redevances ou taxes représentatives de service rendus:

a) les provisions de bord de toute origine prises sur le territoire d'une Partie contractante dans les limites et aux conditions fixées par les autorités de ladite Partie contractante et embarquées sur les aéronefs assurant un service international de l'entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie contractante;

b) les pièces de rechange introduites sur le territoire de l'une des parties contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs employés à la navigation internationale de l'entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie contractante;

c) les carburants et lubrifiants destinés à l'avitaillement des aéronefs exploités en trafic international par l'entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie contractante même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la Partie contractante sur lequel ils ont été embarqués.

3) Les équipements normaux de bord, ainsi que les matériels et approvisionnement se trouvant à bord des aéronefs d'une Partie contractante ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre Partie contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de ce territoire. En ce cas, ils pourront être placés sous la surveillance des-dites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'ils aient fait l'objet d'une déclaration de douane en vue de la mise en consommation.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie contractante, aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'annexe ci-jointe. Chaque Partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 5.

1) Les lois et règlements de chaque Partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise de l'autre Partie contractante.

2) Les lois et règlements d'una Partie contractante, régissant, sur son territoire, l'entrée ou la sortie des aéronefs des passagers, des équipages ou des marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration aux passeports, aux douanes et à la quarantaine, seront observés par ces passagers, équipages ou marchandises soit par eux-mêmes, soit par un tiers pour leur compte, à l'arrivée, au départ ed pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie contractante.

Article 6.

1) Chaque Partie contractante pourra à tout moment demander une consultation entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent accord.

2) Cette consultation commencera au plus tard dans les soixante jours (60) à compter du jour de réception de la demande.

3) Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

Article 7.

Chaque Partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. La dénonciation prendra effet un an aprés la date de réception de la notification par l'autre Partie contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la Partie contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception la dite notification serait tenue pour rèçue quinze (15) jours après se réception au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 8.

1) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 6, soit entre les autorités aéronautiques soit entre les Gouvernements des Parties contractantes, il sera soumis sur demande d'une des Parties contractantes, à un tribunal arbitral.

2) Ce tribunal sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.

Si dans un délai de deux moins à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le réglement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si, dans le cours du mois suivant les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque Partie contractante pourra demander au président du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de procéder aux désignations nécessaires.

3) Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à règler le differend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

4) Les Parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

5) Si l'une des Parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la Partie contractante en défaut.

6) Chaque Partie contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

Titre II

SERVICES AGREES

Article 9.

Le Gouvernement de la République italienne accorde au Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et réciproquement, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire accorde au Gouvernement de la République italienne le droit de faire exploiter par l'entreprise aérienne désignée par chacun d'eux les services aériens spécifiés au tableau de routes figurant à l'annexe du présent accord. Les dits services seront dorénavant désignés par l'expression « services agréés ».

Article 10.

Chaque Partie contractante aura le droit de désigner par écrit à l'autre Partie contractante une entreprise de transports aériens pour l'exploitation des services agréés sur les routes indiquées.

Dès réception de cette désignation, l'autre Partie contractante devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article et de celles de l'article 11 du présent accord, accorder sans délai, à l'entreprise de transports aériens désignée, les autorisations d'exploitation appropriées.

Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes pourront exiger que l'entreprise de transport aériens désignée par l'autre Partie contractante fasse la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites, dans le domaine de l'exploitation des services aériens internationaux, par les lois et règlements normalement et raisonnablement appliqués par les dites autorités, conformément aux dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale.

Article 11.

1) Chaque Partie contractante aura le droit de ne pas accorder les autorisations d'exploitation prévues au paragraphe 2 de l'article 10 lorsque ladite Partie contractante n'est pas convaincue qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci.

2) Chaque Partie contractante aura le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice, par l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie contractante, des droits spécifiés à l'article 9 du présent accord lorsque:

a) elle ne sera pas convaincue qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci, ou que

b) cette entreprise ne se sera pas conformée aux lois et règlements de la Partie contractante qui a accordé ces droits ou que

c) cette entreprise n'exploitera pas dans les conditions prescrites par le présent accord.

3) A moins que la révocation ou la suspension ne soit nécessaire pour éviter de nouvelles infractions aux dits lois et règlements, un tel droit ne pourra être exercé qu'après consultation prévue à l'article 6, avec l'autre Partie contractante. En cas d'échec de cette consultation il sera recouru à l'arbitrage, conformément à l'article 8.

Article 12.

L'entreprise aérienne désignée par le Gouvernement de la Republique italienne conformément au présent accord, bénéficiera, en territoire ivoirien, du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes italiennes énumérées à l'annexe ci-jointe.

L'entreprise aérienne désignée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire conformément au présent accord, bénéficiera en territoire international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes ivoiriennes énumérées à l'annexe ci-jointe.

En outre l'entreprise désignée par chaque Partie contractante jouira des droits suivants:

a) survoler le territoire de l'autre Partie contractante;

b) effectuer des escales dans le territoire de l'autre Partie contractante pour des buts non commerciaux.

Article 13.

En application des articles 77 et 79 de la convention relative à l'aviation civile internationale visant la création par deux ou plusieurs Etats d'organisations d'exploitation en commun ou d'organismes internationaux d'exploitation.

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire accepte que le Gouvernement de la République italienne, conformément aux articles 4 et 2 et aux pièces annexes du traité relatif aux transports aériens en Afrique signé par la Côte d'Ivoire à Yaoundé le 28 mars 1961, se réserve le droit de désigner la Société Air Afrique comme instrument choisi par la République de Côte d'Ivoire pour l'exploitation des services agréés.

Article 14.

1) L'exploitation des services agréés entre le territoire ivoirien et le territoire italien ou vice-et-versa, services exploités sur les routes figurant au tableau annexé au présent accord, constitue pour les deux Pays, un droit fondamental et primordial.

2) Les deux Parties contractantes sont d'accord pour faire appliquer le principe de l'égalité et de la réciprocité dans tous les domaines relatifs à l'exercice des droits résultant du présent accord.

Les entreprises désignées par les deux Parties contractantes seront assurées d'un traitement juste et équitable, devront bénéficier de possibilités et de droits égaux et respecter le principe d'une répartition égale de la capacité à offrir pour l'exploitation des services agréés.

3) Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Article 15.

1) Sur chacune des routes figurant à l'annexe du présent accord, les services agréés auront pour objectif primordial le mise en œuvre, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la Partie contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant les dits services.

2) L'entreprise désignée par l'une des Parties contractantes pourra satisfaire dans la limite de la capacité globale prévue au 1er alinéa du présent article, aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes convenus et le territoire de l'autre Partie contractante compte tenu des services locaux et régionaux.

3) Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises aériennes désignées devront décider entre elles de mesures appropriées pour satisfaire à cette augmentation temporaine du trafic. Elles en rendront compte immédiatement aux autorités aéronautiques de leur pays respectif qui pourront se consulter si elles le jugent utile.

4) Au cas où l'entreprise désignée par l'une des Parties contractantes n'utiliserait pas sur une ou plusieurs routes soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qu'elle peut offrir compte tenu de ses droits, elle transférera à l'entreprise désignée par l'autre Partie contractante pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport en cause.

L'entreprise désignée qui aura transféré tout ou partie de ses droits pourra les reprendre au terme de la dite période.

Article 16.

1) Les entreprises aériennes désignées indiqueront aux autorités aéronautiques des deux Parties contractantes, trente jours (30) au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'avions utilisés et les horaires envisagés. La même règle s'appliquera aux changements ultérieurs.

2) Les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes se communiqueront, sur demande, des statistiques périodiques ou d'autres renseignements analogues qui indiquent le volume du trafic transporté sur les services agréés, par points d'embarquement et de débarquement et dans la mesure du possible (eventuellement), par points d'origine et des destination.

Article 17.

Les deux Parties contractantes conviennent de se consulter chaque fois que besoin y sera afin de coordonner leurs services aériens respectifs.

Article 18.

1) La fixation des tarifs à appliquer sur les services agrees desservant les routes ivoiriennes et italiennes figurant au présent accord sera faite, dans la mesure du possible, par accord entre les entreprises désignées. Ces entreprises procèderont par entente directe, après consultation s'il y a lieu des entreprises de transports aériens de pays tiers qui esploiteraient tout ou partie des mêmes parcours. Cet accord se fera sur la base des systèmes adoptés en matière de tarifs par l'Association internationale des transports aériens (I.A.T.A.).

Les tarifs à appliquer aux services agréés doivent être fixés à des taux raisonnables tenant dûment compte de tous les facteurs s'y rapportant, y compris le coût d'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractèristiques du service (tels que les standards de vitesse et de confort) et si nécessaire les tarifs appliqués par d'autres entreprises de transports aériens sur n'importe quelle partie de la route spécifiée.

2) Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de chaque Partie contractante, au minimum trente jours (30) avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans les cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces autorités.

3) Si les entreprises de transports aériens désignées ne parvenaient pas à convenir de fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe 1) ci-dessus ou si l'une des parties contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe 2) précédent, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant. En dernier ressort, il serait fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 8 du présent accord.

Tant que la sentence arbitrale n'aura pas élé rendue, la Partie contractante qui aura fait connaître son désaccord aura le droit d'exiger de l'autre Partie contractante le maintien des tarifs antérieurement en vigueur.

Article 19.

Chaque Partie contractante accorde à l'entreprise de transport aerien désignée par l'autre Partie contractante le droit de transférer à son siège tout l'excédente sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la première Partie contractante dans la monnaie dans laquelle ils ont été acquis.

Pour ce qui est des revenus réalisées en monnaie locale, chaque Partie contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante le droit de transférer à son siège en devises convertibles aux taux de change officiel sur la base du dollar des Etats-Unis, tout l'excédent sur les dépenses, des revenus acquis sur le territoire de la Première Partie contractante.

Titre III

DISPOSITIONS FINALES

Article 20.

Le présent accord et son annexe seront communiqués a l'Organisation de l'aviation civile internationale pour y être enregistrés.

Article 21.

Le présent accord entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Parties contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

FAIT à Abidjan, le 19 fevrier 1968 en double exemplaire dans la langue française.

Pour le Gouvernement de la République italienne
L'Ambassadeur d'Italie en Côte d'Ivoire
V. BOLASCO

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire
Le Ministre des travaux publics et des transports
A. KACOU

ANNEXE

TABLEAU DES ROUTES

I. *Routes ivoiriennes*
Points en Côte d'Ivoire, Rome, Paris et vice versa

II. *Routes italiennes*
Points en Italie, Accra, Abidjan et vice versa

III. *Fréquences*
Un vol par semaine dans chacun de deux sens

IV. *Capacité*

1) Pour la Côte d'Ivoire

a) Côte d'Ivoire, Rome, (50 passagers par vol non comulables)

b) Rome-Côte d'Ivoire (50 passagers par vol non comulables)

2) Pour l'Italie

a) Italie-Abidjan (50 passagers par vol non cumulables)

b) Abidjan-Italie (50 passagers par vol non cumulables)

Notes:

1) Les entreprises désignées par les deux Parties contractantes auront la faculté d'omission des escales sur les services agréés.

2) Il est convenu toutefois que le nombre de fréquences et le quota indiqués pourront être augmentés selon les besoins du trafic et que les compagnies pourront, à la requête de l'une d'elles, se consulter à cet effet après une année d'exploitation. Les augmentations de fréquences et de quota agréés par les compagnies devront être soumises à l'approbation des autorités aéronautiques respectives.

Abidjan, le 19 février 1968

à S. E. Monsieur Vincenzo BOLASCO
Ambassadeur de la République italienne
ABIDJAN

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à l'accord aérien entre nos deux Pays signé le 19 février 1968 et à l'annexe du susdit accord, j'ai l'honneur de vous proposer que pour l'application des dispositions relatives aux quotas indiqués au paragraphe IV-1-*a*) et *b*) et IV-2-*a*) et *b*) l'entreprise désignée par chaque Partie contractante aura le droit de transporter un total de 100 passagers pour chaque voyage aller et reour entre l'Italie et la Côte d'Ivoire.

Je vous prie de bien vouloir confirmer l'accord du Gouvernement italien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma trés haute considération.

A. KACOU

Abidjan, le 19 février 1968

Monsieur le Ministre des travaux publics et des transports de la République de Côte d'Ivoire

ABIDJAN

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui ainsi conçue:

« Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à l'accord aérien entre nos deux Pays signé le 19 fevrier 1968 et à l'annexe du susdit accord, j'ai l'honneur de vous proposer que pour l'application des dispositions relatives aux quotas indiqués au paragraphe IV-1-*a*) et *b*) et IV-2-*a*) et *b*) l'entreprise désignée par chaque Partie contractante aura le droit de transporter un total de 100 passagers pour chaque voyage aller et retour entre l'Italie et la Côte d'Ivoire.

Je vous prie de bien vouloir confirmer l'accord du Gouvernement italien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération ».

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement italien est d'accord sur la teneur de cette lettre et je vous prie d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Vincenzo BOLASCO

Abidjan, le 19 février 1968

Monsieur le Ministre des travaux publics et des transports de la République de Côte d'Ivoire

ABIDJAN

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'accord aérien entre nos deux Pays, signe le 19 février 1968, j'ai l'honneur de vous proposer que, en ce qui concerne la route italienne qui figure dans l'annexe à l'accord, l'escale d'Accra puisse être desservie soit comme escale intermédiaire, soit comme escale au delà. Dans ce dernier cas il n'y aura pas fixation de quota.

Mais quand Accra sera desservie comme point intermédiaire les quotas seront les suivants:

Abidjan-Accra: 50 passagers par vol non cumulables.

Accra-Abidjan: 50 passagers par vol non cumulables.

J'ai l'honneur de vous proposer aussi, en prévision des exigences opérationnelles de l'entreprise italienne désignée, que soit admis ultérieurement l'exploitation de la route suivante:

Points en Italie-Abidjan-Monrovia et vice versa (sans fixation de quota entre Abidjan et Monrovia) en lieu et place de la route italienne figurant à l'annexe à l'accord aérien italo-ivoirien.

Je vous prie, monsieur le Ministre, de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement ivoirien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Vincenzo BOLASCO

Abidjan, le 19 février 1968

à S. E. Monsieur Vincenzo BOLASCO
Ambassadeur de la République italienne

ABIDJAN

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date d'aujourd'hui, vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Monsieur le Ministre,

Me référant à l'accord aérien ente nos deux Pays, signé le 19 février 1968, j'ai l'honneur de vous proposer que, en ce qui concerne la route italienne qui figure dans l'annexe à l'accord, l'escale d'Accra puisse être desservie soit comme escale intermédiaire, soit comme escale au delà. Dans ce dernier cas il n'y aura pas fixation de quota.

Mais quand Accra sera desservie comme point intermédiaire les quotas seront les suivants:

Abidjan-Accra: 50 passagers par vol non cumulables.

Accra-Abidjan: 50 passagers par vol non cumulables.

J'ai l'honneur de vous proposer aussi, en prévision des exigences opérationnelles de l'entreprise italienne désignée, que soit admis ultérieurement l'exploitation de la route suivante:

Points en Italie-Abidjan-Monrovia et vice versa (sans fixation de quota entre Abidjan et Monrovia) en lieu et place de la route italienne figurant à l'annexe à l'accord aérien italo-ivoirien.

Je vous prie, monsieur le Ministre, de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement ivoirien sur la teneur de cette lettre et d'agréer les assurances renouvelées de ma très haute considération ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement ivoirien est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

A. KACOU

MEMORANDUM RELATIF A L'ACCORD AERIEN ENTRE L'ITALIE ET LA COTE D'IVOIRE

1) En ce qui concerne la question du quota de passagers fixé à l'accord aérien et aux documents s'y référant, les deux Parties conviennent que les limitations ci-dessus ne seront pas applicables aussi longtemps que l'accord de pool sera en vigueur entre les deux entreprises désignées.

2) Au cas où cette collaboration serait suspendue et pour une période provisoire de six mois et/ou jusqu'à ce qu'un nouvel accord entre les entreprises désignées soit conclu, il est convenu que chaque entreprise désignée aura le droit de transporter par semaine sur les

services agréés un nombre de passagers correspondant à la moyenne hebdomadaire de l'année précédente et en tous les cas non inférieur au quota fixé comme ci-dessus.

Abidjan, le 19 février 1968

Pour le Gouvernement
de la République italienne
S. E. M. Vincenzo BOLASCO
Ambassadeur de la République
italienne

Pour le Gouvernement
de la République de Côte d'Ivoire
M. A. KACOU
Ministre des travaux publics
et des transports

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — Il testo facente fede è unicamente quello indicato nell'accordo.

ACCORDO TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA DELLA COSTA D'AVORIO RELATIVO AI TRASPORTI AEREI.

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

e

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DELLA COSTA D'AVORIO

Desiderosi di favorire lo sviluppo dei trasporti aerei tra la Repubblica italiana e la Repubblica della Costa d'Avorio e di continuare, nel modo più ampio possibile, la cooperazione internazionale in questo settore;

Desiderosi di applicare a questi trasporti i principii e le disposizioni della convenzione relativa all'aviazione civile internazionale firmata a Chicago il 7 dicembre 1944;

Hanno convenuto quanto segue:

Titolo I

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

Le Parti contraenti si accordano reciprocamente i diritti specificati nel presente accordo in vista dell'istituzione dei servizi aerei civili internazionali elencati nell'unito allegato.

Articolo 2.

1) Per « territorio » s'intende quanto è definito all'articolo 2 della convenzione relativa all'aviazione civile internazionale;

2) Per « autorità aeronautica » s'intende:

per quanto riguarda la Repubblica italiana, il Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Ispettorato generale dell'aviazione civile;

per quanto riguarda la Repubblica della Costa d'Avorio, il Ministero incaricato dei trasporti aerei;

oppure, per quanto riguarda le due Parti, ogni persona o ente autorizzato a svolgere le funzioni attualmente esercitate da dette autorità.

3) Per « compagnia designata » s'intende la compagnia aerea che le autorità aeronautiche di una Parte contraente avranno nominatamente designata come strumento da loro scelto per esercitare i diritti di traffico previsti dal presente accordo e che sarà stata accettata dall'altra Parte contraente in conformità con le disposizioni degli articoli 10, 11 e 13 qui di seguito.

Articolo 3.

1) Gli aeromobili utilizzati nei servizi aerei internazionali dalla compagnia aerea designata da una Parte contraente nonché i loro equipaggiamenti normali, le loro riserve di carburanti e di lubrificanti, le loro provviste di bordo (ivi comprese le derrate alimentari, le bevande e i tabacchi) saranno ammessi nel territorio dell'altra Parte contraente in esenzione da qualunque diritto doganale, spese di ispezione e altri diritti o tasse simili a condizione che tali equipaggiamenti e rifornimenti rimangano a bordo degli aeromobili fino alla loro riesportazione.

2) Saranno inoltre esonerati dagli stessi diritti o tasse, fatta eccezione per i canoni o le tasse dovute per servizi resi:

a) le provviste di bordo di qualunque origine prese sul territorio di una Parte contraente nei limiti e alle condizioni fissate dalle autorità di detta Parte contraente e imbarcate sugli aeromobili che assicurano un servizio internazionale della compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente;

b) i pezzi di ricambio introdotti nel territorio di una delle Parti contraenti per la manutenzione o la riparazione degli aeromobili impiegati nella navigazione internazionale della compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente;

c) i carburanti e i lubrificanti destinati al rifornimento degli aeromobili utilizzati nel servizio aereo internazionale dalla compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente anche qualora tali rifornimenti debbano essere utilizzati durante il percorso effettuato al di sopra del territorio della Parte contraente sul quale essi siano stati imbarcati.

3) Gli equipaggiamenti normali di bordo, nonché i materiali e gli approvvigionamenti che si trovano a bordo degli aeromobili di una Parte contraente potranno essere scaricati sul territorio dell'altra Parte contraente solo con il consenso delle autorità doganali di tale territorio. In tal caso, potranno essere posti sotto il controllo di dette autorità finché non saranno riesportati o non saranno oggetto di una dichiarazione doganale in vista del loro consumo.

Articolo 4.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciate o convalidate da una delle Parti contraenti, e non scadute, saranno riconosciuti validi dall'altra Parte contraente, ai fini dell'esercizio delle rotte aeree specificate nell'unito allegato. Ciascuna Parte contraente si riserva tuttavia il diritto di non riconoscere la validità, per il sorvolo del suo territorio, dei brevetti di attitudine e delle licenze rilasciate ai suoi cittadini dall'altra Parte contraente.

Articolo 5.

1) Le leggi e regolamenti di ciascuna Parte contraente relativi all'entrata e all'uscita dal suo territorio degli aeromobili impiegati nella navigazione aerea internazionale o relativi all'impiego e alla navigazione di detti aeromobili durante la loro permanenza sul suo territorio, verranno applicati agli aeromobili della compagnia aerea dell'altra Parte contraente.

2) Le leggi e i regolamenti di una Parte contraente che regolano, sul suo territorio, l'entrata o l'uscita degli aeromobili, dei passeggeri, degli equipaggi e delle merci, quali quelli che si applicano all'entrata, alle formalità di autorizzazione, all'immigrazione, ai passaporti, alle dogane e alla quarantena, dovranno essere osservati da tali passeggeri, equipaggi o merci sia direttamente, sia tramite terzi, all'arrivo, alla partenza e durante la loro permanenza sul territorio di tale Parte contraente.

Articolo 6.

1) Ciascuna Parte contraente potrà richiedere, in qualunque momento, che le autorità competenti delle due Parti contraenti si consultino per quanto riguarda l'interpretazione, l'applicazione o le modifiche del presente accordo.

2) Tale consultazione avrà luogo entro sessanta giorni (60) dalla data del ricevimento della richiesta.

3) Le modifiche che le due Parti avranno deciso di apportare a tale accordo entreranno in vigore dopo l'avvenuta conferma mediante scambio di note per via diplomatica.

Articolo 7.

Ciascuna Parte contraente potrà notificare, in qualunque momento, all'altra Parte contraente la sua intenzione di denunciare il presente accordo. Tale notifica sarà comunicata simultaneamente all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data del ricevimento della notifica da parte dell'altra Parte contraente, a meno che tale notifica non venga ritirata di comune accordo prima della fine di questo periodo. Nel caso in cui la Parte contraente che dovrebbe ricevere tale notifica non accusasse ricevuta, tale notifica sarà considerata come ricevuta quindici (15) giorni dopo il suo ricevimento presso la sede dell'Organizzazione della aviazione civile internazionale.

Articolo 8.

1) Qualora una controversia riguardo all'interpretazione o alla applicazione del presente accordo non abbia potuto essere definita in conformità con le disposizioni dell'articolo 6, o fra le autorità aeronautiche o tra i Governi delle Parti contraenti, sarà sottoposta, su richiesta di una delle Parti contraenti, ad un tribunale arbitrale.

2) Questo tribunale sarà composto da tre membri. Ciascuno dei due Governi designerà un arbitro, questi due arbitri si metteranno d'accordo sulla nomina di un cittadino di uno Stato terzo quale presidente.

Se entro due mesi dal giorno in cui uno dei due Governi ha proposto la definizione arbitrale della controversia i due arbitri non saranno stati designati, o se durante il mese seguente gli arbitri non si saranno messi d'accordo sulla nomina del presidente, ciascuna Parte contraente potrà domandare al presidente del consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale di procedere alle designazioni necessarie.

3) Il tribunale arbitrale decide, se non riesce a definire bonariamente la controversia, a maggioranza di voti. Se le Parti contraenti non decidono altrimenti, il tribunale stesso fissa i suoi principii di procedura e stabilisce la sua sede.

4) Le Parti contraenti si impegnano a conformarsi ai provvedimenti provvisori che saranno emanati nel corso della procedura, nonché alla decisione arbitrale, quest'ultima essendo in ogni caso considerata come definitiva.

5) Se una delle Parti contraenti non si conforma alle decisioni degli arbitri, l'altra Parte contraente potrà, finché perdurerà tale trasgressione, limitare, sospendere o revocare i diritti o privilegi da essa accordati in virtù del presente accordo alla Parte contraente inadempiente.

6) Ciascuna Parte contraente sopporterà le spese per l'attività del proprio arbitro e per metà quelle dovute per il compenso al presidente designato.

Titolo II

SERVIZI CONCORDATI

Articolo 9.

Il Governo della Repubblica italiana accorda al Governo della Repubblica della Costa d'Avorio e reciprocamente, il Governo della Repubblica della Costa d'Avorio accorda al Governo della Repubblica italiana il diritto di far esercire dalla compagnia aerea designata da ciascuna delle due Parti i servizi aerei specificati nella tabella delle rotte di cui all'allegato del presente accordo. Tali servizi saranno indicati qui di seguito con il termine « servizi concordati ».

Articolo 10.

Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di segnalare per iscritto all'altra Parte contraente la compagnia aerea che esercirà i servizi concordati sulle rotte indicate.

Dal momento del ricevimento di detta designazione, l'altra Parte contraente dovrà, con riserva delle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo e di quelle dell'articolo 11 del presente accordo, concedere immediatamente alla compagnia aerea designata le adeguate autorizzazioni di esercizio.

Le autorità aeronautiche di una delle Parti contraenti potranno pretendere che la compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente dimostri di essere in grado di soddisfare le condizioni prescritte, nel settore dell'esercizio dei servizi aerei internazionali, dalle leggi e regolamenti normalmente e ragionevolmente applicati da dette autorità, in conformità con le disposizioni della convenzione relativa all'aviazione civile internazionale.

Articolo 11.

1) Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di non concedere le autorizzazioni d'esercizio previste al secondo comma dell'articolo 10 qualora detta Parte contraente non sia convinta che una parte sostanziale della proprietà ed il controllo effettivo di tale compagnia aerea appartenga alla Parte contraente che l'ha designata o a cittadini di quest'ultima.

2) Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di revocare una autorizzazione di esercizio o di sospendere l'esercizio, da parte della compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente, dei diritti specificati all'articolo 9 del presente accordo qualora:

a) essa non sia convinta che una parte essenziale della proprietà ed il controllo effettivo di tale compagnia aerea appartenga alla Parte contraente che l'ha designata o a cittadini di quest'ultima, o

b) questa compagnia aerea non si sia conformata alle leggi e regolamenti della Parte contraente che ha concesso tali diritti, o

c) questa compagnia aerea non gestisca conformemente alle condizioni prescritte dal presente accordo.

3) Tale diritto potrà essere esercitato solo dopo aver consultato l'altra Parte contraente, come previsto dall'articolo 6, a meno che tale revoca o sospensione non sia necessaria per evitare nuove infrazioni a dette leggi e regolamenti. In caso che tale consultazione fallisca, si ricorrerà all'arbitrato, in conformità con l'articolo 8.

Articolo 12.

La compagnia aerea designata dal Governo della Repubblica italiana in conformità con il presente accordo, beneficierà, nel territorio della Costa d'Avorio, del diritto di sbarcare ed imbarcare in traffico internazionale passeggeri, posta e merci negli scali e sulle rotte italiane elencate nell'unito allegato.

La compagnia aerea designata dal Governo della Repubblica della Costa d'Avorio in conformità con il presente accordo, beneficierà, sul territorio italiano, del diritto di sbarcare ed imbarcare in traffico internazionale passeggeri, posta e merci negli scali e sulle rotte della Costa d'Avorio elencate nell'unito allegato.

Inoltre la compagnia aerea designata da ciascuna Parte contraente godrà dei seguenti diritti:

a) sorvolare il territorio dell'altra Parte contraente;

b) effettuare degli scali sul territorio dell'altra Parte contraente per scopi non commerciali.

Articolo 13.

In applicazione degli articoli 77 e 79 della convenzione relativa all'aviazione civile internazionale che prevede la creazione da parte di due o più Stati di organizzazioni di esercizio in comune o di organismi internazionali di esercizio, il Governo della Repubblica della Costa d'Avorio accetta che il Governo della Repubblica italiana, in conformità con gli articoli 4 e 2 e con gli allegati del trattato relativo ai trasporti aerei in Africa firmato dalla Costa d'Avorio a Yaoundé il 28 marzo 1961, si riservi il diritto di designare la Società Air Afrique come strumento scelto dalla Repubblica della Costa d'Avorio per l'esercizio dei servizi concordati.

Articolo 14.

1) L'esercizio dei servizi concordati tra il territorio della Costa d'Avorio e il territorio italiano o viceversa, servizi che figurano nella tabella allegata al presente accordo, costituisce, per i due Paesi, un diritto fondamentale.

2) Le due Parti contraenti sono d'accordo nel fare applicare il principio di uguaglianza e di reciprocità in tutti i settori relativi all'esercizio dei diritti derivanti dal presente accordo.

Alle compagnie aeree designate dalle due Parti contraenti sarà assicurato un trattamento giusto ed equo, esse dovranno beneficiare di uguali possibilità e diritti e rispettare il principio di un'uguale ripartizione delle capacità da offrire per l'esercizio dei servizi concordati.

3) Esse dovranno prendere in considerazione sui percorsi comuni i loro reciproci interessi in modo da non danneggiare indebitamente i loro rispettivi servizi.

Articolo 15.

1) Su ciascuna rotta che figura nell'allegato del presente accordo, i servizi concordati avranno come obiettivo principale la messa a disposizione, a un coefficiente di utilizzazione consideràto ragionevole, di una capacità adeguata alle esigenze normali e ragionevolmente prevedibili del traffico aereo internazionale proveniente da o diretto verso il territorio della Parte contraente che avrà designato la compagnia aerea che esercisce tali servizi.

2) La compagnia aerea designata da una delle Parti contraenti potrà soddisfare, nei limiti della capacità globale prevista nel primo comma del presente articolo, le esigenze del traffico tra i territori degli Stati terzi situati sulle rotte convenute ed il territorio dell'altra Parte contraente tenendo conto dei servizi locali e regionali.

3) Per soddisfare le esigenze di un traffico imprevisto o momentaneo su queste stesse rotte, le compagnie aeree designate dovranno decidere tra loro le misure adeguate in vista di soddisfare tale aumento temporaneo di traffico. Esse ne renderanno immediatamente conto alle autorità aeronautiche dei loro rispettivi Paesi, che si consulteranno se esse lo riterranno utile.

4) Nel caso in cui la compagnia designata da una delle Parti contraenti non utilizzasse su una o più rotte tutta o parte della capacità di trasporto che può offrire tenendo conto dei suoi diritti, essa potrà trasferire per un periodo determinato alla compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente tutta o parte di detta capacità di trasporto.

La compagnia aerea designata che avrà trasferito tutti o parte dei suoi diritti potrà ritornarne in possesso alla scadenza di detto periodo.

Articolo 16.

1) Le compagnie aeree designate segnaleranno alle autorità aeronautiche delle due Parti contraenti, entro trenta (30) giorni dall'inizio dell'esercizio dei servizi concordati, la natura del trasporto, i tipi di aerei utilizzati e gli orari previsti. La stessa regola sarà valida per i cambiamenti successivi.

2) Le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti si scambieranno, su richiesta, statistiche periodiche o altre informazioni analoghe riguardanti il volume del traffico sui servizi concordati, secondo i punti di imbarco o di sbarco e, per quanto possibile, (eventualmente) secondo i punti di partenza e di destinazione.

Articolo 17.

Le due Parti contraenti hanno convenuto di consultarsi tutte le volte che sarà necessario al fine di coordinare i loro rispettivi servizi aerei.

Articolo 18.

1) Le tariffe da applicare ai servizi concordati che fanno servizio sulle rotte della Costa d'Avorio e dell'Italia che figurano nell'allegato del presente accordo saranno fissate, per quanto possibile, di comune accordo dalle compagnie designate. Tali compagnie si metteranno direttamente d'accordo, dopo aver consultato, se del caso, le compagnie aeree dei Paesi terzi che utilizzano tutti o parte di questi stessi percorsi. Tale accordo sarà fatto sulla base dei sistemi adottati, in materia di tariffe, dall'Associazione internazionale dei trasporti aerei (I.A.T.A.).

Le tariffe da applicare ai servizi concordati dovranno essere fissate a dei tassi ragionevoli tenendo in debito conto tutti i fattori ad esse connessi, ivi compreso il costo di esercizio, un profitto ragionevole, le caratteristiche del servizio (quali i livelli di velocità e di confort), e, se necessario, le tariffe applicate da altre compagnie aeree per una qualsiasi frazione della rotta specificata.

2) Le tariffe così fissate dovranno essere sottoposte all'approvazione delle autorità aeronautiche di ciascuna Parte contraente entro trenta (30) giorni dalla data prevista per la loro entrata in vigore. Tale termine potrà essere ridotto in casi particolari in seguito ad accordo tra le autorità.

3) Se le compagnie aeree designate non riuscissero a mettersi d'accordo sulla fissazione di una tariffa, in conformità con le disposizioni del precedente comma 1), o se una delle Parti contraenti non fosse d'accordo su una tariffa che le è stata sottoposta in conformità con le disposizioni del precedente comma 2), le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti faranno tutto il possibile al fine di raggiungere un accordo soddisfacente.

In ultima istanza, si farà ricorso all'arbitrato previsto dall'articolo 8 del presente accordo. Finché la sentenza arbitrale non sarà stata emessa, la Parte contraente che avrà denunciato il suo disaccordo, avrà il diritto di esigere dall'altra Parte contraente il mantenimento delle tariffe precedentemente in vigore.

Articolo 19.

Ciascuna Parte contraente concede alla compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente il diritto di trasferire nella sua sede i profitti ottenuti nel territorio della prima Parte contraente nella moneta con cui sono stati guadagnati.

Per quanto riguarda i profitti realizzati in moneta locale, ciascuna Parte contraente concede alla compagnia aerea designata dall'altra Parte contraente il diritto di trasferire nella sua sede, in divise convertibili al tasso di cambio ufficiale sulla base del dollaro USA, i profitti ottenuti nel territorio della prima Parte contraente.

Titolo III

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 20.

Il presente accordo ed il suo allegato saranno trasmessi all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale per la loro registrazione.

Articolo 21.

Il presente accordo entrerà in vigore alla data in cui le due Parti contranenti si saranno notificate l'un l'altra l'avvenuto adempimento delle previste formalità costituzionali.

FATTO ad Abidjan il 19 febbraio 1968 in duplice copia nella lingua francese.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO

TABELLA DELLE ROTTE

I. *Rotte della Costa d'Avorio*
Punti nella Costa d'Avorio, Roma, Parigi e viceversa.

II. *Rotte italiane*
Punti in Italia, Accra, Abidjan e viceversa.

III. *Frequenze*
Un volo a settimana in ciascuno dei due sensi.

IV. *Capacità*

1) Per la Costa d'Avorio

a) Costa d'Avorio-Roma (50 passeggeri per volo non cumulabili);

b) Roma-Costa d'Avorio (50 passeggeri per volo non cumulabili).

2) Per l'Italia

a) Italia-Abidjan (50 passeggeri per volo non cumulabili);

b) Abidjan-Italia (50 passeggeri per volo non cumulabili).

Note:

1) Le compagnie aeree designate dalle due Parti contraenti avranno la facoltà di omettere degli scali sui servizi concordati.

2) E' stato convenuto tuttavia che il numero delle frequenze ed il contingente indicati potranno essere aumentati secondo le necessità del traffico e che le compagnie aeree potranno, su richiesta di una di esse, consultarsi a tale scopo dopo un anno di esercizio. Gli aumenti di frequenze o di contingente concordati dalle compagnie dovranno essere sottoposti all'approvazione delle rispettive autorità aeronautiche.

Abidjan, 19 febbraio 1968

A S.E. Vincenzo BOLASCO
Ambasciatore della Repubblica italiana
ABIDJAN

Signor ambasciatore,

facendo riferimento all'accordo aereo tra i nostri due Paesi, firmato il 19 febbraio 1968 ed all'allegato del suddetto accordo, ho l'onore di proporLe che per l'applicazione delle disposizioni relative ai contingenti indicati al paragrafo IV-1-*a*) e *b*) e IV-2-*a*) e *b*) l'aviolinea designata da ogni Parte contraente avrà il diritto di trasportare un totale di 100 passeggeri per ogni viaggio, andata e ritorno, tra l'Italia e la Costa d'Avorio.

La prego di voler confermare che il Governo italiano è d'accordo sul contenuto della presente lettera e di gradire la rinnovata espressione della mia massima stima.

A. KACOU

Abidjan, 19 febbraio 1968

Al Ministro dei lavori pubblici e dei trasporti della Repubblica della Costa d'Avorio

ABIDJAN

Signor Ministro,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna così concepita:

« Signor ambasciatore,

facendo riferimento all'accordo aereo tra i nostri due Paesi, firmato il 19 febbraio 1968 ed all'allegato del suddetto accordo, ho l'onore di proporLe che per l'applicazione delle disposizioni relative ai contingenti indicati al paragrafo IV-1-*a*) e *b*) e IV-2-*a*) e *b*) l'aviolinea designata da ogni Parte contraente avrà il diritto di trasportare un totale di 100 passeggeri per ogni viaggio, andata e ritorno, tra l'Italia e la Costa d'Avorio.

La prego di voler confermare che il Governo italiano è d'accordo sul contenuto della presente lettera e di gradire la rinnovata espressione della mia massima stima ».

Ho l'onore di confermarLe che il Governo italiano concorda sul contenuto della lettera succitata e La prego di gradire l'espressione della mia massima stima.

Vincenzo BOLASCO

Abidjan, 19 febbraio 1968

Al Ministro dei lavori pubblici e dei trasporti della Repubblica della Costa d'Avorio

ABIDJAN

Signor Ministro,

facendo riferimento all'accordo aereo tra i nostri due Paesi firmato il 19 febbraio 1968, ho l'onore di proporLe che per quanto riguarda la rotta italiana specificata nell'allegato all'accordo, lo scalo di Accra possa essere servito sia come scalo intermedio che come scalo « oltre ». In quest'ultimo caso non verrà fissato alcun contingente. Ma quando Accra sarà utilizzata come scalo intermedio i contingenti saranno i seguenti:

Abidjan-Accra: 50 passeggeri per volo non cumulabili.

Accra-Abidjan: 50 passeggeri per volo non cumulabili.

Ho l'onore di proporLe inoltre, in previsione delle esigenze operative dell'azienda italiana designata, che sia anche in futuro consentito l'uso della rotta qui di seguito indicata:

Punti in Italia-Abidjan-Monrovia e viceversa (senza determinazione di contingenti tra Abidjan e Monrovia) al posto della rotta italiana designata nell'allegato all'accordo aereo Italia-Costa d'Avorio.

La prego, signor Ministro, di volermi confermare che il Governo della Costa d'Avorio è d'accordo sul contenuto della presente lettera e di gradire l'espressione della mia massima considerazione.

Vincenzo BOLASCO

Abidjan, 19 febbraio 1968

A S.E. Vincenzo BOLASCO

Ambasciatore della Repubblica italiana

ABIDJAN

Signor ambasciatore,

con lettera in data odierna, Lei mi ha comunicato quanto segue:

« Signor Ministro,

facendo riferimento all'accordo aereo tra i nostri due Paesi firmato il 19 febbraio 1968, ho l'onore di proporLe che per quanto riguarda la rotta italiana specificata nell'allegato all'accordo, lo scalo di Accra possa essere servito sia come scalo intermedio che come scalo « oltre ». In quest'ultimo caso non verrà fissato alcun contingente. Ma quando Accra sarà utilizzata come scalo intermedio i contingenti saranno i seguenti:

Abidjan-Accra: 50 passeggeri per volo non cumulabili.

Accra-Abidjan: 50 passeggeri per volo non cumulabili.

Ho l'onore di proporLe inoltre, in previsione delle esigenze operative dell'azienda italiana designata, che sia anche in futuro consentito l'uso della rotta qui di seguito indicata:

Punti in Italia-Abidjan-Monrovia e viceversa (senza determinazione di contingenti tra Abidjan e Monrovia) al posto della rotta italiana designata nell'allegato all'accordo aereo Italia-Costa d'Avorio.

La prego, signor Ministro, di volermi confermare che il Governo della Costa d'Avorio è d'accordo sul contenuto della presente lettera e di gradire l'espressione della mia massima considerazione ».

Ho l'onore di informarLa che il Governo della Costa d'Avorio concorda su quanto precede.

Voglia gradire, signor ambasciatore, l'assicurazione della mia massima stima.

A. KACOU

MEMORANDUM RELATIVO ALL'ACCORDO AEREO TRA L'ITALIA E LA COSTA D'AVORIO

1) Per quanto concerne la questione del contingente di passeggeri fissati dall'accordo aereo e dai documenti ad esso relativi, le due Parti concordano che le limitazioni di cui sopra non saranno applicabili fintantoché l'accordo di pool sarà in vigore tra le due aviolinee designate.

2) Nel caso che tale collaborazione fosse sospesa e per un periodo provvisorio di sei mesi e/o fino a che venga stipulato un nuovo accordo tra le aviolinee designate, si è convenuto che entrambe le aviolinee designate avranno il diritto di trasportare ogni settimana sulle rotte approvate un numero di passeggeri corrispondente alla media settimanale dell'anno precedente ed in ogni caso non inferiore al contingente suddetto.

Abidjan, 19 febbraio 1968

(*Seguono le firme*).

AIR TRANSPORT AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE PHILIPPINES.

THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC

and

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE PHILIPPINES

Hereinafter described as the contracting Parties,

Being parties to the convention on international civil aviation opened for signature at Chicago on the 7th day of December, 1944, and

Desiring to conclude an agreement for the purpose of establishing and operating air services between and beyond the territories of Italy and of the Philippines,

Agree as follows:

Article I.

For the purpose of the present agreement, unless the context otherwise requires:

(*a*) the term « aeronautical authorities » means, in the case of the Italian Republic, the Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale aviazione civile and/or any person or body authorized to perform any functions exercised at present by the said Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale aviazione civile or similar functions, and, in the case of the Republic of the Philippines, the Civil Aeronautics Board and/or any person or body authorized to perform any functions exercised at present by the said Civil Aeronautics Board or similar functions;

(*b*) the term « designated airline » means an airline which one contracting Party shall have designated, by written notification to the other contracting Party, in accordance with article III of the present agreement, for operation of air services on the routes specified in the annex thereto;

(*c*) the term « territory » in relation to a State means the land areas and territorial waters adjacent thereto under the sovereignty, suzerainty, protection, trusteeship or administration of that State;

(*d*) the term « the convention » means the convention on international civil aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December 1944 and includes any annex adopted under article 90 of that convention and any amendment of the annexes or convention under articles 90 and 94 thereof;

(*e*) the terms « air services », « international air service », « airline » and « stop for non-traffic purposes » have the meaning respectively assigned to them in article 96 of the convention.

Article II.

(1) Each contracting Party grants to the other contracting Party the rights specified in the present agreement for the purpose of establishing air services specified in the annex to this agreement.

(2) Subject to the provisions of the present agreement, the airline designated by each contracting Party shall enjoy, while operating an agreed service on a specified route, the following privileges:

(*a*) to fly without landing across the territory of the other contracting Party;

(*b*) to make stops in the said territory for non-traffic purposes; and

(*c*) to make stops in the said territory at the points specified for that route in the annex to the present agreement for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined for other points so specified.

(3) Nothing in paragraph (2) of this article shall be deemed to confer on the airline of one contracting Party the privilege of taking up, in the territory of the other contracting Party, passengers, cargo or mail carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other contracting Party.

Article III.

(1) Each contracting Party shall have the right to designate in writing to the other contracting Party an airline, for the purpose of operating the agreed services on the specified routes;

(2) On receipt of the designation, the other contracting Party shall, subject to the provisions of paragraphs (3) and (4) of this article, without delay grant to the airline designated the appropriate operating authorization.

(3) The aeronautical authorities of one contracting Party may require the airline designated by the other contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations normally and reasonably applied by them in a manner not inconsistent with the provisions of the convention to the operation of international commercial air services.

(4) Each contracting Party shall have the right to refuse to accept the designation of an airline and to with hold or revoke the grant to an airline of the privileges specified in paragraph (2) of this article or to impose such conditions as it may deem necessary in the exercise by an airline of those privileges in any case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the contracting Party designating the airline or in nationals of the contracting Party designating the airline.

(5) Subject to the provisions of article VII of the present agreement, and to the statutory powers of the aeronautical authorities of the contracting Parties, at any time after the provisions of paragraphs (1), (2) and (3) of this article have been complied with, the airline so designated and authorized may begin to operate the agreed services.

(6) Each contracting Party shall have the right to suspend the exercise by the designated airline of the privileges specified in paragraph (2) of this article or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by such airline of those privileges in any case where the airline fails to comply with the laws and regulations of the contracting Party granting those privileges or otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed in the present agreement: provided that, unless immediate suspension or imposition of conditions in essential to prevent further infringements of laws or regulations, this right shall be exercised only after consultation with the other contracting Party.

Article IV.

(1) Aircraft operated on international services by the designated airline of either contracting Party, as well as their regular equipment, supplies of fuels and lubricants, and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) on board such aircraft shall be exempt from all customs duties, inspection fees and other duties or taxes in the territory of the other contracting Party, even though such supplies be used or consumed on flights over that territory. Goods so exempted may only be unloaded with the approval of customs authorities of the other contracting Party.

(2) There shall also be exempt from the same customs duties, inspection fees and other duties or taxes:

(*a*) Spare parts, regular equipment and aircraft stores taken on board in the territory of either contracting Party, within limits fixed by the authorities of said contracting Party, and intended solely for use on board aircraft engaged in an international air service of the other contracting Party;

(*b*) Fuel and lubricating oils, spare parts and regular equipment entered into the territory of either contracting Party and intended solely for use by aircraft used on international air services by the designated airline of the other contracting Party;

(*c*) Fuel and lubricants taken on board in the territory of either contracting Party and destined to supply aircraft operated on international air services by the designated airline of the other contracting Party, even when these supplies are to be used on the part of the journey performed over that territory.

(3) The supplies enjoying the exemptions provided for in the above paragraphs shall not be used for purposes other than the above-mentioned international air services. Where such supplies cannot be used or consumed, they shall be re-exported unless their entry into the market of the contracting Party concerned is granted in accordance with the laws and regulations in force in the territory of that contracting Party. Up to such time as they are used or otherwise disposed of, they shall be kept under Customs supervision and control.

(4) The exemptions stated in this article may be subject to compliance with particular formalities normally applicable in the territory of the contracting Party granting the exemptions and do not relate to charges collected for services rendered.

Article V.

Each designated airline is authorized on a reciprocal basis to maintain in the territory of the other contracting Party its own technical and administrative personnel, for the purpose of operating the agreed services, without prejudice to the national regulations of the respective contracting Parties.

Article VI.

Either contracting Party undertakes to grant the other Party free transfer, in United States dollars at the rate of exchange in the official market at the time of remittance, of the excess of receipts over expenditure achieved on its territory in connection with the carriage of passengers baggage, mail shipments and freight by the designated airline of the other Party. Wherever the payments system between the contracting Parties is governed by a special agreement, said agreement shall apply.

Article VII.

(1) The laws and regulations of one contracting Party relating to the admission to or departure from its territory of aircraft engaged in international air services, or to the operation and navigation of such aircraft while within its territory, shall be applied to the aircraft of the airline designated by the other contracting Party, and shall be complied with by such aircraft upon entering or departing from or while within the territory of the first party.

(2) The laws and regulations of one contracting Party as to the admission to or departure from its territory of passengers, crew, or cargo of aircraft, such as regulations relating to entry, clearance, immigration, passports, customs, and quarantine shall be complied with upon entrance into or departure from, or while within the territory of the first party.

Article VIII.

(1) The tariffs to be charged by the airline of one contracting Party for carriage to or from the territory of the other contracting Party shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, and the tariffs of other airlines.

(2) The tariffs referred to in paragraph (1) of this article shall, if possible, be agreed by the designated airline concerned of both contracting Parties, in consultation, where it is deemed suitable, with other airlines operating, over the whole or part of the route, and such agreement shall be reached through the rate-fixing machinery of the International Air Transport Association.

(3) The tariffs so agreed shall be submitted for the approval of the aeronautical authorities of the contracting Parties at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction; in special cases, this time limit may be reduced, subject to the agreement of the said authorities.

(4) If the designated airlines cannon agree on any of these tariffs, or if for some other reason a tariff cannot be fixed in accordance with the provisions of paragraph (2) of this article, or if during the first 15 days of the 30 days' period referred to in paragraph (3) of this article one contracting Party gives the other contracting Party notice of its dissatisfaction with any tariff agreed in accordance with the provisions of paragraph (2) of this article, the aeronautical authorities of the contracting Parties shall try to determine the tariff by agreement between themselves.

(5) If the aeronautical authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph (3) of this article and on the determination of any tariff under paragraph (4), the dispute shall be settled in accordance with the provisions of article XI of the present agreement.

(6) Subject to the provisions of paragraph (3) of this article, no tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either contracting Party have not approved it.

(7) The tariffs established in accordance with the provisions of this article shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this article.

Article IX.

In a spirit of close cooperation, the aeronautical authorities of the contracting Parties shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of, and satisfactory compliance with, the provisions of the present agreement and the annex thereto.

Article X.

Certificate of airworthiness, certificates of competency and licenses issued or rendered valid by one contracting Party shall be recognized as valid by the other contracting Party for the purpose of operating the routes and services described in the annex to this agreement. Each contracting Party reserves the righ to refuse to recognize for the purpose of flight above its own territory, certificates of competency and licenses granted to its own nationals or rendered valid by another State.

Article XI.

(1) If any dispute arises between the contracting Parties relating to the interpretation or application of the present agreement, the contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation between themselves.

(2) If the contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation the dispute shall be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be named by each contracting Party and the third to be agreed upon by the two arbitrators so chosen, provided that such third arbitrator shall not be a national of either contracting Party. Each of the contracting Parties shall designate an arbitrator within two months of the date of delivery by either Party to the other Party of a diplomatic note requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be agreed upon within one month after such period of two months. If either contracting Party fails to designate its arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not agreed, the president of the council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. In such case, the third arbitrator shall be a national of a third State and shall act as President of the arbitral body.

(3) The contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph (2) of this article.

Article XII.

(1) If either of the contracting Parties considers it desirable to modify the terms of the present agreement, it may request consultation with the other contracting Party. Such consultation, which shall be between aeronautical authorities and which may be through discussion or by correspondence, shall begin within a period of sixty (60) days of the date of the request. Any modifications so agreed shall come into force when they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

(2) Modifications to routes may be made by direct agreement between the competent aeronautical authorities of the contracting Parties.

Article XIII.

The present agreement and any modifications thereto in accordance with article XII above, shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

Article XIV.

Either contracting Party may at any time give notice to the other contracting Party of its decision to terminate the present agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization. In such case the agreement shall terminate twelve (12) months after the date of receipt of the notice by the other contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the obsence of acknowledgment of receipt by the other contracting Party, notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

Article XV.

The present agreement shall enter into force and effect on the date of the exchange of the diplomatic notes, indicating that the formalities required by each contracting Party have been accomplished.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present agreement and affixed thereto their seals.

DONE in duplicate in the English language at Manila, Philippines, this 25 day of January, 1969.

For the Government
of the Italian Republic
SANTINI

For the Government
of the Republic of the Philippines
BISNAR

ANNEX

I. In order to develop the air transport services along the routes or sections thereof specified in the schedule made part II of this annex, for the purpose of achieving and maintaining equilibrium between the capacity of the specified air services and the requirements of the public for air transportation, as determined by the aeronautical authorities of the contracting Parties, it is agreed that:

a) The designated airline of each contracting Party shall enjoy fair and equal opportunity for the operation of air services for the carriage of traffic between the territories of the two parties;

b) In the operation by the designated airline of either contracting Party of the specified air services, the interests of the airline of the other contracting Party shall be taken into consideration so as not to affect unduly the services which the latter provide on all or part of the same route;

c) The air transport service offered by the designated airline of each contracting Party on different sections of the specified air routes or sections thereof shall bear a close relationship to the needs of the public for air transport and to the traffic interests of the airlines concerned as provided in this agreement;

d) The services provided by a designated airline under this agreement shall retain, as their primary objective, the provision of capacity adequate to the traffic demands between the country of which such airline is a national and the country of ultimate destination of the traffic, and the right of the designated airline of either contracting Party to embark and to disembark, at points in the territory of the other contracting Party, international traffic destined for or coming from third countries on the specified air routes shall be applied in accordance with the general principles of orderly development to which both contracting Parties subscribe and shall be subject to the general principle that capacity shall be related:

1) to the requirements of the traffic between the country of origin of the air service and destinations on the specified air routes;

2) to the requirements of through airline operations;

3) to the air transport needs of the area through which the airline passes; and

4) to the adequacy of other air transport services established by airlines of the States concerned between their respective territories.

II. *Schedule of routes*

A. Routes to be serviced by the designated airline of the Italian Republic in both directions:

Point of departure	Intermediate points	Terminal point	Points « beyond »
Points in Italy	Athens Beirut Tel-Aviv Cairo Teheran Karachi One point in India One point in Ceylon Rangoon Bangkok Saigon	Manila	Tokyo Sydney

B. Routes to be served by the designated airline of the Republic of the Philippines in both directions:

Point of departure	Intermediate points	Terminal point	Points « beyond »
Points in the Philippines	One point in Vietnam Bangkok Rangoon Karachi One point in India Tel-Aviv Teheran Beirut Cairo Athens	Rome	Madrid Amsterdam London Either one in Germany or Paris

III. *a)* Except for points of departure, points on the route may, at the option of the designated airline(s), be omitted on any or all flights.

b) The designated airlines may terminate any or all of their services in the territory of the other contracting Party or in any other point on the specified routes.

Visto, *Il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — Il testo facente fede è unicamente quello indicato nell'accordo.

ACCORDO SUI TRASPORTI AEREI TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DELLE FILIPPINE.

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA
ed
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DELLE FILIPPINE

D'ora innanzi indicate quali Parti contraenti;

Essendo parti della convenzione sull'aviazione civile internazionale, aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, e

Desiderando concludere un accordo al fine di istituire ed operare servizi aerei tra ed « oltre » i territori dell'Italia e delle Filippine,

Convengono quanto segue:

Articolo I.

Ai fini del presente accordo, a meno che il contesto non richieda altrimenti:

a) l'espressione « autorità aeronautiche » significa, nel caso della Repubblica italiana, il Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale aviazione civile e/od ogni altra persona o ente autorizzato a svolgere ogni funzione esercitata attualmente dal detto Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale aviazione civile o funzioni analoghe, e, nel caso della Repubblica delle Filippine, il Civil Aeronautics Board e/od ogni persona o ente autorizzato a svolgere ogni funzione esercitata attualmente dal detto Civil Aeronautics Board o funzioni analoghe;

b) l'espressione « impresa designata » significa una impresa che una Parte contraente avrà designato, mediante notifica scritta all'altra Parte contraente, in conformità dell'articolo III del presente accordo, per l'esercizio di servizi aerei sulle rotte specificate nell'allegato del presente accordo.

c) il termine « territorio » in relazione ad uno Stato significa le zone terrestri e le acque territoriali ad esse adiacenti, sotto la sovranità, vassallaggio, protettorato, amministrazione fiduciaria o amministrazione di tale Stato;

d) il termine « la convenzione » significa la convenzione sull'aviazione civile internazionale, aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e comprende ogni allegato adottato in base all'articolo 90 della convenzione ed ogni emendamento degli allegati o della convenzione in base ai suoi articoli 90 e 94;

e) le espressioni « servizi aerei », « servizio aereo internazionale », « impresa » e « scalo per scopi non di traffico » hanno rispettivamente il significato ad essi attribuito nell'articolo 96 della convenzione.

Articolo II.

1. Ciascuna Parte contraente accorda all'altra Parte contraente i diritti specificati nel presente accordo al fine di istituire i servizi aerei specificati nell'allegato al presente accordo.

2. Subordinatamente alle disposizioni del presente accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte contraente godrà, nell'operare i servizi convenuti su una rotta specificata, dei seguenti privilegi:

a) di volare senza effettuare scali al di sopra del territorio dell'altra Parte contraente;

b) di fare scali in detto territorio per scopi non di traffico; e

c) di fare scali nel detto territorio nei punti di tale rotta specificati nell'allegato del presente accordo, allo scopo di sbarcare o imbarcare traffico internazionale di passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati agli altri punti così specificati.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo non potranno essere interpretate nel senso di conferire all'impresa di una Parte contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte contraente, passeggeri, merci o posta trasportati contro pagamento o sotto forma di noleggio e destinati ad un altro punto del territorio di tale altra Parte contraente.

Articolo III.

1. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di designare per iscritto all'altra Parte contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate;

2. Ricevuta la designazione, l'altra Parte contraente dovrà, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, concedere senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione di esercizio.

3. Le autorità aeronautiche di una Parte contraente possono richiedere all'impresa designata dall'altra Parte contraente di fornire loro la dimostrazione soddisfacente che essa è in grado di osservare le condizioni prescritte dalle leggi e dai regolamenti da esse normalmente e ragionevolmente applicati, in modo non incompatibile con le disposizioni della convenzione per l'esercizio di servizi aerei commerciali internazionali.

4. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di non accettare la designazione di un'impresa e di sospendere o revocare a un'impresa l'esercizio dei diritti indicati al paragrafo 2 del presente articolo o di imporre le condizioni che essa ritenga necessarie all'esercizio, da parte di un'impresa, dei diritti anzidetti, nei casi in cui essa non abbia la prova soddisfacente che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo di tale impresa sono nelle mani della Parte contraente o in quelle di cittadini della Parte contraente che ha designato l'impresa.

5. Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'articolo VII del presente accordo, ed ai poteri legittimi delle autorità aeronautiche delle Parti contraenti, in ogni momento, dopo che le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 del presente articolo siano state osservate, l'impresa designata ed autorizzata può iniziare ad esercire i servizi convenuti.

6. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di sospendere all'impresa designata, l'esercizio dei diritti specificati nel paragrafo 2 del presente articolo o di imporre le condizioni che riterrà necessarie per l'esercizio, da parte di tale impresa, di detti diritti in ogni caso in cui l'impresa venga meno all'osservanza delle leggi e dei regolamenti della Parte contraente che concede quei diritti o manchi di operare in conformità delle condizioni prescritte dal presente accordo: a meno che non sia necessario, allo scopo di evitare ulteriori violazioni delle leggi o dei regolamenti, di sospendere immediatamente od imporre delle condizioni, tale diritto sarà esercitato solo dopo consultazione con l'altra Parte contrante.

Articolo IV.

1. Gli aeromobili impiegati nei servizi internazionali dalla impresa designata di ciascuna Parte contraente, nonchè le loro normali dotazioni di bordo, le scorte di carburanti e di lubrificanti, e le provviste di bordo (inclusi i cibi, le bevande e i tabacchi) di tali aeromobili, sono esenti da ogni dazio doganale, spese di ispezione ed altri diritti o tasse nel territorio dell'altra Parte contraente, anche se tali provviste vengono utilizzate o consumate in voli al di sopra di tale territorio. Le merci così esentate possono essere scaricate soltanto con l'approvazione delle autorità aeronautiche dell'altra Parte contraente.

2. Sono anche esenti dagli stessi diritti doganali, spese di ispezione ed altri diritti o tasse:

a) le parti di ricambio, le dotazioni normali di bordo e le provviste imbarcate nel territorio di ciascuna Parte contraente, entro i limiti fissati dalle autorità di detta Parte contraente, e intese unicamente ad essere utilizzate a bordo di aeromobili impegnati in un servizio aereo internazionale dell'altra Parte contraente;

b) i carburanti e gli olii lubrificanti, le parti di ricambio e le normali dotazioni di bordo introdotti nel territorio di ciascuna Parte contraente ed intesi ad essere unicamente utilizzati dagli aeromobili impiegati in servizi aerei internazionali dall'impresa designata dall'altra Parte contraente;

c) i carburanti e i lubrificanti presi a bordo nel territorio di ciascuna Parte contraente e destinati al rifornimento di aerei impiegati in servizi aerei internazionali dall'impresa designata dall'altra Parte contraente, anche quando tali rifornimenti devono essere utilizzati solo in una parte del viaggio compiuto sopra tale territorio.

3. I materiali che beneficiano delle esenzioni indicate nei paragrafi precedenti non possono essere utilizzati per usi diversi dai summenzionati servizi aerei internazionali. Nel caso in cui tali materiali non possano essere usati o consumati, essi devono essere riesportati, a meno che non venga loro concesso l'ingresso sul mercato della Parte contraente interessata, in base alle leggi ed ai regolamenti in vigore nel territorio di tale Parte contraente. In attesa del loro uso o diversa destinazione, detti materiali devono rimanere sotto controllo e supervisione doganale.

4. Le esenzioni previste dal presente articolo possono essere subordinate all'osservanza di determinate formalità, normalmente applicate nel territorio della Parte contraente che concede le esenzioni e non vanno riferite ai diritti percepiti per i servizi resi.

Articolo V.

Ciascuna impresa designata è autorizzata su basi di reciprocità a mantenere nel territorio dell'altra Parte contraente il proprio personale amministrativo e tecnico, ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti, senza pregiudizio dei regolamenti interni delle rispettive Parti contraenti.

Articolo VI.

Ciascuna Parte contraente si impegna a concedere all'altra Parte il libero trasferimento, in dollari USA al tasso di cambio sul mercato ufficiale al momento della rimessa, degli introiti in eccedenza sulle spese sul proprio territorio in relazione al trasporto di passeggeri, bagaglio, posta e merci, effettuato dall'impresa designata dall'altra Parte. Nel caso il sistema di pagamenti tra le Parti contraenti sia regolato da un accordo speciale, sarà applicato detto accordo.

Articolo VII.

1. Le leggi ed i regolamenti di una Parte contraente relativi all'arrivo o alla partenza dal proprio territorio di aeromobili impegnati in servizi aerei internazionali, o nell'esercizio e nella navigazione di tali aeromobili mentre si trovano entro il proprio territorio, si applicheranno agli aeromobili dell'impresa designata dall'altra Parte contraente, e saranno osservati da tali aeromobili all'arrivo e alla partenza o mentre si trovano nel territorio della prima Parte.

2. Le leggi ed i regolamenti di una Parte contraente circa l'accesso al proprio territorio o la partenza da esso di passaggeri, equipaggi, o carico di aeromobili, quali i regolamenti relativi all'arrivo, al permesso di ingresso, all'immigrazione, ai passaporti, alle formalità doganali e alla quarantena devono essere osservate all'arrivo o alla partenza da, o mentre sono nel territorio della prima Parte.

Articolo VIII.

1. Le tariffe che l'impresa designata di una Parte contraente deve applicare per il trasporto verso o dal territorio dell'altra Parte contraente devono essere stabilite in misura ragionevole tenendo in debita considerazione tutti i principali fattori ad esse connessi, fra cui il costo di esercizio, un ragionevole profitto, e le tariffe applicate dalle altre imprese.

2. Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente articolo devono essere concordate, se possibile, tra le imprese designate interessate di entrambe le Parti contraenti, in consultazione, ove ritenuto opportuno, con altre imprese operanti sull'intera rotta o su parte di essa, e tale accordo deve essere raggiunto attraverso i sistemi adottati in materia di tariffe dall'Associazione di trasporto aereo internazionale.

3. Le tariffe così concordate devono essere sottoposte per l'approvazione alle autorità aeronautiche delle Parti contraenti almeno trenta (30) giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore; tale termine può essere ridotto in casi speciali, se le dette autorità concordano in tal senso.

4. Se le imprese designate non concordano su di una di tali tariffe o se per qualche altra ragione una tariffa non può essere fissata in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, o se durante i primi quindici giorni del periodo di trenta giorni di cui al paragrafo 3 del presente articolo una Parte contraente notifica all'altra Parte contraente di non essere soddisfatta in merito ad una qualunque delle tariffe concordate in base alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, le autorità aeronautiche delle Parti contraenti cercheranno di determinare la tariffa con un accordo fra loro.

5. Qualora le autorità aeronautiche non concordino nella approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse in base al paragrafo 3 del presente articolo e sulla determinazione di una qualsiasi tariffa in base al paragrafo 4, la controversia deve essere composta in conformità delle disposizioni dell'articolo XI del presente accordo.

6. Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, nessuna tariffa può entrare in vigore se non ha ottenuto l'approvazione di entrambe le autorità aeronautiche.

7. Le tariffe stabilite in conformità delle disposizioni del presente articolo resteranno in vigore sino a quando non siano state fissate delle nuove tariffe in conformità delle disposizioni del presente articolo.

Articolo IX.

Le autorità aeronautiche delle Parti contraenti si consulteranno fra loro con spirito di stretta cooperazione, di tanto in tanto, al fine di assicurare l'attuazione ed una soddisfacente osservanza delle disposizioni del presente accordo e del suo allegato.

Articolo X.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi da una Parte contraente saranno riconosciuti validi dall'altra Parte contraente al fine dell'esercizio delle rotte convenute e dei servizi di cui all'allegato al presente accordo. Ciascuna Parte contraente si riserva, ai fini del sorvolo del proprio territorio, di riconoscere i brevetti di attitudine e le licenze concessi ai propri cittadini o resi validi da un altro Stato.

Articolo XI.

1. In caso di controversia che abbia a sorgere tra le Parti contraenti circa l'interpretazione o l'applicazione del presente accordo, le Parti contraenti si sforzeranno in primo luogo di comporla mediante negoziati fra di loro.

2. Ove le Parti contraenti non riescano a raggiungere la composizione di una controversia mediante negoziati, questa sarà deferita ad un tribunale di tre arbitri, dei quali uno sarà nominato da ciascuna Parte contraente e il terzo dai due arbitri così designati, purchè tale terzo arbitro non sia cittadino di una delle Parti contraenti. Ciascuna Parte contraente designerà un arbitro entro due mesi dalla data di consegna da parte di una delle due Parti contraenti all'altra, di una nota diplomatica contenente la richiesta di sottoporre la vertenza ad arbitrato e il terzo arbitro sarà designato di comune accordo entro un mese dopo detto periodo di due mesi. Se l'una o l'altra Parte contraente omette di nominare il proprio arbitro nel periodo specificato o se il terzo arbitro non è designato di comune accordo, l'una o l'altra Parte contraente può chiedere al presidente del consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale di designare, a seconda dei casi, uno o più arbitri. In tal caso, il terzo arbitro deve essere cittadino di un terzo Stato e agire come presidente del tribunale arbitrale.

3. Le Parti contraenti si impegnano ad osservare qualsiasi decisione resa in base al paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo XII.

1. Se una delle due Parti contraenti ritiene opportuno modificare le clausole del presente accordo, può chiedere una consultazione con l'altra Parte contraente. Tale consultazione, che deve aver luogo tra le autorità aeronautiche e che può avvenire mediante discussione o per corrispondenza, deve iniziare entro un periodo di sessanta (60) giorni dalla data della richiesta. Ogni modifica così concordata entrerà in vigore quando sarà stata confermata da uno scambio di note diplomatiche.

2. Possono essere apportate delle modifiche alle rotte mediante accordo diretto tra le competenti autorità aeronautiche delle Parti contraenti.

Articolo XIII.

Il presente accordo ed ogni emendamento ad esso in base al precedente articolo XII deve essere registrato presso l'Organizzazione internazionale dell'aviazione civile.

Articolo XIV.

Ciascuna Parte contraente può notificare in ogni momento all'altra Parte contraente la propria decisione di porre termine al presente accordo. Tale notifica deve essere comunicata contemporaneamente all'Organizzazione internazionale dell'aviazione civile. In tal caso l'accordo avrà termine dodici (12) mesi dopo la data in cui l'altra Parte contraente ne avrà ricevuto notifica, a meno che detta notifica non venga ritirata di comune accordo prima dello spirare di tale periodo. Se l'altra Parte contraente non ne accuserà ricevuta, la notifica si riterrà ricevuta quattordici (14) giorni dopo che la Organizzazione internazionale dell'aviazione civile ne avrà ricevuto notifica.

Articolo XV.

Il presente accordo entrerà in vigore alla data dello scambio di note diplomatiche, che staranno ad indicare l'adempimento delle formalità richieste da ciascuna Parte contraente.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, essendo debitamente autorizzati a tale scopo dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente accordo e vi hanno apposto i loro sigilli.

FATTO in duplice copia in lingua inglese a Manila, Filippine, il 25 gennaio 1969.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO

I. Al fine di sviluppare i servizi di trasporto aereo lungo le rotte o sezioni di esse specificate nella tabella che costituisce la parte II del presente allegato, al fine di raggiungere e mantenere l'equilibrio tra la capacità dei servizi aerei specificati e le necessità di trasporto aereo del pubblico, come stabilito dalle autorità aeronautiche delle Parti contraenti, si conviene che:

a) l'aviolinea designata di ciascuna Parte contraente dovrà godere di eque ed uguali opportunità di effettuare i servizi aerei per il trasporto del traffico tra i territori delle due Parti;

b) nell'effettuazione dei servizi aerei specificati da parte dell'aviolinea designata di una delle Parti contraenti, gli interessi dell'aviolinea dell'altra Parte contraente dovranno essere tenuti in considerazione, in modo da non danneggiare indebitamente i servizi che quest'ultima fornisce su tutta o parte della stessa rotta;

c) il servizio di trasporto aereo fornito dall'aviolinea designata di ciascuna Parte contraente su diverse sezioni delle rotte aeree specificate o sezioni di esse saranno in stretta relazione alle necessità che ha il pubblico di trasporto aereo e agli interessi di traffico delle aviolinee interessate, come disposto nel presente accordo;

d) i servizi forniti da un'aviolinea designata ai sensi del presente accordo dovranno mantenere, quale obiettivo principale, le forniture di capacità adeguate alle domande di traffico tra il Paese cui tale aviolinea appartiene (national) e il Paese di destinazione finale del traffico; e il diritto della aviolinea designata dall'una o dall'altra Parte contraente di imbarcare e sbarcare, in punti del territorio dell'altra Parte contraente, traffico internazionale destinato a o proveniente da Paesi terzi sulle rotte aeree specificate, verrà esercitato in conformità ai principii generali di un ordinato sviluppo cui entrambe le Parti contraenti sottoscrivono e sarà soggetto al principio generale per cui la capacità dovrà essere correlata:

1) alle esigenze del traffico tra il Paese di origine del servizio aereo e le destinazioni sulle rotte aeree specificate;

2) alle esigenze dell'effettuazione di voli senza scalo;

3) alle esigenze del trasporto aereo dell'area attraverso cui passa l'aviolinea; e

4) all'adeguatezza di altri servizi di trasporto aereo stabiliti da aviolinee degli Stati interessati tra i loro rispettivi territori.

II. *Tabella delle rotte.*

A. Rotte che saranno servite dall'aviolinea designata dalla Repubblica italiana in entrambe le direzioni:

Punti di partenza	Punti intermedi	Punti finali	Punti « oltre »
Punti in Italia	Atene Beirut Tel-Aviv Cairo Teheran Karachi Un punto in India Un punto in Ceylon Rangoon Bangkok Saigon	Manila	Tokyo Sydney

B. Rotte che saranno servite dall'aviolinea designata dalla Repubblica delle Filippine in entrambe le direzioni:

Punti di partenza	Punti intermedi	Punti finali	Punti « oltre »
Punti nelle Filippine	Un punto in Vietnam Bangkok Rangoon Karachi Un punto in India Tel-Aviv Teheran Beirut Cairo Atene	Roma	Madrid Amsterdam Londra Uno o in Germania o a Parigi

III. *a*) Salvo che per i punti di partenza, i punti sulla rotta possono, a discrezione della aviolinea designata, essere omessi su qualsiasi o su tutti i voli.

b) Le aviolinee designate possono terminare qualsiasi o ogni loro servizio sul territorio dell'altra Parte contraente o in qualsiasi altro punto delle rotte specificate.

ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DELLA SIERRA LEONE PER SERVIZI AEREI FRA ED OLTRE I LORO RISPETTIVI TERRITORI.

IL GOVERNO D'ITALIA

ed

IL GOVERNO DELLA SIERRA LEONE

D'ora innanzi denominati « Parti contraenti », essendo Parti della convenzione sulla aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e desiderando concludere un accordo al fine di istituire servizi aerei tra i rispettivi territori hanno convenuto quanto segue:

Articolo I.

Ai fini del presente accordo, a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

1) il termine « la convenzione » significa la convenzione sulla aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e comprende tutti gli annessi adottati ai sensi dell'articolo 90 della convenzione ed ogni emendamento degli annessi o della convenzione ai sensi degli articoli 90 e 94;

2) il termine « autorità aeronautiche » significa, nel caso dell'Italia il Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale dell'aviazione civile, e, nel caso della Sierra Leone, il Ministro responsabile per il Ministero dei trasporti e comunicazioni, ed, in entrambi i casi, ogni altra persona od ente autorizzati ad assolvere le funzioni attualmente esercitate dalle suddette autorità;

3) il termine « impresa designata » significa un'impresa che una Parte contraente avrà designato, mediante notifica scritta all'altra Parte contraente, a norma dell'articolo III del presente accordo, per l'esercizio di servizi aerei sulle rotte specificate in tale notifica;

4) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizio aereo internazionale » e « scalo per scopi non di traffico », hanno rispettivamente il significato ad essi attribuito negli articoli 2 e 96 della convenzione;

5) i termini « equipaggiamento aereo », « provviste di bordo » e « parti di ricambio » hanno il significato rispettivamente loro assegnato nell'annesso 9 della convenzione.

Articolo II.

1. Ciascuna Parte contraente concede all'altra Parte contraente i diritti specificati nel presente accordo al fine di istituire servizi aerei sulle rotte specificate nell'allegato al presente accordo (d'ora innanzi indicati rispettivamente come « servizi convenuti » e « rotte specificate »). I servizi convenuti possono essere iniziati immediatamente o in un secondo momento, dopo che si sia adempiuto alle disposizioni dell'articolo III del presente accordo.

2. Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del presente accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte contraente godrà dei seguenti diritti:

a) di attraversare senza scalo il territorio dell'altra Parte contraente;

b) di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente per scopi non di traffico; e

c) nell'esercizio di un servizio convenuto su una rotta specificata, di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente nei punti specificati per tale rotta nell'annesso al presente accordo, allo scopo di sbarcare o imbarcare traffico internazionale di passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati al territorio della prima Parte contraente o di un terzo Paese.

3. Nulla del paragrafo 2 di questo articolo sarà inteso conferire all'impresa di una Parte contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte contraente, passeggeri, merci e posta trasportati contro pagamento o sotto forma di noleggio e destinati ad altro punto del territorio di quest'ultima Parte contraente.

4. Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte contraente, relativi all'entrata nel suo territorio o all'uscita da esso di aeromobili o servizi aerei operati in navigazione aerea intercontinentale, o all'esercizio di tali aeromobili o servizi aerei mentre si trovano nel proprio territoio, saranno applicati agli aeromobili e ai servizi convenuti dell'impresa designata dall'altra Parte contraente.

Articolo III.

1. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di designare per iscritto — a mezzo delle proprie autorità aeronautiche — all'altra Parte contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate.

2. Ricevuta la designazione, la Parte contraente deve — per mezzo delle proprie autorità aeronautiche e subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 di questo articolo — concedere senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione d'esercizio.

3. Le autorità aeronautiche di una Parte contraente possono richiedere all'impresa designata dall'altra Parte contraente di fornire loro la dimostrazione soddisfacente che essa è in grado di osservare le condizioni prescritte dalle leggi e dai regolamenti che esse applicano di regola alla attività dei vettori aerei e all'esercizio dei servizi aerei internazionali e commerciali.

4. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di non accettare la designazione di un'impresa o di sospendere o revocare a un'impresa l'esercizio dei diritti indicati al paragrafo 2 dell'articolo II del presente accordo, o d'imporre le condizioni che essa ritenga necessarie all'esercizio da parte di un'impresa dei diritti anzidetti, nel caso in cui essa non abbia la prova soddisfacente che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo di tale impresa sono nelle mani della Parte contraente o in quello di cittadini della Parte contraente che ha designato l'impresa.

5. L'impresa così designata e autorizzata può cominciare a esercire i servizi convenuti in qualsiasi momento, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'articolo VII del presente accordo.

6. Ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione d'esercizio ovvero d'imporre quelle appropriate condizioni che riterrà necessarie nei casi in cui l'impresa designata venga meno all'osservanza delle leggi e dei regolamenti della Parte che concede quei diritti nei casi in cui, a giudizio della prima Parte, risulti una mancata osservanza delle condizioni in base alle quali, secondo quanto previsto dall'accordo, sono stati concessi i diritti. Tale azione sarà adottata soltanto dopo consultazione tra le due Parti contraenti e tale consultazione avrà inizio entro il termine di sessanta giorni dalla data della richiesta.

Articolo IV.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi, ed ancora in vigore, da una delle Parti contraenti, saranno, durante il periodo della loro validità, riconosciuti dall'altra Parte contraente.

Ciascuna Parte contraente si riserva, tuttavia, il diritto di non riconoscere validi, per la circolazione sul proprio territorio, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte contraente e da un terzo Stato.

Articolo V.

1. Gli aeromobili della impresa designata da una Parte contraente, impiegati nei servizi convenuti, sono ammessi allo scalo nel territorio dell'altra Parte contraente in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da altri diritti o tasse.

2. I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo, esistenti sugli aeromobili della impresa designata da una Parte contraente, sono ammessi nel territorio dell'altra Parte contraente, in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da ogni altro diritto o tassa. Detti materiali non possono essere sbarcati senza consenso delle autorità doganali di detta ultima Parte contraente.

3. I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte contraente per l'uso esclusivo degli aeromobili della impresa designata dall'altra Parte contraente, impiegati nell'esercizio dei servizi convenuti, sono esenti dai dazi doganali, spese di ispezione e da qualsiasi altro gravame doganale e fiscale.

4. I carburanti e gli olii lubrificanti che gli aeromobili della impresa designata da una Parte contraente prendono a bordo nel territorio dell'altra Parte contraente, sono esenti da diritti doganali, spese di ispezione ed altri diritti o tasse federali nazionali o locali anche se usati o consumati nel corso dei voli al di sopra del detto territorio. Uguale esenzione è accordata alle parti di ricambio, alle dotazioni e provviste normali di bordo, nei limiti e condizioni stabiliti dalle competenti autorità dell'altra Parte contraente.

5. I materiali che beneficiano delle agevolazioni indicate nei paragrafi precedenti non possono essere utilizzati per usi diversi dai servizi di volo. Nel caso in cui tali materiali non possono essere usati o consumati essi debbono essere riesportati, a meno che non se ne sia permesso il trasferimento ad altra impresa aerea ovvero la loro disponibilità non sia concessa secondo le norme in vigore nel territorio dell'altra Parte contraente interessata. In attesa del loro uso o diversa destinazione debbono rimanere sotto controllo e supervisione doganale.

6. Le esenzioni previste dal presente articolo possono essere subordinate all'osservanza di determinate formalità, normalmente applicate nel territorio della Parte contraente che deve accordarle, e non vanno riferite ai diritti percepiti come corrispettivi di servizi resi.

Articolo VI.

1. Le imprese designate di ciascuna Parte contraente godranno di pari ed eque possibilità nell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate tra i rispettivi territori e oltre.

2. Nell'esercizio dei servizi convenuti, l'impresa designata di ciascuna Parte contraente terrà in debita considerazione gli interessi dell'impresa designata dall'altra Parte contraente in modo da non interferire indebitamente sui servizi che questa ultima esercisce sulle rotte specificate o su settori di esse.

3. I servizi convenuti operati dall'impresa designata di ciascuna Parte contraente saranno ragionevolmente correlati alle necessità del pubblico per il trasporto sulle rotte specificate ed avranno come loro obiettivo principale l'offerta, ad un ragionevole fattore di carico, di una capacità adeguata a trasportare le attuali e ragionevolmente prevedibili necessità del traffico di passeggeri, merci e posta provenienti dal o destinata nel territorio della Parte contraente che ha designato la impresa. Quanto previsto per il trasporto di passeggeri, merci e posta sia imbarcato che sbarcato lungo le rotte specificate nei territori degli Stati diversi da quello che ha designato l'impresa sarà attuato in conformità al principio generale secondo cui la capacità dovrebbe essere correlata:

a) alle necessità del traffico da e per il territorio della Parte contraente che ha designato l'impresa;

b) alle necessità del traffico esistente nell'area attraverso la quale le imprese passano, tenuto conto di altri servizi di trasporto eserciti dalle compagnie aeree degli Stati compresi nell'area, e

c) alle necessità delle operazioni aeree a lungo percorso.

4. Si concorda che l'impresa designata di ciascuna Parte contraente avrà in ogni caso il diritto di operare un minimo di due (2) servizi settimanali sulle rotte specificate.

5. Gli orari dei servizi debbono essere sottoposti all'approvazione delle autorità aeronautiche almeno sessanta (60) giorni prima della data della loro entrata in vigore.

Articolo VII.

1. Le tariffe da applicarsi su ciascuno dei servizi convenuti debbono essere stabilite in misura ragionevole, prendendo in debita considerazione tutti i principali fattori ad esse connessi, fra cui il costo di esercizio, un ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio (quali gli *standards* di velocità e di *comfort*) e, ove ritenuto opportuno, le tariffe applicate da altre imprese su qualsiasi parte della rotta specificata. Tali tariffe devono essere determinate in conformità delle seguenti disposizioni del presente articolo.

2. Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente articolo devono essere concordate, se possibile, per ognuna delle rotte specificate, tra le imprese designate (ove ritenuto opportuno, in consultazione con altre imprese operanti sull'intera rotta o su una parte di essa). E tale accordo deve essere raggiunto attraverso i sistemi adottati in materia di tariffe dalla Associazione per il trasporto aereo internazionale (IATA).

3. Tutte le tariffe così concordate devono essere sottoposte per l'approvazione alle autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti almeno trenta giorni

prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Tale termine può essere ridotto in casi speciali, se le autorità aeronautiche concordano in questo senso.

4. Se le imprese designate non concordano una di queste tariffe o se per qualche altra ragione una tariffa non può essere fissata in base a quanto previsto nel paragrafo 2 di questo articolo o se durante i primi quindici (15) giorni del periodo di trenta (30) giorni di cui al paragrafo 3 di questo articolo una Parte contraente notifica all'altra Parte contraente di non essere soddisfatta in merito ad una qualunque delle tariffe concordate in base a quanto previsto nel paragrafo 2 di questo articolo, le autorità aeronautiche delle Parti contraenti cercheranno di determinare la tariffa d'accordo fra di loro.

5. Qualora le autorità aeronautiche non concordino nell'approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse, secondo quanto è previsto nel paragrafo 3 del presente articolo, o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, secondo quanto è previsto nel paragrafo 4, la controversia deve essere regolata in conformità delle disposizioni dell'articolo X del presente accordo.

6. *a*) Nessuna tariffa può entrare in vigore se le autorità aeronautiche dell'una o dell'altra Parte contraente non la ritengano di proprio gradimento, a meno che non ricorra il caso previsto dalle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo X del presente accordo.

b) Quando siano state stabilite in conformità delle disposizioni del presente articolo, le tariffe debbono rimanere in vigore fino a quando nuove tariffe non siano state determinate in conformità con le disposizioni del presente articolo.

Articolo VIII.

Ciascuna Parte contraente concede all'impresa designata dell'altra Parte contraente il diritto di trasferire liberamente in moneta convertibile, il tasso ufficiale di cambio l'eccedenza degli introiti, sulle spese, percepiti da quella impresa nel suo territorio per il trasporto di passeggeri, posta e merci.

Articolo IX.

Se una delle Parti contraenti ritiene opportuno modificare qualche disposizione del presente accordo, potrà richiedere consultazioni tra le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti e le suddette consultazioni dovranno avere inizio entro sessanta (60) giorni dalla data della richiesta.

Se le autorità aeronautiche si accorderanno circa la modifica del presente accordo, tale modifica entrerà in vigore dopo che sarà stata confermata mediante uno scambio di note diplomatiche.

Articolo X.

1. Nell'eventualità che sorgano controversie tra le Parti contraenti relative all'interpretazione o applicazione del presente accordo, le Parti contraenti dovranno in primo luogo cercare di risolverle mediante negoziati tra di loro.

2. Se le Parti contraenti non riescono a raggiungere un accordo mediante i negoziati,

a) esse possono convenire di definire la decisione della vertenza ad un tribunale arbitrale, nominato di comune accordo o a qualsiasi persona od ente; oppure,

b) su richiesta di una Parte contraente, la decisione della controversia può essere deferita a un tribunale di tre arbitri, dei quali uno sarà nominato da una Parte contraente, un altro dall'altra Parte contraente e il terzo dai due arbitri così designati. Ciascuna Parte contraente nominerà un arbitro entro un periodo di sessanta giorni dalla ricezione di una nota diplomatica dell'altra Parte contraente contenente la richiesta di sottoporre la vertenza ad arbitrato ed il terzo arbitro sarà designato nel successivo periodo di sessanta giorni. Se l'una o l'altra Parte contraente omette di nominare il suo arbitro nel periodo specificato o se il terzo arbitro non è designato nel periodo specificato, l'una o l'altra Parte contraente può chiedere al presidente del consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.) di designare, a seconda dei casi, uno o più arbitri.

In tale caso, il terzo arbitro deve essere cittadino di un terzo Stato e agire come presidente del tribunale arbitrale.

3. Le Parti contraenti si impegnano ad uniformarsi a tutte le decisioni adottate ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Se e sino a quando ciascuna Parte contraente o l'impresa designata di ciascuna Parte contraente non si attenga alla decisione presa ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, l'altra Parte contraente può limitare, sospendere o revocare ogni diritto o privilegio che essa abbia concesso in base al presente accordo all'altra Parte contraente che si trovi in difetto o all'impresa designata di quella Parte contraente.

5. Ciascuna Parte contraente sarà responsabile del costo dell'arbitro da essa designato e del personale aggiuntivo fornito ed entrambe le Parti contraenti si divideranno in parti uguali tali spese addizionali relative alle attività del tribunale incluse quelle relative al presidente.

Articolo XI.

Qualora venga conclusa una convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei alla quale entrambe le Parti contraenti aderiscono, il presente accordo verrà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale convenzione.

Articolo XII.

Ciascuna Parte contraente può in ogni momento comunicare all'altra Parte contraente il proprio desiderio di porre termine al presente accordo. Tale comunicazione sarà inviata simultaneamente all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.). Nel caso in cui tale comunicazione venga inviata, il presente accordo avrà termine dodici (12) mesi dopo la data nella quale sia stata ricevuta tale comunicazione dall'altra Parte contraente, a meno che la comunicazione venga ritirata di comune accordo prima della scadenza di tale periodo. In mancanza di accuse di ricezione dell'altra Parte contraente, la comunicazione si riterrà ricevuta quindici (15) giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.).

Articolo XIII.

Il presente accordo ed ogni emendamento allo stesso, compreso ogni scambio di note, verrà registrato presso il consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.).

Articolo XIV.

Il presente accordo entrerà in vigore quindici (15) giorni dopo la data dello scambio degli strumenti di ratifica.

FATTO a Roma il 6 maggio 1970 in doppio originale nelle lingue italiana ed inglese entrambi i testi essendo egualmente autentici.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente accordo ed hanno apposto ad esso i loro sigilli.

Per il Governo
della Sierra Leone
SEMBU-FORNA

Per il Governo
della Repubblica italiana
SANTINI

ANNESSO

TABELLA DELLE ROTTE

Rotta operabile da parte dell'impresa designata dall'Italia.

Punti in Italia-via punti intermedi-Freetown-due punti oltre Freetown in Africa occidentale.

Rotta operabile da parte dell'impresa designata dalla Sierra Leone.

Punti nella Sierra Leone-via punti intermendi-Roma-due punti oltre Roma nell'Europa occidentale.

Nota. — Ciascuna impresa designata avrà il diritto di esercitare le summenzionate rotte con pieni diritti di traffico, utilizzando apparecchi *DC* 8, *VC* 10 o aeromobili equivalenti.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

ACCORDO AEREO FRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DEL REGNO DELL'ARABIA SAUDITA.

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

ed

IL GOVERNO DELL'ARABIA SAUDITA

(D'ora innanzi denominati «Parti contraenti»), avendo ratificato la convenzione sull'aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, e desiderando concludere un accordo al fine di istituire regolari servizi aerei fra i rispettivi territori e oltre, hanno convenuto quanto segue:

Articolo I.

Ai fini del presente accordo a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

1) il termine « la convenzione » significa la convenzione sull'aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, e comprende tutti gli allegati adottati ai sensi dell'articolo 90 di detta convenzione e ogni emendamento degli allegati o della convenzione ai sensi degli articoli 90 e 94 di questa, qualora tali allegati ed emendamenti siano adottati dalle Parti contraenti;

2) il termine « autorità aeronautiche » significa nel caso del Regno dell'Arabia Saudita il « Directorate general of civil aviation » e nel caso dell'Italia il « Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale dell'aviazione civile » ed, in entrambi i casi, ogni persona o ente autorizzati ad assolvere le funzioni attualmente esercitate dalle suddette autorità;

3) il termine « impresa designata » significa l'impresa che una Parte contraente avrà designato, mediante notifica scritta all'altra Parte contraente, a norma dell'articolo III del presente accordo, per l'esercizio di servizi aerei sulle rotte specificate in tale notifica;

4) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizi aerei internazionali » e « scalo per scopi non di traffico » avranno i significati che sono rispettivamente ad essi attribuiti negli articoli 2 e 96 della convenzione.

Articolo II.

1. Ciascuna Parte contraente concede all'altra Parte contraente i diritti specificati nel presente accordo al fine di istituire servizi aerei sulle rotte specificate nell'allegato al presente accordo (d'ora innanzi indicati rispettivamente come « servizi convenuti » e « rotte specificate »). L'allegato al presente accordo sarà considerato parte dell'accordo e ogni riferimento all'« accordo » sarà inteso come riferimento anche all'allegato ad eccezione di quanto sia altrimenti espressamente previsto. I servizi convenuti possono essere iniziati immediatamente o in data successiva, fatte salve le disposizioni dell'articolo III del presente accordo.

2. Subordinatamente alle disposizioni del presente accordo, l'impresa designata di ciascuna Parte contraente godrà dei seguenti diritti:

a) di attraversare senza scalo il territorio dell'altra Parte contraente;

b) di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente per scopi non di traffico;

c) nell'esercizio di un servizio convenuto su una rotta specificata, di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente, allo scopo di sbarcare ed imbarcare traffico internazionale di passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati al territorio dell'altra Parte contraente o ad un terzo Paese.

3. Nessuna disposizione del paragrafo 2 di questo articolo dovrà essere interpretata come intesa a conferire all'impresa di una Parte contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte contraente, passeggeri, merci e posta destinati ad altro punto del territorio di quest'ultima Parte contraente.

4. Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte contraente relativi all'entrata nel suo territorio o all'uscita da esso di aeromobili o servizi aerei operati in navigazione aerea internazionale o all'esercizio di tali aeromobili o servizi aerei mentre si trovano nel proprio territorio, saranno applicati agli aeromibili e ai servizi convenuti dell'impresa designata dell'altra Parte contraente.

Articolo III.

1. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di designare per iscritto — per il tramite delle proprie autorità aeronautiche — all'altra Parte contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate.

2. Ricevuta la designazione, l'altra Parte contraente, attraverso le proprie autorità aeronautiche, e subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, concederà senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione d'esercizio.

3. Le autorità aeronautiche di una Parte contraente possono richiedere all'impresa designata dell'altra Parte contraente di fornire la dimostrazione di essere in possesso dei requisiti necessari per osservare le condizioni prescritte dalle leggi e dai regolamenti che esse applicano di regola all'attività dei vettori aerei e all'esercizio dei servizi aerei internazionali commerciali.

4. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di non accettare la designazione di un'impresa o di sospendere o revocare ad un'impresa l'esercizio dei diritti indicati al paragrafo 2 dell'articolo II del presente accordo o di imporre le condizioni che essa ritenga necessarie all'esercizio da parte di un'impresa dei diritti anzidetti, nel caso in cui essa non abbia la prova soddisfacente che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo di tale impresa siano nelle mani della Parte contraente o in quelle di cittadini della Parte contraente che ha designato l'impresa.

5. L'impresa così designata ed autorizzata può cominciare a esercire i servizi convenuti in qualsiasi momento, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'articolo VIII.

6. Ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione d'esercizio o di imporre quelle appropriate condizioni che riterrà necessarie nel caso che l'impresa designata venga meno all'osservanza delle leggi o dei regolamenti della Parte contraente che concede quei diritti, e nel caso che a giudizio della prima Parte risulti una mancata osservanza delle condizioni in base alle quali sono stati concessi i diritti in base al presente accordo. Tale azione sarà adottata solo previa consultazione fra le Parti contraenti e tale consultazione avrà inizio entro un periodo di sessanta giorni dalla data della richiesta.

Articolo IV.

I certificati di navigabilità aerea, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi da una delle Parti contraenti e ancora in corso di validità saranno riconosciuti validi dall'altra Parte contraente.

Ciascuna Parte contraente si riserva tuttavia il diritto di non riconoscere validi, per la circolazione aerea sul proprio territorio, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte contraente o da un terzo Stato.

Articolo V.

1. Gli aeromobili dell'impresa designata da una Parte contraente, impiegati nei servizi convenuti, sono ammessi nel territorio dell'altra Parte contraente, in esenzione di dazi doganali e di diritti d'ingresso.

2. Il carburante, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo trattenute a bordo dell'aeromobile dell'impresa designata da una Parte contraente per l'esercizio dei servizi convenuti, sono ammessi nel territorio dell'altra Parte contraente in esenzione di dazi doganali o di altri simili gravami, anche quando gli indicati materiali siano consumati o usati dagli aeromobili stessi nel corso dei voli al di sopra di detto territorio. I materiali di cui sopra non possono essere sbarcati senza il consenso delle autorità doganali dell'altra Parte contraente.

3. Il carburante, gli olii lubrificanti, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte contraente per esclusivo uso degli aeromobili dell'impresa designata dall'altra Parte contraente nell'esercizio dei servizi aerei convenuti, sono esenti dai dazi doganali o da altri simili gravami.

4. Il carburante, gli olii lubrificanti che gli aeromobili dell'impresa designata di una Parte contraente prendono a bordo nel territorio dell'altra Parte contraente sono esenti da ogni dazio doganale e da ogni gravame fiscale. La stessa esenzione è concessa alle parti di ricambio e alle dotazioni normali di bordo entro i limiti e le condizioni stabilite dalle competenti autorità dell'altra Parte contraente.

5. I materiali che, in base a quanto previsto nei precedenti paragrafi godano di esenzioni doganali e fiscali, non possono essere usati per altri scopi che non siano inerenti al servizio del volo e devono essere riesportati nel caso essi non possano essere usati, a meno che la loro nazionalizzazione sia permessa in base ai regolamenti in vigore nel territorio della Parte contraente interessata. In attesa del loro uso e della loro destinazione essi devono rimanere sotto il controllo delle autorità doganali.

6. Tutte le esenzioni previste nel presente articolo possono essere subordinate all'adempimento delle formalità normalmente in vigore nel territorio della Parte contraente che concede tali esenzioni e non si riferiscono ai diritti derivanti da servizi resi.

Articolo VI.

Le imprese desigante di ciascuna Parte contraente godranno di pari ed eque possibilità nell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate tra i rispettivi territori ed oltre.

Nell'esercizio dei servizi convenuti, l'impresa designata di ciascuna Parte contraente terrà in considerazione gli interessi dell'impresa designata dell'altra Parte contraente in modo da non interferire indebitamente sui servizi che questa ultima esercisce sulle rotte specificate o su parti di esse.

Articolo VII.

1. L'impresa designata da ciascuna Parte contraente allo scopo di operare i servizi convenuti offrirà una capacità idonea a soddisfare le attuali e ragionevolmente prevedibili esigenze dell'esercizio internazionale di questi servizi.

2. Le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti si accorderanno per le applicazioni pratiche dei principi enunciati al paragrafo 1.

3. Gli accordi così raggiunti rimarranno in vigore finché non saranno concordati nuovi accordi fra le autorità aeronautiche sia attraverso consultazioni dirette sia attraverso l'approvazione di intese raggiunte dalle imprese designate.

4. Gli orari dei servizi devono essere sottoposti all'approvazione delle autorità aeronautiche non meno di sessanta giorni prima della data della loro entrata in vigore.

Articolo VIII.

1. Le tariffe da applicarsi ai servizi convenuti debbono essere stabilite in misura ragionevole, tenendo in debita considerazione tutti i fattori ad esse connessi, fra cui il costo di esercizio, un ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio (quali gli *standards* di velocità e di *confort*) e, ove ritenuto opportuno, le tariffe applicate da altre imprese su qualsiasi parte della rotta specificata. Tali tariffe devono essere determinate in conformità alle seguenti disposizioni del presente articolo.

2. Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente articolo devono essere concordate, se possibile, per ognuna delle rotte specificate, tra le imprese designate (ove ritenuto opportuno, in consultazione con altre imprese operanti sull'intera rotta o su parte di essa). Tale accordo deve esser raggiunto attraverso i sistemi adottati in materia di determinazione delle tariffe dall'Associazione per il trasporto aereo internazionale (I.A.T.A.).

3. Tutte le tariffe così concordate devono essere sottoposte per l'approvazione alle autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti almeno trenta giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Tale termine può essere ridotto in casi speciali, se le autorità aeronautiche concordano in questo senso.

4. In caso di disaccordo tra le imprese designate per quanto riguarda le tariffe, le autorità aeronautiche delle Parti contraenti cercheranno esse stesse di determinarle fra di loro.

5. Qualora le autorità aeronautiche non riescano ad accordarsi sulla approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse, in base al paragrafo 3 del presente articolo, o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, in base al paragrafo 4, la controversia deve essere risolta in conformità alle disposizioni dell'articolo XI del presente accordo.

6. *a*) Nessuna tariffa entrerà in vigore se le autorità aeronautiche dell'una o dell'altra Parte contraente non la ritengano di proprio gradimento, fatte salve le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo XI del presente accordo.

b) Quando siano state stabilite in conformità delle disposizioni del presente articolo, le tariffe debbono rimanere in vigore fino a quando nuove tariffe non siano state determinate in conformità delle disposizioni del presente articolo.

Articolo IX.

Ciascuna Parte contraente concede all'impresa designata dell'altra Parte contraente il diritto di trasferire liberamente, al tasso ufficiale di cambio, il saldo degli utili eccedenti le spese, percepiti da quella impresa nel territorio dell'altra Parte contraente, derivante dal trasporto di passeggeri, merci e posta.

Articolo X.

Se una delle Parti contraenti ritiene opportuno modificare qualche disposizione del presente accordo, potrà richiedere consultazioni tra le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti, e le suddette consultazioni dovranno avere inizio entro sessanta giorni dalla data della richiesta.

Se le autorità aeronautiche si accorderanno circa la modifica del presente accordo, tale modifica entrerà in vigore dopo che sarà stata confermata mediante uno scambio di note diplomatiche.

Modifiche all'allegato possono essere concordate fra le autorità arenonautiche delle due Parti contraenti mediante consultazioni da tenersi entro sessanta giorni dalla data della richiesta di una delle Parti contraenti.

Articolo XI.

1. Nell'eventualità che sorgano controversie tra le Parti contraenti relative all'interpretazione o all'applicazione del presente accordo, le Parti contraenti dovranno in primo luogo cercare di risolverle mediante negoziati diretti fra di loro.

2. Se le Parti contraenti non riescono a raggiungere un accordo mediante negoziati:

a) esse possono convenire di deferire la decisione della vertenza ad un tribunale arbitrale, nominato di comune accordo o ad altra persona od ente; oppure:

b) se le Parti contraenti non riescono a raggiungere un accordo mediante negoziati, la vertenza potrà essere sottoposta, su richiesta di una delle Parti contraenti, ad un tribunale composto di tre arbitri, uno designato da ciascuna Parte contraente ed il terzo nominato dagli altri due così designati. Ciascuna delle Parti contraenti dovrà designare un arbitro entro un periodo di sessanta giorni dalla data di ricezione da parte dell'altra Parte contraente di una nota diplomatica inviata dalla prima Parte richiedente l'arbitrato per la vertenza e il terzo arbitro dovrà essere nominato entro un ulteriore periodo di sessanta giorni. Se l'una o l'altra delle Parti contraenti non designano un arbitro entro il periodo prescritto, o se il terzo arbitro non viene nominato entro il periodo stabilito, il presidente del consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale potrà, su richiesta di una delle Parti contraenti, nominare un arbitro o degli arbitri secondo la necessità del caso. In tal caso, il terzo arbitro sarà un cittadino di un terzo Stato riconosciuto da entrambe le Parti contraenti e potrà agire come presidente del tribunale arbitrale.

3. Le Parti contraenti si impegnano ad uniformarsi a tutte le decisioni adottate ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Se, e sino a quando ciascuna Parte contraente o l'impresa designata di ciascuna Parte contraente non si atterrà alla decisione presa ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, l'altra Parte contraente potrà limitare, sospendere o revocare ogni diritto o privilegio che essa abbia concesso in base al presente accordo all'altra Parte contraente che si trovi in difetto o all'impresa designata di quella Parte contraente.

Articolo XII.

Qualora venga conclusa una convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei alla quale entrambe le Parti contraenti aderiscano, il presente accordo verrà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale convenzione.

Articolo XIII.

Ciascuna Parte contraente può in ogni momento notificare all'altra Parte contraente il proprio desiderio di porre termine al presente accordo.

Tale notifica sarà inviata simultaneamente all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (OACI).

Nel caso in cui tale notifica venga inviata, il presente accordo avrà termine 12 mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte dell'altra Parte contraente, a meno che la notifica di dare termine venga ritirata a seguito di accordo prima della scadenza di tale periodo.

In mancanza di accusa di ricezione da parte dell'altra Parte contraente, la notifica si riterrà ricevuta quindici giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (OACI).

Articolo XIV.

Il presente accordo ed ogni emendamento allo stesso verrà registrato presso il consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (OACI).

Articolo XV.

Il presente accordo è sottoposto a ratifica ed entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica.

FATTO a Gedda il 13 ottobre 1971 in doppio originale, nelle lingue italiana, araba ed inglese, tutti tre i testi facenti ugualmente fede, ad eccezione dei casi di dubbio, nei quali casi prevarrà il testo in lingua inglese.

Per il Governo
della Repubblica italiana
Luigi SABETTA

Per il Governo
del Regno dell'Arabia Saudita
Mohammed Ibrahim MASSEUD

ALLEGATO

A) *Tabella delle rotte.*

I

Rotte operabili in entrambe le direzioni da parte dell'impresa designata dell'Arabia Saudita:

Punti di partenza	Punti intermedi	Punti in Italia	Punti « oltre »
Punti in Arabia Saudita	Khartoum	Roma o Milano	Londra Ginevra Francoforte Parigi Madrid un punto in Marocco

II

Rotte operabili in entrambe le direzioni da parte dell'impresa designata dell'Italia:

Punti di partenza	Punti intermedi	Punti in Arabia Saudita	Punti « oltre »
1. Punti in Italia	—	Jeddah	Gibuti Mogadiscio Nairobi
2. Punti in Italia	—	Dhahran	Bangkok Hong Kong Manila Sydney Melbourne

B) Le due imprese designate di entrambe le Parti contraenti hanno il diritto di operare non più di quattro (4) servizi settimanali sulle sopra menzionate rotte e godranno di pieni diritti di traffico fra tutti i punti indicati al paragrafo A) di cui sopra.

C) Ciascun punto o punti sulle rotte specificate possono essere omessi, a scelta dell'impresa designata, in uno o in tutti i voli.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA AND THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA
and
THE GOVERNMENT OF ITALY

(Hereinafter referred to as the « contracting Parties ») having ratified the convention on international civil aviation opened for signature at Chicago on the 7th of December 1944, and desiring to conclude an agreement for the purpose of establishing scheduled air services between their respective territories and beyond have agreed as follows.

Article I.

For the purpose of the present agreement unless the context otherwise requires:

1) the term « the convention » means the convention on international civil aviation opened for signature at Chicago on 7th December 1944, and includes any annex adopted under article 90 of that convention and any amendment of the annexes or the convention under articles 90 and 94 thereof if such annexes and amendments were adopted by the two contracting Parties;

2) the term « aeronautical authorities » means in the case of the Kingdom of Saudi Arabia, the « Directorate general of civil aviation » and in the case of Italy the « Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale dell'aviazione civile » and in both cases any person or body authorized to perform the functions at present exercised by the above mentioned authorities;

3) the term « designated airline » means the airline which one contracting Party shall have designated, by written notification to the other contracting Party, in accordance with article III of the present agreement, for the operation of air services on the routes specified in such notification;

4) the terms « territory », « air service », « international air services » and « stop for non-traffic purposes » shall have the meanings respectively assigned to them in articles 2 and 96 of the convention.

Article II.

1. Each contracting Party grants to the other contracting Party the rights specified in the present agreement for the purpose of establishing air services on the routes specified in the annex to the present agreement (hereinafter respectively referred to as the « agreed services » and the « specified routes »). The annex to this agreement shall be deemed to be part of the agreement and all reference to the « agreement » shall include reference to the annex, except where otherwise expressly provided.

The agreed services may be inaugurated immediately or at a later date subject to the provisions of article III of the present agreement.

2. Subject to the provisions of the present agreement, the designated airline of each contracting Party shall enjoy the following privileges:

a) to fly without landing across the territory of the other contracting Party;

b) to land in the territory of the other contracting Party for non-traffic purposes; and

c) while operating an agreed service on a specified route to make stops in the territory of the other contracting Party, for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined to the territory of the other contracting Party or of a third Country.

3. Nothing in paragraph 2 of this article shall be deemed to confer on the airline of one contracting Party the privileges of taking up in the territory of the other contracting Party, passengers, cargo and mail destined for another point in the territory of that other contracting Party.

4. The laws, regulations and instructions of one contracting Party relating to the entry into or departure from its territory of aircraft or air services operated in international air navigation or to the operation of such aircraft or air services while within its territory shall be applied to the aircraft and agreed services of the designated airline of the other contracting Party.

Article III.

1. Each contracting Party shall have the right to designate in writing — through the aeronautical authorities — to the other contracting Party one airline for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

2. On receipt of the designation the other contracting Party, through its aeronautical authorities, and subject to the provisions of paragraph 3 and 4 of this article, shall grant without delay to the designated airline the appropriate operating authorization.

3. The aeronautical authorities of one contracting Party may request the designated airline of the other contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations which they normally apply to the activity of air carriers and to the operation of international commercial air services.

4. Each contracting Party shall have the right to refuse to accept the designation of an airline or to withhold or revoke the granting to an airline of the privileges specified in paragraph 2 of article II of the present agreement or to impose such appropriate conditions as it may deem necessary on the exercise by an airline of those privileges, in case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the contracting Party or in nationals of the contracting Party designating the airline.

5. The airline so designated and authorized may begin to operate the agreed services at any time, subject to the provisions of article VIII.

6. Each contracting Party reserves the right to withhold or revoke the operating authorization or to impose such appropriate conditions as it may deem necessary in case where the designated airline fails to comply with the laws or regulations of the contracting Party granting those privileges, and where to the judgement of the former Party there is a failure to fulfill the conditions under which the rights are granted by this agreement. Such action shall be èxercised only after consultation between the two contracting Parties and this consultation shall commence within a period of 60 days from the date of the request.

Article IV.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued by one contracting Party or rendered valid and still in force shall be recognized as valid by tre other contracting Party.

Each contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognise, for the purpose of flying over its own territory, the certificates of competency and licences, granted to its own nationals by the other contracting Party or by a third Country.

Article V.

1. The aircraft of the designated airline of a contracting Party, engaged in the agreed services, are admitted into the territory of the other contracting Party, free from customs duties and entry charges.

2. Fuel, lubricating oils, aircraft stores, spare parts and normal aircraft equipment retained on board aircraft of the designated airline of a contracting Party to operate the agreed services, are admitted on the territory of the other contracting Party exempt from customs duties and other similar charges, even when they are consumed or used by the said aircraft during flights over the said territory. The above items cannot be disembarked without the consent of the customs authorities of the other contracting Party.

3. Fuel, lubricating oils, spare parts and normal aircraft equipment introduced into the territory of a contracting Party for the exclusive use of aircraft of the designated airline of the other contracting Party, operating the agreed air services, are exempt from customs duties and other similar charges.

4. Fuel, lubricating oils, taken on board aircraft of the airline of a contracting Party in the territory of the other contracting Party are exempt from any customs duty and fiscal charges. Same exemption is granted to spare parts, normal aircraft equipment, within the limits and conditions set forth by the concerned authorities of the other contracting Party.

5. The items which, in accordance with the provisions contained in the above paragraphs, enjoy customs and fiscal exemption, cannot be used for purposes other than those relative to the services of the flight and have to be re-exported in the case they cannot be used, unless their nationalization was permitted according to the regulations in force in the territory of the interested contracting Party. Pending their use and allocation they have to remain under the control of the customs authorities.

6. The exemptions set forth in the present article may be subject to the fulfillment of the formalities normally in force in the territory of the contracting Party granting said exemption and shall not be referred to the fees deriving from services rendered.

Article VI.

There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines of both contracting Parties to operate the agreed services on the specified routes between their respective territories and beyond.

In operating the agreed services, the designated airline of each contracting Party shall take into account the interests of the airline of the other contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provide on the specified routes or part of the same routes.

Article VII.

1. The airline designated by each contracting Party for the purpose of operating the agreed services shall provide capacity adequate to meet the current and reasonably anticipated requirements for the international operation of these services.

2. The aeronautical authorities of the two contracting Parties shall agree on the practical applications of the principles laid down in the above paragraph 1.

3. The agreements so reached will remain in force until new agreements are agreed upon by the aeronautical authorities either by the means of direct consultations or by approving the agreements reached by the designated airlines.

4. The schedules of the services must be submitted for approval to the aeronautical authorities at least 60 days before the date of their entry into force.

Article VIII.

1. The tariffs on any agreed service shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service (such as standards of speed and comfort) and where it is deemed suitable the tariffs of other airlines for any part of the specified route. These tariffs shall be fixed in accordance with the following provisions of this article.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this article, shall, if possible, be agreed in respect of each of the specified routes, between the designated airlines (where it is deemed suitable, in consultation with other airlines operating over the whole or part of that route). Such agreement shall be reached through the rate-fixing procedure of the International Air Transport Association (IATA).

3. Any tariffs so agreed shall be submitted for approval to the aeronautical authorities of both contracting Parties at least thirty days prior to the proposed date of their introduction. This period may be reduced in special cases if the aeronautical authorities so agree.

4. In the event of disagreement between the designated airlines concerning the tariffs, the aeronautical authorities of the contracting Parties shall endeavour to determine them by agreement between themselves.

5. If the aeronautical authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph 3 of this article or on the determination of any tariff under paragraph 4, the dispute shall be settled in accordance with the provision of article XI of the present agreement.

6. *a*) No tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either contracting Party are dissatisfied with it, except under the provisions of paragraph 3 of article XI of the present agreement.

b) Wen tariffs have been established in accordance with the provisions of this article, these tariffs shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this article.

Article IX.

Each contracting Party grants to the designated airline of the other contracting Party the right of free transfer at the official rate of exchange of the excess of the receipts over expenditure earned by that airline in its territory in connection with the carriage of passengers, mail and cargo.

Article X.

If either of the contracting Parties considers desirable to modify any provision of the present agreement, it may request consultation between the aeronautical authorities of the two contracting Parties and such consultation shall take place within sixty days from the date of the request.

Should the aeronautical authorities reach an agreement on aumendment of the present agreement, such amendment shall come into force when confirmed by an exchange of diplomatic notes.

Modifications to the annex may be agreed upon between the aeronautical authorities of the two contracting Parties through consultations to be held within sixty days from the date of the request of one of the contracting Parties.

Article XI.

1. If any dispute arises between the contracting Parties relating to the interpretation or application of the present agreement, the contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by direct negotiation between themselves.

2. If the contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation,

a) They may agree to refer the dispute for decision to an arbitral tribunal appointed by agreement between them or to some other person or body, or

b) If the contracting Parties fail to reach settlement by negotiation, the dispute may at the request of either contracting Party be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each contracting Party and the third to be appointed by the two so nominated. Each of the contracting Parties shall nominate an arbitrator within the period of sixty days from the date of receipt by either contracting Party from the other of a diplomatic note requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within the further period of sixty days. If either of the contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the president of the council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. In such case, the third arbitrator shall be a national of a third State recognized by both contracting Parties and shall act as president of the arbitral body.

3. The contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph 2 of this article.

4. If and so long as either contracting Party or the designated airline of either contracting Party fails to comply with the decision given under paragraph 2 of

this article, the other contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privileges granted by virtue of the present agreement to the contracting Party in default or to the designated airline of that contracting Party.

Article XII.

In the event of the conclusion of any general multilateral convention concerning air transport to which both contracting Parties adhere, the present agreement shall be amended so as to conform with the provisions of such convention.

Article XIII.

Either contracting Party may at any time give notice to the other if it desires to terminate the present agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization (ICAO). If such notice is given, the present agreement shall terminate twelve months after the date of receipt of the notice by the other contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgement of receipt by the other contracting Party, notice shall be deemed to have been received fifteen days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization (ICAO).

Article XIV.

The present agreement and any amendment to the same shall be registered within the council of the International Civil Aviation Organization (ICAO).

Article XV.

The present agreement shall be subject to ratification and shall enter into force on the date of the exchange of instruments of ratification.

DONE at Jeddah this 13th October 1971 in duplicate in the Arabic, Italian and English languages, all the three texts being of equal authenticity, except in the case of doubt, when the English text shall prevail.

For the Government
of the Italian Republic
Luigi SABETTA

For the Government
of the Kingdom of Saudi Arabia
Mohammed Ibrahim MASSEUD

ANNEX

A) *Routes Schedule*

I.

Routes to be operated in both directions by the designated airline of Saudi Arabia.

Points of departure	Intermediate points	Points in Italy	Points « beyond »
Points in Saudi Arabia	Khartoum	Rome or Milan	London Geneva Frankfurt Paris Madrid one point in Marocco

II.

Routes to be operated in both directions by the designated airline of Italy.

Points of departure	Intermediate points	Points in Saudi Arabia	Points « beyond »
1. Points in Italy	—	Jeddah	Djibuti Mogadishu Nairobi
2. Points in Italy	—	Dhahran	Bangkok Hong Kong Manila Sydney Melbourne

B) The two designated airline of both contracting Parties shall have the right to operate no more than four (4) weekly services on the above routes and will enjoy full traffic rights between all the points listed in paragraph A) above.

C) Any point or points on the specified routes may, at the option of the designated airline, be omitted on any or all flights.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

ACCORDO SUI TRASPORTI AEREI TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DOMINICANA.

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

ed

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DOMINICANA

D'ora innanzi denominati « Parti contraenti », avendo ratificato la convenzione sulla aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e desiderando concludere un accordo al fine di istituire servizi aerei tra i rispettivi territori e oltre, hanno convenuto quanto segue:

Articolo I.

Ai fini del presente accordo, a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

1) il termine « la convenzione » significa la convenzione sulla aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e comprende tutti gli annessi adottati ai sensi dell'articolo 90 di detta convenzione ed ogni emendamento degli annessi o della convenzione ai sensi degli articoli 90 e 94;

2) il termine « autorità aeronautiche » significa, nel caso della Repubblica italiana, Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile — Direzione generale dell'aviazione civile, e, nel caso della Repubblica dominicana, Presidenza della Repubblica — Giunta dell'aeronautica civile ed, in entrambi i casi, ogni altra persona od ente autorizzati ad assolvere le funzioni attualmente esercitate dalle suddette autorità;

3) il termine « impresa designata » significa una impresa che una Parte contraente avrà designato, mediante notificazione scritta all'altra Parte contraente, a norma dell'articolo III del presente accordo, per l'esercizio di servizi aerei convenuti sulle rotte specificate in tale notificazione;

4) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizio aereo internazionale » e « scalo per scopi non commerciali », hanno rispettivamente il significato ad essi attribuito negli articoli 2 e 96 della convenzione.

Articolo II.

1. — Ciascuna Parte contraente concede all'altra Parte contraente i diritti specificati nel presente accordo e nel suo annesso al fine di istituire servizi aerei sulle rotte specificate in detto annesso (d'ora innanzi indicati rispettivamente come « servizi convenuti » e « rotte specificate »). I servizi convenuti potranno essere iniziati immediatamente o in un secondo momento, dopo che si sia adempiuto alle disposizioni dell'articolo III del presente accordo.

2. — Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del presente accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte contraente godrà dei seguenti diritti:

a) di sorvolare il territorio dell'altra Parte contraente;

b) di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente per fini non commerciali; e

c) nell'esercizio di un servizio convenuto su una rotta specificata, di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente nei punti specificati per tale rotta nell'annesso al presente accordo, allo scopo di sbarcare o imbarcare traffico internazionale di passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati al territorio della prima Parte contraente o di un terzo Paese.

3. — Nessuna delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo potrà essere intesa nel senso di conferire alla impresa di una Parte contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte contraente, passeggeri, merci e posta destinati ad altro punto del territorio di quest'ultima Parte contraente.

4. — Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte contraente, relativi all'entrata nel suo territorio o all'uscita da esso di aeromobili o servizi aerei operati in navigazione aerea internazionale, o all'esercizio di tali aeromobili o servizi aerei mentre si trovano nel proprio territorio, saranno applicati agli aeromobili ed ai servizi convenuti dell'impresa designata dell'altra Parte contraente.

Articolo III.

1. — Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di designare per iscritto — a mezzo delle proprie autorità aeronautiche — all'altra Parte contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate.

2. — Ricevuta la designazione, la Parte contraente dovrà — per mezzo delle proprie autorità aeronautiche e subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 di questo articolo — concedere senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione d'esercizio.

3. — Le autorità aeronautiche di una Parte contraente potranno richiedere all'impresa designata dell'altra Parte contraente la dimostrazione soddisfacente che essa è in grado di osservare gli obblighi prescritti dalle leggi e dai regolamenti che esse applicano di regola all'attività dei vettori aerei e all'esercizio dei servizi aerei internazionali commerciali, in conformità alle disposizioni della convenzione sull'aviazione civile internazionale (Chicago 1944).

4. — Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di rifiutare, sospendere e revocare le autorizzazioni citate nel paragrafo 2 del presente articolo nel caso in cui non sia convinta che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo dell'impresa designata dall'altra Parte contraente sono nelle mani della Parte contraente che ha designato l'impresa o di suoi cittadini.

5. — L'impresa così designata e autorizzata potrà cominciare a operare od esercire i servizi convenuti in qualsiasi momento, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'articolo VIII.

6. — Ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione d'esercizio ovvero d'imporre quelle appropriate condizioni che riterrà necessarie nel caso che l'impresa designata venga meno all'osservanza delle leggi e dei regolamenti della Parte che concede quei diritti nel caso che, a giudizio della prima Parte, risulti una mancata osservanza delle condizioni in base alle quali, secondo quanto previsto dall'accordo, sono stati concessi i diritti. Tale azione sarà adottata soltanto dopo consultazione tra le due Parti contraenti e tale consultazione avrà inizio entro il termine di sessanta giorni dalla data della richiesta.

Articolo IV.

1. — I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi da una delle Parti contraenti, saranno riconosciuti dall'altra Parte contraente per l'esercizio delle rotte definite nell'annesso. Ciascuna Parte contraente si riserva comunque il diritto di riconoscere la validità per la circolazione aerea sul proprio territorio dei brevetti di attitudine e delle licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte contraente o da un terzo Stato.

2. — Entrambe le Parti contraenti faciliteranno lo scambio o la locazione di aeromobili con o senza equipaggi tra le imprese delle due Parti contraenti.

Articolo V.

1. — Gli aeromobili della impresa designata da una Parte contraente, impiegati nei servizi convenuti, saranno ammessi allo scalo nel territorio dell'altra Parte contraente in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da ogni altro similare diritto o tassa.

2. — I carburanti, gli oli lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo, esistenti sugli aeromobili della impresa designata da una Parte contraente, saranno ammessi nel territorio dell'altra Parte contraente in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da ogni altro diritto o tassa similare. Detti materiali non potranno essere sbarcati senza il consenso delle autorità doganali di detta ultima Parte contraente.

3. — I carburanti, gli oli lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte contraente per l'uso esclusivo degli aeromobili della impresa designata dall'altra Parte contraente, impiegati nell'esercizio dei servizi convenuti, saranno esenti dai dazi doganali, spese di ispezione e da qualsiasi altro gravame doganale o connesso.

4. — I carburanti e gli oli lubrificanti che gli aeromobili della impresa designata da una Parte contraente prendono a bordo nel territorio dell'altra Parte contraente, saranno esenti da qualsiasi onere doganale o gravame connesso anche per la parte destinata ad

essere consultata nel corso dei voli al disopra del detto territorio. Uguale esenzione sarà accordata alle parti di ricambio, alle dotazioni e provviste normali di bordo, nei limiti e condizioni stabiliti dalle competenti autorità dell'altra Parte contraente.

5. — I materiali che beneficiano delle agevolazioni indicate nei paragrafi precedenti non potranno essere utilizzati per usi diversi dai servizi di volo e dovranno essere riesportati in caso di mancato impiego, a meno che non ne sia permessa la cessione ad altra impresa aerea ovvero la nazionalizzazione secondo le prescrizioni in vigore nel territorio della Parte contraente interessata. In attesa del loro uso e destinazione dovranno rimanere sotto controllo doganale.

6. — Le esenzioni previste dal presente articolo potranno essere subordinate all'osservanza di determinate formalità, normalmente in vigore nel territorio della Parte contraente che deve accordarle, e non vanno riferite ai diritti percepiti come corrispettivi di servizi resi.

Articolo VI.

Le imprese designate di ciascuna Parte contraente godranno di pari ed eque possibilità nell'esercizio e nell'espletamento dei servizi convenuti sulle rotte specificate tra i rispettivi territori e oltre.

Articolo VII.

1. — I servizi convenuti eserciti dalle imprese designate delle due Parti contraenti dovranno essere ragionevolmente correlati alla domanda di traffico per il trasporto aereo sulle rotte specificate e il loro scopo principale sarà di offrire una capacità adeguata alle esigenze del traffico tra il Paese del quale tale impresa ha la nazionalità e il Paese di ultima destinazione del traffico. Il diritto di imbarcare o sbarcare traffico internazionale, in base ai servizi convenuti, destinato o proveniente da terzi Paesi: in un punto o punti delle rotte specificate nell'annesso del presente accordo sarà esercitato in conformità ai princìpi generali di ordinato sviluppo adottati da ambedue i Governi e sarà sottoposto al principio generale che la capacità deve esser correlata a:

a) le esigenze del traffico tra il Paese di origine e i Paesi di destinazione;

b) le esigenze dei servizi a lungo percorso; e

c) le esigenze del traffico della zona attraverso la quale passa la impresa, tenuto conto dei servizi locali e regionali.

2. — Prima dell'inizio dei servizi convenuti e per le successive variazioni di capacità le autorità aeronautiche delle Parti contraenti si accorderanno sulla pratica applicazione dei princìpi di cui ai paragrafi precedenti del presente articolo per l'esercizio dei servizi convenuti da parte delle imprese designate.

3. — Gli orari dei servizi dovranno essere sottoposti all'approvazione delle autorità aeronautiche almeno 60 (sessanta) giorni prima della loro entrata in vigore.

Articolo VIII.

1. — Le tariffe da applicarsi sui servizi convenuti dovranno essere stabilite in misura ragionevole, prendendo in considerazione tutti i principali fattori ad esse connessi, fra cui il costo di esercizio, un ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio (quali gli *standards* di velocità e di *confort*) e, ove ritenuto opportuno, le tariffe applicate da altre imprese su qualsiasi parte della rotta specificata. Tali tariffe dovranno essere determinate in conformità con le seguenti disposizioni del presente articolo.

2. — Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente articolo dovranno essere concordate, se possibile, per ognuna delle rotte specificate, tra le imprese designate (ove ritenuto opportuno, in consultazione con altre imprese operanti sull'intera rotta o su una parte di essa). Tale accordo deve essere raggiunto, se possibile, attraverso i sistemi adottati in materia di tariffe dall'Associazione per il trasporto aereo internazionale (IATA).

3. — Tutte le tariffe così concordate dovranno essere sottoposte per la approvazione alle autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti almeno 30 (trenta) giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Tale termine potrà essere ridotto in casi speciali, se le autorità aeronautiche concordano in questo senso.

4. — In caso di disaccordo tra le imprese designate per quanto riguarda le tariffe, le autorità aeronautiche delle Parti contraenti cercheranno esse stesse di determinarle e fissarle di comune accordo.

5. — Qualora le autorità aeronautiche non concordino nell'approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse, secondo quanto è previsto nel paragrafo 3 del presente articolo o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, secondo quanto è previsto nel paragrafo 4, la controversia dovrà essere regolata in conformità delle disposizioni dell'articolo XII del presente accordo.

6. — *a*) Nessuna tariffa potrà entrare in vigore se le autorità aeronautiche dell'una o dell'altra Parte contraente non la ritengano di proprio gradimento, a meno che non ricorra il caso previsto dalle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo XII del presente accordo.

b) Quando siano state stabilite in conformità delle disposizioni del presente articolo, le tariffe dovranno rimanere in vigore fino a quando nuove tariffe non siano state determinate in conformità con le disposizioni del presente articolo.

Articolo IX.

Ciascuna Parte contraente si impegna a concedere alla altra Parte contraente il trasferimento al tasso ufficiale di cambio, in valuta convertibile, del saldo dei redditi realizzati nel proprio territorio relativi al trasporto di passeggeri, bagagli, posta e merci dalla impresa designata dall'altra Parte contraente, previa autorizzazione delle corrispondenti autorità bancarie.

Nel caso che il sistema di pagamento tra le Parti contraenti sia regolato da un accordo speciale, detto accordo speciale sarà applicabile.

Articolo X.

Ciascuna impresa designata sarà autorizzata a mantenere nel territorio dell'altra Parte contraente proprio personale commerciale, amministrativo e tecnico, necessario all'espletamento dei servizi convenuti, fatta salva in ogni caso l'osservanza delle leggi vigenti in materia di lavoro nel detto territorio.

Articolo XI.

Se una delle Parti contraenti ritiene opportuno modificare qualche disposizione del presente accordo, potrà richiedere consultazione all'altra Parte contraente. Tali consultazioni potranno avvenire tra le autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti verbalmente o per iscritto.

Esse avranno inizio entro 60 (sessanta) giorni dalla data della richiesta. Ogni modifica così concordata entrerà in vigore quando sarà stata confermata mediante scambio di note per via diplomatica, previa osservanza delle norme costituzionali dei rispettivi Paesi. Le modifiche dell'annesso del presente accordo potranno farsi mediante intesa diretta tra le autorità aeronautiche delle Parti contraenti confermata con scambio di note per via diplomatica.

Articolo XII.

1. — Nell'eventualità che sorgano controversie tra le Parti contraenti relative all'interpretazione o applicazione del presente accordo, le Parti contraenti dovranno in primo luogo cercare di risolverle mediante negoziati tra di loro.

2. — Se le Parti contraenti non riusciranno a raggiungere un accordo mediante i negoziati:

a) esse potranno convenire di deferire la decisione della vertenza ad un tribunale arbitrale, nominato di comune accordo o a qualsiasi persona od ente; oppure

b) su richiesta di una Parte contraente, la decisione della controversia può essere deferita a un tribunale di tre arbitri, dei quali uno sarà nominato da una Parte contraente, un altro dall'altra Parte contraente, e il terzo dai due arbitri così designati. Ciascuna Parte contraente nominerà un arbitro entro un periodo di 60 (sessanta) giorni dalla data di ricezione di una nota diplomatica dell'altra Parte contraente contenente la richiesta di sottoporre la vertenza ad arbitrato e il terzo arbitro sarà designato nel successivo periodo di sessanta giorni. Se l'una o l'altra Parte contraente omette di nominare il suo arbitro nel periodo specificato o se il terzo arbitro non è designato nel periodo specificato, l'una o l'altra Parte contraente potrà chiedere al presidente del consiglio dell'Organizzazione della aviazione civile internazionale (OACI) di designare, a seconda dei casi, uno o più arbitri. In tal caso, il terzo arbitro dovrà essere cittadino di un terzo Stato o agire come presidente del tribunale arbitrale.

3. — Le Parti contraenti si impegnano ad uniformarsi a tutte le decisioni adottate ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

4. — Se e sino a quando ciascuna Parte contraente o l'impresa designata di ciascuna Parte contraente non si attenga alla decisione presa ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, l'altra Parte contraente potrà limitare, sospendere o revocare ogni diritto o privilegio che esso abbia concesso in base al presente accordo all'altra Parte contraente che si trovi in difetto o alla impresa designata di quella Parte contraente.

Articolo XIII.

Qualora venga conclusa una convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei alla quale entrambe le Parti contraenti aderiscono, il presente accordo verrà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale convenzione.

Articolo XIV.

1. — Ciascuna Parte contraente potrà ogni momento comunicare all'altra Parte contraente il proprio desiderio di porre termine al presente accordo. Tale comunicazione sarà inviata contemporaneamente all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (OACI).

2. — Nel caso in cui tale comunicazione venga inviata, il presente accordo avrà termine 12 (dodici) mesi dopo la data nella quale sia stata ricevuta tale comunicazione dall'altra Parte contraente, a meno che la comunicazione venga ritirata di comune accordo prima della scadenza in tale periodo.

3. — In mancanza di accusa di ricezione dell'altra Parte contraente, la comunicazione si riterrà ricevuta 15 (quindici) giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione per l'aviazione civile internazionale (OACI).

Articolo XV.

Il presente accordo, il suo annesso ed ogni emendamento allo stesso verranno registrati presso il consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (OACI).

Articolo XVI.

Il presente accordo entrerà in vigore nel quindicesimo giorno successivo allo scambio degli strumenti di ratifica.

FATTO a Santo Domingo de Guzmàn, Distretto nazionale, capitale della Repubblica dominicana, il giorno trentuno dicembre 1971.

Per il Governo della Repubblica italiana
Dr. Virgilio GORGA
Ambasciatore d'Italia
nella Repubblica dominicana

Por el Gobierno de la Repùblica dominicana
Dr. Jaime Manuel FERNÀNDEZ G.
Segretario de Estado
de relaciones exteriores

ANNESSO

1. — *Tabella delle rotte*:

Rotte della Repubblica dominicana:

A. — Repubblica dominicana-Lisbona-Madrid-Roma-Ginevra-Parigi-Bonn-Londra e viceversa.

B. — Repubblica dominicana-Lisbona-Madrid-Roma-Atene-Cairo-Beirut e viceversa.

Rotte della Repubblica italiana:

A. — Italia-Madrid-Lisbona-Santo Domingo-Kingston o Montego Bay-Città del Messico e viceversa.

B. — Italia-Madrid-Lisbona-Santo Domingo-Kingston o Montego Bay-Città di Panama-Bogotà-Quito-Lima-La Paz-Santiago del Cile e viceversa.

2. — La impresa designata da ciascuna Parte contraente avrà il diritto di effettuare sulle rotte come sopra convenute un numero complessivo di quattro frequenze settimanali con aeromobili del tipo *DC 8* o tipo similare o di capacità superiore.

3. — Le imprese designate godranno sulle rotte convenute dei diritti di terza, quarta e quinta libertà per tutti i punti delle rotte stesse

4. — Le imprese designate dalle Parti contraenti avranno facoltà di omettere in uno o in tutti i voli uno o più punti delle rotte convenute.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE GABONAISE RELATIF AUX TRANSPORTS AERIENS REGULIERS.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE
et
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Dorénavant nommés « Parties contractantes » désireux de favoriser le développement des transports aeriens entre la République italienne et la République gabonaise et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine;

Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944;

Ont désigné leurs plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, lesquels sont convenus de ce qui suit:

I. — GENERALITES

Article 1.

Les Parties contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'annexe ci-jointe.

Article 2.

Pour l'application du présent accord et de son annexe:

a) L'expression « convention » signifie la convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 et comprend toutes le annexes adoptées aux termes de l'article 90 de la dite convention et tous les amendements des annexes ou de la convention aux termes des articles 90 et 94.

b) L'expression « autorités aéronautiques » signifie, en ce qui concerne la République gabonaise, le Ministère chargé de l'aéronautique civile, et en ce qui concerne la République italienne, le « Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale dell'aviazione civile » ou, dans les deux cas, toute personne ou organisme autorisé à exercer les fonctions qui sont actuellement attribuées aux dites autorités.

c) L'expression « entreprise désignée » signifie une entreprise de transport aérien que l'une des Parties contractantes a désignée, conformément à l'article 11 du présent accord, pour exploiter les services aériens agréés.

d) Les expressions « territoire », « service aérien », « service aérien international » et « escale non commercial » ont respectivement la signification qui leur est donnée aux articles 2 et 96 de la convention.

Article 3.

a) Les aéronefs des entreprises désignées d'une Partie contractante, assurant l'exploitation des services convenus seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie contractante, exonérés des droits de douane, frais d'inspection et des autres droits et taxes.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les provisions de bord, les pièces de rechange et l'équipement normal se trouvant à bord des aéronefs des entreprises désignées d'une Partie contractante seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie contractante, exonérés des droits de douane, frais d'inspection et des autres droits et taxes. Ils ne pourront être dechargés qu'avec le consentement des autorités douanières de l'autre Partie contractante.

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les provisions de bord, les pièces de rechange et l'équipement normal de bord introduits sur le territoire d'une Partie contractante et destinés uniquement à l'usage des aéronefs des entreprises désignées de l'autre Partie contractante, assurant l'exploitation des services convenus, seront exonérés des droits de douane, frais d'inspection et des autres droits et taxes.

d) Les carburants et les huiles lubrifiantes pris à bord des aéronefs des entreprises désignées de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante seront exonérés des droits de douane et des autres droits et taxes fédéraux, nationaux et locaux même au cas où ils seraient consommés ou utilisés au cours de vols au-dessus dudit territoire. Seront également exonérés les pièces de rechange, les équipements et provisions normaux de bord dans les limites et conditions fixées par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

e) Les produits bénéficiant des exonérations indiquées ci-dessus ne pourront être utilisés pour des buts autres que l'exploitation des services aériens et ils seront réexportés au cas où ils ne pourraient être utilisés sauf si leur cession à d'autres entreprises ou leur nationalisation est accordée conformément aux dispositions en vigueur sur le territoire de la Partie contractante intéressée. Jusqu'à ce qu'ils soient utilisés ou qu'ils aient reçu une autre destination, les produits en question seront soumis au contrôle de la douane.

f) Les exonérations prévues aux alinéas ci-dessus pourront être subordonnées à l'observation des formalités normalement appliquées sur le territoire de la Partie contractante qui doit les accorder, sans que cela porte atteinte aux droits représentatifs des services rendus.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie contractante, aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'annexe ci-jointe. Chaque Partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrées à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante ou par un Etat tiers.

Article 5.

1. Les lois et règlements d'une Partie contractante régissant sur son territoire l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou les vols de ces aéronefs au-dessus dudit territoire s'appliqueront à l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante.

2. Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages et marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et aux mesures découlant des règlements sanitaires.

3. Les passagers, bagages et marchandises en transit par le territoire d'une Partie contractante et ne quittant pas la zone de l'aéroport qui leur est réservée ne seront soumis qu'à un contrôle très simplifié. Les bagages et marchandises en transit direct seront exonérés des droits de douane et autres taxes similaires.

Article 6.

Suivant les lois et règlements en vigueur, chaque Partie contractante s'engage à assurer à l'autre Partie contractante le libre transfert en devises convertibles sur la base du taux officiel de change des exédents aux recettes sur les dépenses réalisées sur son territoire en raison des transports de passagers, bagages, envois postaux et marchandises par l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante.

Article 7.

1. Chaque Partie contractante pourra, à tout moment, demander une consultation avec l'autre Partie contractante ou avec ses autorités aéronautiques pour l'interpretation, l'application ou les modifications du présent accord et de son annexe.

2. Une consultation demandée par une Partie contractante ou ses autorités aéronautiques devra commencer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la réception de la demande.

3. Si les Parties contractantes s'accordent sur des modifications au present Accord, ces modifications entreront en vigueur après qu'elles auront été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

4. Des modifications à l'annexe au présent accord pourront être convenues directement, même par correspondance, entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes. Elles entreront en vigueur après avoir été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

Article 8.

1. Chaque Partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie contractante sa décision de dénoncer le présent accord; cette notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie contractante, à moins que cette dénonciation ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période.

3. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre Partie contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quinze (15) jours après la date à laquelle l'Organisation de l'aviation civile internationale en aura reçu communication.

Article 9.

1. Au cas où un différend relatif à l'interpretation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 7, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les Parties contractantes, il sera soumis sur demande d'une des Parties contractantes à un tribunal arbitral.

2. Ce tribunal sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président. Si, dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si, dans le cours des deux mois suivants les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque Partie contractante pourra demander au président du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de procéder aux désignations nécessaires.

3. Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

4. Les Parties contractantes s'engagent à se conformer à toute décision rendue en vertu du paragraphe 3 du présent article.

5. Si l'une des Parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la Partie contractante en défaut.

6. Chaque Partie contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

II. — SERVICES AGREES

Article 10.

1. Les Parties contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent accord en vue d'établir des services aériens sur les routes spécifiées aux tableaux figurant à l'annexe au présent accord. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après « services agréés » et « routes spécifiées ».

2. Sous réserve des dispositions du présent accord, l'entreprise désignée de chaque Partie contractante jouira, dans l'exploitation de services internationaux:

a) du droit de survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre Partie contractante;

b) du droit de faire des escales non commerciales sur ledit territoire;

c) du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international sur ledit territoire, aux points spécifiés à l'annexe, des passagers, des marchandises et des envois postaux.

Article 11.

1. Chaque Partie contractante aura le droit de désigner une entreprise de transport aérien pour exploiter les services agréés sur les routes indiquées. Cette désignation fera l'objet d'une notification écrite entre autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

2. La Partie contractante qui a reçu la notification de désignation accordera sans délai, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, à l'entreprise désignée par l'autre Partie contractante l'autorisation d'exploitation nécessaire.

3. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes pourront exiger que l'entreprise désignée par l'autre Partie contractante prouve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par lesdites autorités à l'exploitation des services aériens internationaux conformément aux dispositions de la convention.

4. Chaque Partie contractante aura le droit de ne pas accorder l'autorisation l'exploitation prévue au paragraphe 2 du présent article ou d'imposer telles conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice, par l'entreprise désignée, des droits spécifiés à l'article 10 du présent accord, lorsque ladite Partie contractante ne possède pas la prevue qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci.

Article 12.

1. Chaque Partie contractante aura le droit de révoquer l'autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice, par l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante, des droits spécifiés à l'article 10 du présent accord, ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires, si

a) elle ne possède pas la preuve qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci, ou si

b) cette entreprise ne s'est pas conformée aux lois et règlements de la Partie contractante qui a accordé ces droits, ou si

c) cette entreprise n'exploite pas les services agréés dans les conditions prescrites par le présent accord et son annexe.

2. A moins que la révocation, la suspension ou la fixation des conditions prévues au paragraphe 1 du présent article ne soient immédiatement nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois et règlements, un tel droit ne pourra être exercé qu'après consultation avec l'autre Partie contractante. En cas d'échec de cette consultation on fera recours à l'arbitrage, conformément à l'article 9.

Article 13.

En application des articles 77 et 79 de la convention relative à l'aviation civile internationale visant la création par deux ou plusieurs Etats d'organisations d'exploitation en commun ou d'organismes internationaux d'exploitation:

Le Gouvernement de la République italienne accepte que le Gouvernement de la République gabonaise conformément aux articles 2 et 4 et aux pièces annexes du traité relatif aux transports aériens en Afrique signé par le Gabon à Yaoundé le 28 mars 1961, se réserve le droit de désigner la Société Air Afrique comme instrument choisi par la République gabonaise pour l'exploitation des services agréés.

Article 14.

1. L'exploitation des services agréés entre les territoires des deux Parties contractantes sur les routes mentionnées à l'annexe au présent accord et selon les modalités y établies constitue pour les deux pays un droit fondamental et primordial.

2. Les entreprises désignées par les deux Parties contractantes seront assurees d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

3. Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Article 15.

1. Sur chacune des routes spécifiées, les services agréés auront pour objectif primordial la mise en oeuvre, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la Partie contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant lesdits services.

2. Toutefois, l'entreprise désignée par l'une des Parties contractantes pourra satisfaire aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes spécifiées et le territoire de l'autre Partie contractante, compte tenu des services locaux et régionaux.

3. Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises désignées s'entendront sur des mesures appropriées pour satisfaire à cette augmentation temporaire du trafic. Elles en soumettront le résultat à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

4. Au cas où l'entreprise désignée par l'une des Parties contractantes ne désirerait pas utiliser sur une ou plusieurs routes soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qu'elle pourrait offrir selon les paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, elle pourra s'entendre avec l'entreprise désignée par l'autre Partie contractante en vue de transférer à celle-ci, pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport en cause.

Article 16.

1. Les entreprises désignées indiqueront aux autorités aéronautiques des deux Parties contractantes, soixante (60) jours au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'avions utilisés et les horaires envisagés. La même règle s'appliquera aux changements ultérieurs.

2. Les autorités aéronautiques des Parties contractantes se communiqueront, sur demande, des statistiques périodiques ou d'autres renseignements analogues relatifs au volume du trafic transporté sur les services agréés, par points d'embarquement et de débarquement.

Article 17.

1. Les tarifs de tout service agréé seront fixés à des taux raisonnables, en prenant en considération tous les éléments déterminants, comprenant le coût de l'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques de chaque service et les tarifs perçus par d'autres entreprises de transports aériens.

2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 du présent article seront, si possible, fixés d'un commun accord par les entreprises désignées des deux Parties contractantes et après consultation des autres entreprises de transports aériens desservant tout ou partie de la même route. Les entreprises désignées devront réaliser cet accord en recourant à la procédure de fixation des tarifs établis par l'Association de transport aérien international (IATA).

3. Les tarifs ainsi fixés seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties contractantes au moins trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Dans des cas spéciaux, ce délai pourra être réduit, sous réserve de l'accord desdites autorités.

4. Si les entreprises désignées ne peuvent arriver à une entente ou si les tarifs ne sont pas approuvés par les autorités aéronautiques d'une Partie contractante, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'efforceront de fixer le tarif par accord mutuel.

5. A défaut d'accord, le différend sera soumis à l'arbitrage prévu à l'article 9 ci-dessus.

6. Les tarifs déjà établis resteront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient fixés conformément aux dispositions du présent article ou de l'article 9 du présent accord, mais au plus pendant douze (12) mois à partir du jour du refus de l'approbation par les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes.

III. — DISPOSITIONS FINALES

Article 18.

Chaque entreprise désignée est autorisée à maintenir dans le territoire de l'autre Partie contractante certains employés qualifiés commerciaux, administratifs et techniques de sa nationalité.

Article 19.

Le présent accord et son annexe seront mis en harmonie avec toute convention de caractère multilatéral qui viendrait à lier à la fois les deux Parties contractantes.

Article 20.

Le présent accord entrera en vigueur quinze (15) jours après la date de l'échange des instruments de ratification.

FAIT à Rome le 9 mars 1972.

Pour le Gouvernement
de la République gabonaise
Lubin Martial Nioutoume OBAME

Pour le Gouvernement
de la République italienne
Felice SANTINI

ANNEXE

TABLEAU DES ROUTES

I.

Routes sur lesquelles des services aériens pourront être exploités par l'entreprise désignée par la République gabonaise:

Points au Gabon: Lagos-Rome-Francofort et vice versa avec droits de trafic entre et sur tous les points.

II.

Routes sur lesquelles des services aériens pourront être exploités par l'entreprise désignée par la République italienne:

Points en Italie: Kano-Libreville-Lusaka et vice versa avec droits de trafic entre et sur tous les points.

III.

Les entreprises désignées des deux Parties contractantes exploiteront sur les routes spécifiées une fréquence hebdomadaire dans les deux directions avec un quota total de 100 (cent) passagers aller et retour non cumulables entre le Gabon et l'Italie. Le nombre des services pourra, sur la demande d'une des entreprises désignées, faire à tout moment l'objet d'une révision d'entente entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

IV.

Les entreprises désignées par les deux Parties contractantes auront la faculté d'omission d'une ou plusieurs escale sur les services agréés.

V.

L'entreprise désignée par chacune des Parties contractantes pourra, à sa convenance, faire escale en un ou plusieurs points intermédiaires et en des points au-delà du territoire de l'autre Partie contractante, autres que ceux spécifiés aux tableaux de routes, mais sans droits de trafic entre ce ou ces points et le territoire de cette Partie contractante, à moins que ces droits n'aient été concédés spécialement par les Autorités aéronautiques de cette Partie contractante.

VI.

Le commencement et les modalités d'exploitation des services agréés sur les routes spécifiées dans la présente annexe seront établis par accord entre les entreprises désignées de deux Parties contractantes. Au cas où cet accord ne serait pas conclu, la décision à ce sujet era remise aux autorités aéronautiques des deux Pays.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — Il testo facente fede è unicamente quello indicato nell'accordo.

ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DEL GABON SUI TRASPORTI AEREI REGOLARI.

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

e

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DEL GABON

D'ora innanzi denominati « Parti contraenti », desiderando favorire lo sviluppo dei trasporti aerei fra la Repubblica italiana e la Repubblica del Gabon e di continuare, nella più larga misura possibile, la cooperazione internazionale in tale campo;

Desiderando applicare a tali trasporti i principi e le disposizioni della convenzione sull'aviazione civile internazionale, firmata a Chicago il 7 dicembre 1944;

Hanno nominato i loro plenipotenziari, debitamente autorizzati a tale scopo, i quali hanno convenuto quanto segue:

I. - Norme generali

Articolo 1.

Le Parti contraenti si accordano reciprocamente i diritti specificati nel presente accordo al fine di istituire delle comunicazioni aeree civili internazionali di cui all'unito allegato.

Articolo 2.

Per l'applicazione del presente accordo e del suo allegato:

a) Il termine « convenzione » significa la convenzione sull'aviazione civile internazionale, aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944 e comprende tutti gli allegati adottati ai sensi dell'articolo 90 della detta convenzione e tutti gli emendamenti degli allegati o della convenzione ai sensi degli articoli 90 e 94.

b) L'espressione « autorità aeronautiche » significa, per quanto concerne la Repubblica del Gabon, il Ministero incaricato della aeronautica civile, e, per quanto concerne la Repubblica italiana, il « Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale dell'aviazione civile » o, in entrambi i casi, ogni persona ed ente autorizzati ad assolvere le funzioni attualmente attribuite alle dette autorità.

c) L'espressione « impresa designata » significa una impresa di trasporto aereo designata da una delle Parti contraenti, in conformità dell'articolo 11 del presente accordo, per l'esercizio dei servizi aerei convenuti.

d) Le espressioni « territorio », « servizio aereo », « servizio aereo internazionale » e « scalo non commerciale » hanno il significato rispettivamente loro assegnato negli articoli 2 e 96 della convenzione.

Articolo 3.

a) Gli aeromobili delle imprese designate di una Parte contraente che assicurano l'esercizio dei servizi convenuti saranno, all'ingresso sul territorio della altra Parte contraente, esentati dal pagamento dei diritti doganali, delle spese di ispezione e degli altri diritti e tasse.

b) I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo, esistenti sugli aeromobili delle imprese designate da una Parte contraente, saranno, all'ingresso sul territorio dell'altra Parte contraente, esentati dal pagamento dei diritti doganali, spese di ispezione ed altri diritti e tasse. Detti materiali non potranno essere sbarcati senza il consenso delle autorità doganali dell'altra Parte contraente.

c) I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte contraente e destinati all'uso esclusivo degli aeromobili delle imprese designate dall'altra Parte contraente, che assicurano l'esercizio dei servizi convenuti, saranno esenti dai dazi doganali, spese di ispezione ed altri diritti e tasse.

d) I carburanti e gli olii lubrificanti presi a bordo degli aeromobili delle imprese designate da una delle Parti contraenti sul territorio dell'altra Parte contraente, saranno esenti dai dazi doganali e dagli altri diritti e tasse federali, nazionali e locali anche se usati o consumati nel corso dei voli al di sopra di detto territorio. Uguale esenzione è accordata alle parti di ricambio, alle dotazioni e provviste normali di bordo, nei limiti e condizioni stabiliti dalle autorità competenti dell'altra Parte contraente.

e) I materiali che beneficiano delle esenzioni indicate nei paragrafi precedenti non potranno essere utilizzati per scopi diversi dall'esercizio dei servizi aerei e saranno riesportati nel caso in cui non possano essere utilizzati, a meno che non ne sia permessa la cessione ad altre imprese o la nazionalizzazione in conformità delle disposizioni in vigore nel territorio della Parte contraente interessata. In attesa del loro uso o diversa destinazione, i materiali in questione saranno sottoposti a controllo doganale.

f) Le esenzioni previste dai precedenti paragrafi potranno essere subordinate all'osservanza di determinate formalità, normalmente applicate nel territorio della Parte contraente che deve accordarle, senza pregiudicare, con questo, i diritti corrispettivi di servizi resi.

Articolo 4.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi da una delle Parti contraenti, ed ancora in vigore, saranno riconosciuti validi dall'altra Parte contraente, ai fini dell'esercizio delle rotte aeree specificate nell'unito allegato. Ciascuna Parte contraente si riserva tuttavia il diritto di non riconoscere validi, per la circolazione al di sopra del proprio territorio, i brevetti e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte contraente o da un terzo Stato.

Articolo 5.

1. Le leggi ed i regolamenti di una Parte contraente che regolano, sul proprio territorio, l'ingresso e la uscita degli aeromobili adibiti alla navigazione aerea internazionale, o i voli di tali aeromobili ad di sopra di detto territorio, verranno applicati all'impresa designata dall'altra Parte contraente.

2. I passeggeri, gli equipaggi e coloro che effettuano spedizioni di merci saranno tenuti ad uniformarsi, sia personalmente che per mezzo di terzi che agiscano in loro nome e per loro conto, alle leggi ed ai regolamenti che regolano, sul territorio di ciascuna Parte contraente l'ingresso, il soggiorno e l'uscita dei passeggeri, degli equipaggi e delle merci, quali quelli che si applicano all'ingresso, alle formalità di autorizzazione, all'immigrazione, alla dogana ed alle misure applicate in base ai regolamenti sanitari.

3. I passeggeri, i bagagli e le merci in transito sul territorio di una Parte contraente e che non lascino la zona dell'aeroporto che è loro riservata saranno sottoposti ad un controllo molto semplificato. I bagagli e le merci in transito diretto saranno esentati dai diritti doganali e da altre tasse similari.

Articolo 6.

In osservanza delle leggi e dei regolamenti in vigore, ciascuna Parte contraente si impegna a garantire all'altra Parte contraente il libero trasferimento in divise convertibili, al tasso ufficiale di cambio, dell'eccedenza sulle spese degli introiti percepiti nel suo territorio per il trasporto dei passeggeri, bagagli, spedizioni postali e merci dall'impresa designata dall'altra Parte contraente.

Articolo 7.

1. Ciascuna Parte contraente potrà, in ogni momento, richiedere una consultazione con l'altra Parte contraente o con le sue autorità aeronautiche per l'interpretazione, l'applicazione o le modifiche del presente accordo e del suo allegato.

2. La consultazione richiesta da una Parte contraente o dalle sue autorità aeronautiche dovrà avere inizio entro un termine di sessanta (60) giorni a partire dalla data del ricevimento della domanda.

3. Ove le Parti contraenti si accordino su alcune modifiche da apportare al presente accordo, tali modifiche entreranno in vigore dopo che saranno state confermate con uno scambio di note diplomatiche.

4. Potranno essere concordate direttamente, anche per corrispondenza, tra le autorità aeronautiche delle Parti contraenti, delle modifiche all'allegato al presente accordo. Tali modifiche entreranno in vigore dopo essere state confermate con uno scambio di note diplomatiche.

Articolo 8.

1. Ciascuna Parte contraente potrà, in ogni momento, notificare all'altra Parte contraente la propria decisione di denunziare il presente accordo; tale notifica verrà comunicata contemporaneamente all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale.

2. La denunzia avrà efficacia dodici mesi dopo la data del ricevimento della notifica da parte dell'altra Parte contraente, a meno che tale denunzia non sia ritirata di comune accordo prima della fine di tale periodo.

3. Nel caso in cui l'altra Parte contraente non ne accusi ricevuta, la notifica sarà ritenuta esserle pervenuta quindici (15) giorni dopo la data in cui l'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale ne avrà ricevuto comunicazione.

Articolo 9.

1. Nel caso in cui una controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente accordo non abbia potuto essere composta conformemente alle disposizioni dell'articolo 7, sia fra le autorità aeronautiche, che fra le Parti contraenti, questa verrà sottoposta ad un tribunale arbitrale, su richiesta di una delle Parti contraenti.

2. Tale tribunale sarà composto di tre membri. Ciascuno dei due Governi designerà un arbitro, e questi due arbitri si accorderanno sulla nomina a presidente di un cittadino di uno Stato terzo. Se, entro un termine di due mesi a partire dal giorno in cui uno dei due Governi ha proposto la composizione arbitrale della controversia, i due arbitri non sono stati ancora designati, o se, nel corso dei due mesi seguenti gli arbitri non si sono accordati sulla nomina del presidente, ciascuna Parte contraente potrà chiedere al presidente del consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale di procedere alle designazioni necessarie.

3. Il tribunale arbitrale decide, ove non giunga a comporre la controversia in via amichevole, alla maggioranza dei voti. Nella misura in cui le Parti contraenti non convengano nulla in contrario, il tribunale fissa esso stesso i propri principi di procedùra e determina la propria sede.

4. Le Parti contraenti si impegnano ad uniformarsi ad ogni decisione resa in base al paragrafo 3 del presente articolo.

5. Se una delle Parti contraenti non si uniforma alle decisioni degli arbitri, l'altra Parte contraente potrà, per tutto il tempo in cui durerà tale inadempienza, limitare, sospendere o revocare i diritti o i privilegi che essa aveva accordato in base al presente accordo alla Parte contraente in difetto.

6. Ciascuna Parte contraente sosterrà la spesa relativa alla remunerazione dell'attività del proprio arbitro e alla metà della remunerazione del presidente nominato.

II. - SERVIZI CONVENUTI

Articolo 10.

1. Le Parti contraenti si accordano reciprocamente i diritti specificati nel presente accordo al fine di istituire dei servizi aerei sulle rotte specificate dalle tabelle che figurano nell'allegato del presente accordo. Tali servizi e tali rotte sono qui appresso denominati « servizi convenuti » e « rotte specificate ».

2. Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del presente accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte contraente godrà, nell'esercizio di servizi internazionali:

a) del diritto di sorvolare, senza atterrarvi, il territorio dell'altra Parte contraente;

b) del diritto di effettuare scali non commerciali su detto territorio;

c) del diritto di imbarcare e di sbarcare in traffico internazionale, su detto territorio, nei punti specificati nell'allegato, passeggeri, merci e spedizioni postali.

Articolo 11.

1. Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di designare un'impresa di trasporto aereo per l'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte indicate. Tale designazione sarà oggetto di una notifica scritta fra autorità aeronautiche delle due Parti contraenti.

2. La Parte contraente che ha ricevuto la notifica di designazione accorderà senza indugio, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, all'impresa designata dall'altra Parte contraente la necessaria autorizzazione d'esercizio.

3. Le autorità aeronautiche di una delle Parti contraenti potranno esigere che l'impresa designata dall'altra Parte contraente dimostri che essa è in grado di soddisfare le condizioni prescritte dalle leggi e dai re-

golamenti normalmente applicati dalle dette autorità all'esercizio dei servizi aerei internazionali, conformemente alle disposizioni della convenzione.

4. Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di non accordare l'autorizzazione di esercizio prevista al paragrafo 2 del presente articolo o d'imporre le condizioni che le potranno apparire necessarie per l'esercizio, da parte dell'impresa designata, dei diritti specificati nell'articolo 10 del presente accordo, quando la detta Parte contraente non sia in grado di provare che una parte sostanziale della proprietà e l'effettivo controllo di tale impresa appartengano alla Parte contraente che ha designato l'impresa stessa o a cittadini di questa ultima.

Articolo 12.

1. Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di revocare l'autorizzazione di esercizio o di sospenderlo da parte dell'impresa designata dell'altra Parte contraente, dei diritti specificati nell'articolo 10 del presente accordo, o di sottoporre l'esercizio di tali diritti alle condizioni che essa riterrà necessarie, se

a) essa non ha la prova che una parte essenziale della proprietà ed il controllo effettivo di tale impresa appartengono alla Parte contraente che ha designato l'impresa o a cittadini di questa, o se

b) tale impresa non si è uniformata alle leggi ed ai regolamenti della Parte contraente che ha accordato tali diritti, o se

c) tale impresa non gestisce i servizi convenuti nelle condizioni prescritte dal presente accordo e dal suo allegato.

2. A meno che la revoca, la sospensione o la determinazione delle condizioni previste dal paragrafo 1 del presente articolo non siano immediatamente necessarie per evitare nuove infrazioni alle leggi ed ai regolamenti, un tale diritto non potrà essere esercitato che dopo consultazione con l'altra Parte contraente. In caso di fallimento di detta consultazione, si farà ricorso all'arbitrato, in conformità dell'articolo 9.

Articolo 13.

In applicazione degli articoli 77 e 79 della convenzione sull'aviazione civile internazionale intesa alla creazione da parte di due o più Stati di organizzazioni di gestione in comune o di organismi internazionali di gestione:

Il Governo della Repubblica italiana accetta che il Governo della Repubblica del Gabon, in conformità degli articoli 2 e 4 e dei documenti allegati al trattato relativo ai trasporti aerei in Africa, firmato dal Gabon a Yaoundé, il 28 marzo 1961, si riserva il diritto di designare la Societé Air Afrique come strumento scelto dalla Repubblica del Gabon per l'esercizio dei servizi convenuti.

Articolo 14.

1. L'esercizio dei servizi convenuti tra i territori delle due Parti contraenti sulle rotte indicate nell'allegato del presente accordo e in base alle modalità in esso fissate, costituisce per i due Paesi un diritto fondamentale e basilare.

2. Verrà assicurato alle imprese designate dalle due Parti contraenti un trattamento giusto ed equo, al fine di beneficiare di uguali possibilità per l'esercizio dei servizi convenuti.

3. Dette imprese dovranno prendere in considerazione sui percorsi comuni i loro reciproci interessi al fine di non danneggiare indebitamente i loro rispettivi servizi.

Articolo 15.

1. Su ciascuna delle rotte specificate, i servizi convenuti avranno come principale obiettivo la messa in opera, ad un coefficiente di utilizzazione ritenuto ragionevole, di una capacità adattata alle necessità normali e ragionevolmente prevedibili del traffico aereo internazionale in provenienza o diretto al territorio della Parte contraente che avrà designato l'impresa che gestisce i detti servizi.

2. Tuttavia, l'impresa designata da una delle Parti contraenti potrà soddisfare le necessità del traffico tra i territori degli Stati terzi situati sulle rotte specificate e il territorio dell'altra Parte contraente, tenuto conto dei servizi locali e regionali.

3. Per far fronte alle esigenze di un traffico imprevisto o momentaneo su quelle stesse rotte, le imprese designate si accorderanno su alcune misure appropriate per far fronte a tale aumento temporaneo del traffico. Esse ne sottoporranno il risultato all'approvazione delle autorità aeronautiche delle due Parti contraenti.

4. Nel caso in cui l'impresa designata da una delle Parti contraenti non desiderasse utilizzare su una o più rotte sia una parte, che la totalità della capacità di trasporto che essa sarebbe in grado di offrire in base ai paragrafi 1, 2 e 3 del presente articolo, essa potrà accordarsi con l'impresa designata dall'altra Parte contraente al fine di trasferire a quest'ultima, per un periodo di tempo determinato, la totalità od una parte della capacità di trasporto in causa.

Articolo 16.

1. Le imprese designate indicheranno alle autorità aeronautiche delle due Parti contraenti almeno sessanta (60) giorni prima dell'inizio dell'esercizio dei servizi convenuti, la natura del trasporto, i tipi di aerei utilizzati e gli orari previsti. La stessa norma verrà applicata ai successivi cambiamenti.

2. Le autorità aeronautiche delle Parti contraenti si comunicheranno, a richiesta, i dati statistici periodici o altre informazioni analoghe relativi al volume del traffico trasportato sui servizi convenuti, dai punti di imbarco e di sbarco.

Articolo 17.

1. Le tariffe di ogni servizio convenuto saranno fissate a dei tassi ragionevoli, tenendo in considerazione tutti gli elementi determinanti, comprendenti il costo di esercizio, un ragionevole utile, le caratteristiche di ciascun servizio e le tariffe percepite da altre imprese di trasporto aereo.

2. Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente accordo saranno, se possibile, determinate di comune accordo dalle imprese designate dalle due Parti contraenti e dopo consultazione con altre imprese di trasporto aereo che operino su tutta o parte della stessa rotta. Le imprese designate dovranno realizzare tale accordo facendo ricorso alla procedura di determinazione delle tariffe stabilita dalla Associazione di trasporto aereo internazionale (IATA).

3. Le tariffe così fissate saranno sottoposte all'approvazione delle autorità aeronautiche delle Parti contraenti almeno trenta (30) giorni prima della data prevista per la loro entrata in vigore. In casi speciali, tale termine potrà essere ridotto, con riserva di accordo delle dette autorità.

4. Se le imprese designate non riescono a raggiungere una intesa o se le tariffe non vengono approvate dalle autorità aeronautiche di una Parte contraente, le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti si sforzeranno di fissare la tariffa con accordo reciproco.

5. In mancanza di accordo, la controversia sarà sottoposta all'arbitrato previsto al precedente articolo 9.

6. Le tariffe già fissate resteranno in vigore sino a quando non verranno stabilite delle nuove tariffe in conformità delle disposizioni del presente articolo o dell'articolo 9 del presente accordo, ma per non più di dodici (12) mesi dal giorno del rifiuto dell'approvazione da parte delle autorità aeronautiche di una delle Parti contraenti.

III. — Disposizioni finali

Articolo 18.

Ciascuna impresa designata è autorizzata a mantenere nel territorio dell'altra Parte contraente alcuni impiegati qualificati con competenza commerciale, amministrativa e tecnica che siano suoi cittadini.

Articolo 19.

Il presente accordo e il suo allegato saranno adeguati ad ogni convenzione a carattere multilaterale che venisse a vincolare le due Parti contraenti.

Articolo 20.

Il presente accordo entrerà in vigore quindici (15) giorni dopo la data dello scambio degli strumenti di ratifica.

Fatto a Roma il 9 marzo 1972.

(*Seguono le firme*).

Allegato

TABELLE DELLE ROTTE

I

Rotte sulle quali potranno essere gestiti i servizi aerei dall'impresa designata dalla Repubblica del Gabon:

Punti nel Gabon-Lagos-Roma-Francoforte e viceversa con diritti di traffico tra e su tutti i punti.

II

Rotte sulle quali potranno essere gestiti i servizi aerei dall'impresa designata dalla Repubblica italiana:

Punti in Italia-Kano-Libreville-Lusaka e viceversa con diritti di traffico tra e su tutti i punti.

III

Le imprese designate delle due Parti contraenti opereranno sulle rotte specificate frequenze settimanali nelle due direzioni con una quota totale di 100 (cento) passeggeri andata e ritorno non cumulabili fra il Gabon e l'Italia. Il numero dei servizi potrà, a richiesta di una delle imprese designate, essere in ogni momento oggetto di una revisione, d'intesa fra le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti.

IV

Le imprese designate dalle due Parti contraenti avranno la facoltà di omettere uno o più scali sui servizi convenuti.

V

L'impresa designata da ciascuna delle Parti contraenti potrà, a sua scelta, fare scalo in uno o più punti intermedi e in punti oltre il territorio dell'altra Parte contraente, diversi da quelli specificati nelle tabelle delle rotte, ma senza diritti di traffico tra tale o tali punti e il territorio di detta Parte contraente, a meno che tali diritti non siano stati specificatamente concessi dalle autorità aeronautiche di tale Parte contraente.

VI

L'inizio e le modalità di esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate nel presente allegato saranno fissati mediante accordo tra le imprese designate delle due Parti contraenti. Nel caso in cui tale accordo non venisse concluso, la decisione a tale riguardo verrà rimessa alle autorità aeronautiche dei due Paesi.

AIR TRANSPORT AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CYPRUS.

The Government of the Italian Republic

and

The Government of the Republic of Cyprus

(Hereinafter referred to as the « Contracting Parties ») having ratified the convention on international civil aviation opened for signature at Chicago on the 7th of December 1944, and desiring to conclude an agreement for the purpose of establishing air services between their respective territories and beyond, have agreed as follows:

Article I.

For the purpose of the present agreement unless the context otherwise requires:

(*a*) The term « the convention » means the convention on international civil aviation opened for signature at Chicago on December 7th, 1944, and includes any annex adopted under article 90 of that convention and any amendment of the annexes or convention under articles 90 and 94 thereof;

(*b*) the term « aeronautical authorities » means in the case of the Italian Republic, the « Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale dell'aviazione civile » and in the case of the Republic of Cyprus, the Civil Aviation Administration of the Ministry of Communications and Works and in both cases any person or body authorized to perform the functions at present exercised by the above mentioned authorities;

(*c*) the term « designated airline » means an airline which one contracting Party shall have designated, by written notification to the other contracting Party, in accordance with article III of the present agreement, for the operation of air services on the routes specified in such notification;

(*d*) the terms « territory », « air service », « international air services » and « stop for non-traffic purposes » shall have the meanings respectively assigned to them in articles 2 and 96 of the convention.

Article II.

1. Each contracting Party grants to the other contracting Party the rights specified in the present agreement for the purpose of establishing air services on the routes specified in the annex to the present agreement (hereinafter respectively referred to as the « agreed services » and the « specified routes »).

The agreed services may be inaugurated immediately or at a later date subject to the provisions of article III of the present agreement.

2. Subject to the provisions of the present agreement, the designated airline of each contracting Party shall enjoy the following privileges:

(*a*) to fly without landing across the territory of the other conctracting Party;

(*b*) to land in the territory of the other contracting Party for non-traffic purposes; and

(*c*) while operating an agreed service on a specified route to make stops in the territory of the other contracting Party, on the points specified for that route in the annex to the present agreement, for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined to the territory of the other contracting Party or of a third Country.

3. Nothing in paragraph 2 of this article shall be deemed to confer on the airline of one contracting Party the privileges of taking up in the territory of the other contracting Party, passengers, cargo and mail destined for another point in the territory of that other contracting Party.

4. The laws, regulations and instructions of one contracting Party relating to the entry into or departure from its territory of aircraft or air services operated in international air navigation or to the operation of such aircraft or air services while within its territory shall be applied to the aircraft and agreed services of the designated airline of the other contracting Party.

Article III.

1. Each contracting Party shall have the right to designate in writing — through the aeronautical authorities — to the other contracting Party one airline for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

2. On receipt of the designation the other contracting Party, through its aeronautical authorities, and subject to the provisions of paragraphs 3 and 4 of this article, shall grant without delay to the airline designated the appropriate operating authorization.

3. The aeronautical authorities of one contracting Party may request the designated airline of the other contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations which they normally apply to the activity of air carriers and to the operation of international commercial air services.

4. Each contracting Party sahll have the right to refuse to accept the designation of an airline or to withhold or revoke the granting to an airline of the privileges specified in paragraph 2 of article II of the present agreement or to impose such appropriate conditions at it may deem necessary on the exercise by an airline of those privileges, in case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the contracting Party or in nationals of the contracting Party designating the airline.

5. The airline so designated and authorized may, begin to operate the agreed services at any time, subject to the provisions of article IX.

6. Each contracting Party reserves the right to withhold or revoke the operating authorization or to impose such appropriate conditions as it may deem necessary in case where the designated airline fails to comply with the laws or regulations of the contracting Party granting those privileges, and where to the judgement of the former Party there is a failure to fulfill the conditions under which the rights are granted by this agreement. Such action shall be exercised only after consultation between thetwo contracting Parties and this consultation shall commence within a period of 60 days from the date of the request.

Article IV.

Certificates of airworthines, certificates of competency and licences issued by one contracting Party, or rendered valid and still in force shall be recognized as valid by the other contracting Party.

Each contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognise, for the purpose of flight over its own territory, the certificates of competency and licences, granted to its own nationals by the other contracting Party or by a third Country.

Article V.

1. The airlines designated by each contracting Party for the purpose of operating the agreed services shall provide capacity adequate to meet the current and reasonably anticipated requirements of the international air traffic of these services.

2. The aeronautical authorities of the two contracting Parties shall agree on the practical application of the principles laid down in the above paragraph 1.

3. The agreements so reached will remain in force until new understandings are agreed upon by the aeronautical authorities either by the means of direct consultations or through approval of the understandings reached by the designated airlines.

4. The schedules of the services shall be submitted for approval to the aeronautical authorities at least 30 days before the date of their entry into force.

Article VI.

There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines of both contracting Parties to operate the agreed services on the specified routes between their respective territories and beyond.

In operating the agreed services, the designated airline of each contracting Party shall take into account the interests of the airline of the other contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provides on the specified routes or part of the same routes.

Article VII.

(*a*) The aircraft of the airline designated by one contracting Party, engaged in operating the agreed services shall, on arrival in the territory of the other contracting Party, be exempt from customs duties, inspection fees and other duties or charges.

(*b*) Fuel, lubricating oils, aircraft stores, spare parts and regular equipment on board aircraft of the airline designated by one contracting Party, shall be admitted in the territory of the other contracting Party

free of customs duties, inspection fees and other duties or taxes, even though such supplies be used or consumed in flight over that territory. Goods so exempted may only be unloaded with the approval of the customs Authorities of the other contracting Party.

(*c*) Fuel, lubricating oils, spare parts and regular equipment introduced into the territory of one contracting Party by the other contracting Party and intended solely for use by aircraft of the airline designated by the latter, engaged in operating the agreed services, shall be exempt from customs duties, inspection fees and other duties or charges.

(*d*) Fuel and lubricating oils taken on board aircraft of the designated airline of one contracting Party in the territory of the other contracting Party shall be exempt from any customs duties, inspection fees and other duties or taxes. The same exemption shall apply also to spare parts, regular equipment and aircraft stores within the limits and conditions fixed by the competent authorities of the other contracting Party.

(*e*) The supplies enjoying the exemptions provided for in this article shall not be used for purposes other than air services. Where such supplies cannot be used or consumed they shall be re-exported, unless their nationalization is granted in accordance with the regulations in force in the territory of the contracting Party concerned. Up to such time as they are used or otherwise disposed of, they shall be kept under customs supervision and control.

(*f*) The exemption stated in this article may be subject to compliance with particular formalities normally applicable in the territory of the contracting Party granting the exemptions and they are not related to charges collected as an equivalent of services rendered.

Article VIII.

Each contracting Party grants to the designated airline of the other contracting Party the right to remit to its head office the excess over-expenditure of receipts earned in the territory of the first contracting Party in the foreign currency in which the receipts have been earned.

For the receipts in local currency each contracting Party grants to the designated airline of the other contracting Party the right to remit to its head office the excess over expenditure of receipts earned in the territory of the first contracting Party at the official rate of exchange.

Article IX.

1. The tariffs on any agreed service shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service (such as standards of speed and comfort) and, where it is deemed suitable, the tariffs of other airlines for any part of the specified route. These tariffs shall be fixed in accordance with the following previsions of this article.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this article, shall, if possible, be agreed in respect of each of the specified routes, between the designated airlines (where it is deemed suitable in consultation with other airlines operating over the whole or part of that route). Such agreement shall be reached through the rate-fixing procedure of the International Air Transport Association (I.A.T.A.).

3. Any tariffs so agreed shall be submitted for approval to the aeronautical authorities of both contracting Parties at least thirty days prior to the proposed date of their introduction. This period may be reduced in special cases if the aeronautical authorities so agree.

4. In the event of disagreement between the designated airlines concerning the tariffs, the aeronautical authorities of the contracting Parties shall endeavour to determine them by agreement between themselves.

5. If the aeronautical authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph 3 of this article or on the determination of any tariff under paragraph 4, the dispute shall be settled in accordance with the provision of article XI of the present agreement.

6. (*a*) No tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either contracting Party are dissatisfied with it, except under the provision of paragraph 3 of article XI of the present agreement.

(*b*) When tariffs have been established in accordance with the provisions of this article, these tariffs shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this article.

Article X.

Il either of the contracting Parties consider desirable to modify any provision of the present agreement, it may request consultation between the aeronautical authorities of the two contracting Parties and such consultation shall take place within sixty days from the date of the request.

Should the aeronautical authorities reach an agreement on amendment of the present agreement, such amendment shall come into force when confirmed by an exchange of diplomatic notes.

Article XI.

1. If any dispute arises between the contracting Parties relating to the interpretation or application of the present agreement, the contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation between themselves.

2. If the contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation:

(*a*) they may agree to refer the dispute for decision to an arbitral tribunal appointed by agreement between them or to some other person or body, or

(*b*) if the contracting Parties fail to reach settlement by negotiation, the dispute may at the request of either contracting Party be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each contracting Party and the third to be appointed by the two so nominated. Each of the contracting Party shall nominate an arbitrator within the period of sixty days from the date of receipt by either contracting Party from the other of a diplomatic note requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within the further period of sixty days. If either of the contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if

the third arbitrator is not appointed within the period specified, the president of the council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires.

3. The contracting Parties undetake to comply with any decision given under paragraph 2 of this article.

4. If and so long as either contracting Party or the designated airline of either contracting Party fails to comply with the decision given under paragraph 2 of this article, the other contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privilege granted by virtue of the present agreement to the contracting Party in default or to the designated airline of that contracting Party.

Article XII.

In the event of the conclusion of any general multilateral convention concerning air transport to which both contracting Parties adhere, the present agreement shall be amended so as to conform with the provisions of such convention.

Article XIII.

Either contracting Party may at any time give notice to the other if it desires to terminate the present agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization (ICAO). If such notice is given, the present agreement shall terminate twelve months after the date of receipt of the notice by the other contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgement of receipt by the other contracting Party, notice shall be deemed to have been received fifteen days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization (ICAO).

Article XIV.

The present agreement and any amendment to the same shall be registred with the council of the International Civil Aviation Organization (ICAO).

Article XV.

The present agreement shall supersede and cancel any previous agreements concerning air services between the contracting Parties.

Article XVI.

The present agreement shall enter into force and effect on the date of the exchange of the diplomatic notes, indicating that the formalities required by each contracting Party have been accomplished.

DONE in duplicate at Nicosia this 24th day of November, 1972, in the English language.

For the Government of the Italian Republic
MANFREDI

For the Government of the Republic of Cyprus
Christodulos VENIAMIN

ANNEX

I.

Routes to be operated by the designated airline of the Italian Republic:

(1) Italy-Nicosia-Middle East-Khartoum-Asmara-Addis Ababa-Mogadishu-Nairobi or Entebbe or Dar Es Salaam-Lusaka-Tananarive-Mauritius-Johannesburg and vice versa.

(2) Italy-Nicosia-Teheran-one point in India-Colombo-Bangkok or Saigon-Hong Kong-Kuala Lumpur or Singapore-one point in Indonesia-two points in Australia-Auckland and vice versa.

II.

Routes to be operated by the designated airline of the Republic of Cyprus:

(1) Nicosia-Athens-Rome-London and vice versa.

(2) Nicosia-Athens-Rome-Zurich-Frankfurt or Munich-Paris-Amsterdam-Brussels-London and vice versa.

III.

Any point or points on the specified routes may, at the option of the designated airline of each contracting Party, be omitted on any or all flights.

IV.

The designated airline of each contracting Party has the right to operate a total of four (4) weekly frequencies on the specified routes.

V.

For the purposes of the present agreement the expression Middle East contained in the Italian route (1) includes the following countries:

Israel, Jordan, Syria, Iraq, Saudi Arabia, Yemen, South Yemen, Qatar, Kuwait, Bahrein, Iran, Trucial States, Muscat and Oman.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — Il testo facente fede è unicamente quello indicato nell'accordo.

ACCORDO SUI TRASPORTI AEREI TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DI CIPRO.

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

e

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DI CIPRO

(D'ora innanzi denominati « Parti contraenti ») avendo ratificato la convenzione sull'aviazione civile internazionale, aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, e desiderando concludere un accordo allo scopo di istituire dei servizi aerei tra i loro rispettivi territori ed « oltre », hanno convenuto quanto segue:

Articolo I.

Ai fini del presente accordo a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

a) Il termine « la convenzione » significa la convenzione sull'aviazione civile internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, e comprende ogni allegato adottato in base all'articolo 90 di tale convenzione ed ogni emendamento agli allegati o alla convenzione in base agli articoli 90 e 94;

b) il termine « autorità aeronautiche » significa, nel caso della Repubblica italiana, il «Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile - Direzione generale dell'aviazione civile», e nel caso della Repubblica di Cipro, la «Civil

Aviation Administration of the Ministry of Communications and Works » ed in entrambi i casi ogni persona o ente autorizzato a svolgere le funzioni attualmente esercitate dalle summenzionate autorità;

c) il termine « impresa designata » significa un'impresa che sia stata designata da una Parte contraente, mediante notifica scritta, all'altra Parte contraente, in base all'articolo III del presente accordo, per l'esercizio di servizi aerei sulle rotte specificate in tale notifica;

d) i termini « territorio », « servizio aereo », « servizi aerei internazionali », e « scalo per scopi non di traffico » hanno rispettivamente il significato ad essi attribuito negli articoli 2 e 96 della convenzione.

Articolo II.

1. Ciascuna Parte contraente concede all'altra Parte contraente i diritti specificati nel presente accordo al fine di istituire dei servizi aerei sulle rotte specificate nell'allegato al presente accordo (d'ora innanzi indicati rispettivamente « servizi convenuti » e « rotte specificate »).

I servizi convenuti possono essere iniziati immediatamente o in data successiva in seguito all'adempimento delle disposizioni dell'articolo III del presente accordo.

2. Subordinatamente all'osservanza delle disposizioni del presente accordo, l'impresa designata da ciascuna Parte contraente godrà dei seguenti diritti:

a) di attraversare senza scalo il territorio dell'altra Parte contraente;

b) di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente per scopi non di traffico e

c) nell'esercizio di un servizio convenuto su di una rotta specificata, di fare scali nel territorio dell'altra Parte contraente, nei punti specificati per tale rotta nell'allegato al presente accordo, al fine di sbarcare e di imbarcare in traffico internazionale passeggeri, merci e posta provenienti da o destinati al territorio dell'altra Parte contraente o di un Paese terzo.

3. Nessuna disposizione del paragrafo 2 del presente articolo può essere interpretata nel senso di conferire all'impresa di una Parte contraente il diritto di imbarcare nel territorio dell'altra Parte contraente, passeggeri, merci e posta destinati ad un altro punto del territorio di quest'ultima Parte contraente.

4. Le leggi, i regolamenti e le disposizioni di una Parte contraente relativi all'entrata nel suo territorio o all'uscita da esso di aeromobili o servizi aerei (operati in navigazione aerea internazionale, o all'esercizio di tali aeromobili o servizi aerei mentre si trovano nel proprio territorio, saranno applicati agli aeromobili e ai servizi convenuti dell'impresa designata dall'altra Parte contraente.

Articolo III.

1. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di designare per iscritto — a mezzo delle (proprie) autorità aeronautiche — all'altra Parte contraente un'impresa ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti sulle rotte specificate.

2. Ricevuta la designazione, l'altra Parte contraente deve, per mezzo delle proprie autorità aeronautiche e subordinatamente alla osservanza delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, concedere senza indugio all'impresa designata la relativa autorizzazione di esercizio.

3. Le autorità aeronautiche di una Parte contraente possono richiedere all'impresa designata dall'altra Parte contraente di fornire la dimostrazione soddisfacente che è in grado di osservare le condizioni prescritte dalle leggi e dai regolamenti che esse applicano di norma alla attività dei vettori aerei e all'esercizio dei servizi aerei internazionali commerciali.

4. Ciascuna Parte contraente ha il diritto di non accettare la designazione di un'impresa o di sospendere o revocare a un'impresa l'esercizio dei diritti indicati al paragrafo 2 dell'articolo II del presente accordo o di imporre le condizioni che essa ritenga necessarie all'esercizio da parte di un'impresa dei diritti anzidetti, nel caso in cui essa non abbia la prova soddisfacente che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo di tale impresa sono nelle mani della Parte contraente o in quelle di cittadini della Parte contraente che ha designato l'impresa.

5. L'impresa così designata e autorizzata può cominciare ad esercitare i servizi convenuti in qualsiasi momento, subordinatamente all'osservanza delle disposizioni dell'articolo IX.

6. Ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di sospendere o revocare l'autorizzazione di esercizio, ovvero di imporre quelle appropriate condizioni che riterrà necessarie nei casi in cui l'impresa designata venga meno all'osservanza delle leggi e dei regolamenti della Parte che concede quei diritti nei casi in cui, a giudizio della prima Parte, risulti una mancata osservanza delle condizioni in base alle quali, secondo quanto previsto dall'accordo, sono stati concessi i diritti. Tale azione sarà adottata soltanto dopo consultazione tra le due Parti contraenti e tale consultazione avrà inizio entro il termine di sessanta giorni dalla data della richiesta.

Articolo IV.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi da una Parte contraente, ed ancora in vigore, saranno riconosciuti validi dall'altra Parte contraente.

Ciascuna Parte contraente si riserva, tuttavia, il diritto di non riconoscere validi, per la circolazione sul proprio territorio, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte contraente o da un terzo Stato.

Articolo V.

1. Le imprese designate da ciascuna Parte contraente ai fini dell'esercizio dei servizi convenuti devono fornire la capacità adeguata a soddisfare le normali e ragionevolmente prevedibili necessità del traffico aereo di tali servizi.

2. Le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti concorderanno sull'applicazione pratica dei principi elencati al precedente paragrafo 1.

3. Le intese così raggiunte resteranno in vigore sino a quando non saranno concordati dei nuovi accordi dalle autorità aeronautiche, sia mediante consultazioni dirette che mediante approvazione delle intese raggiunte dalle imprese designate.

4. Gli orari dei servizi saranno sottoposti per l'approvazione alle autorità aeronautiche, almeno trenta giorni prima della data della loro entrata in vigore.

Articolo VI.

Vi saranno buone ed eque possibilità per le imprese designate di entrambe le Parti contraenti di operare i servizi convenuti sulle rotte specificate tra i loro rispettivi territori ed oltre.

Nell'operare i servizi convenuti, l'impresa designata di ciascuna Parte contraente terrà conto degli interessi della impresa dell'altra Parte contraente allo scopo di non pregiudicare indebitamente i servizi forniti da quest'ultima sulle rotte specificate o su parte delle stesse rotte.

Articolo VII.

a) Gli aeromobili dell'impresa designata da una Parte contraente, impiegati nei servizi convenuti, sono ammessi allo scalo nel territorio dell'altra Parte contraente in esenzione dei dazi doganali, spese di ispezione e da altri diritti od oneri.

b) I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo esistenti sugli aeromobili dell'impresa designata da una Parte contraente, sono ammessi nel territorio dell'altra Parte contraente in esenzione dai dazi doganali, spese di ispezione e da ogni altro diritto o tassa, anche quando tali provviste siano usate e consumate in volo su tale territorio. Detti materiali non possono essere sbarcati senza il consenso delle autorità doganali dell'altra Parte contraente.

c) I carburanti, gli olii lubrificanti, le parti di ricambio e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte contraente dall'altra Parte contraente per l'uso esclusivo degli aeromobili dell'impresa designata da quest'ultima, impegnata nell'esercizio dei servizi convenuti, sono esenti dai dazi doganali, spese di ispezione e da altri diritti od oneri.

d) I carburanti e gli olii lubrificanti che gli aeromobili della impresa designata da una Parte contraente prendono a bordo nel territorio dell'altra Parte contraente, sono esenti dai diritti doganali, spese di ispezione ed altri diritti o tasse. Uguale esenzione è accordata alle parti di ricambio, alle dotazioni e provviste normali di bordo, nei limiti e condizioni stabiliti dalle competenti autorità dell'altra Parte contraente.

e) I materiali che godono delle esenzioni di cui al presente articolo non possono essere usati per usi diversi dai servizi di volo. Nel caso in cui tali materiali non possano essere usati o consumati, essi devono essere riesportati, a meno che non venga accordata la nazionalizzazione in base alle norme in vigore nel territorio della Parte contraente interessata. In attesa del loro uso o diversa destinazione debbono rimanere sotto controllo e supervisione doganale.

f) Le esenzioni previste dal presente articolo possono essere subordinate all'osservanza di particolari formalità, normalmente applicate nel territorio della Parte contraente che deve accordarle, e non vanno riferite ai diritti percepiti come corrispettivi di servizi resi.

Articolo VIII.

Ciascuna Parte contraente accorda all'impresa designata dall'altra Parte contraente il diritto di rimettere alla propria direzione gli introiti, in eccedenza alle spese sostenute, percepiti nel territorio della prima Parte contraente nella valuta straniera in cui siano stati pagati.

Per gli introiti in valuta locale, ogni Parte contraente accorda all'impresa designata dall'altra Parte contraente, il diritto di rimettere alla propria direzione gli introiti percepiti in eccedenza alle spese sostenute nel territorio della prima Parte contraente, al tasso di cambio ufficiale.

Articolo IX.

1. Le tariffe per ogni servizio convenuto devono essere fissate a livelli ragionevoli, tenendo in debito conto tutti i fattori relativi, incluso il costo di esercizio, un ragionevole profitto, le caratteristiche del servizio (quali gli *standards* di velocità e di *confort*) e, ove occorra, le tariffe di altre imprese per ogni parte della rotta specificata. Tali tariffe saranno fissate in base alle seguenti disposizioni del presente articolo.

2. Le tariffe di cui al paragrafo 1 del presente articolo devono essere, se possibile, concordate, per ciascuna delle rotte specificate, tra le imprese designate (ove sia ritenuto opportuno in consultazione con altre imprese che operino sull'intera rotta o su parte di essa). Tale accordo deve essere raggiunto attraverso i sistemi adottati in materia di tariffe dall'Associazione di trasporto aereo internazionale (I.A.T.A.).

3. Ogni tariffa così concordata deve essere sottoposta per l'approvazione alle autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti almeno trenta giorni prima della data proposta per la loro entrata in vigore. Tale termine può essere ridotto in casi speciali, se le autorità aeronautiche concordano in questo senso.

4. Nel caso di disaccordo fra le imprese designate relativamente alle tariffe, le autorità aeronautiche delle Parti contraenti si sforzeranno di determinare dette tariffe mediante accordo fra di loro.

5. Qualora le autorità aeronautiche non concordino sull'approvazione di una qualsiasi tariffa sottoposta ad esse, secondo quanto è previsto dal paragrafo 3 del presente articolo, o sulla determinazione di una qualsiasi tariffa, secondo quanto è previsto dal paragrafo 4, la controversia deve essere composta in conformità delle disposizioni dell'articolo XI del presente accordo.

6. *a*) Nessuna tariffa può entrare in vigore se le autorità aeronautiche dell'una o dell'altra Parte contraente non la ritengono di proprio gradimento, a meno che non ricorra il caso previsto dalle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo XI del presente accordo.

b) Quando siano state stabilite in conformità delle disposizioni del presente articolo, le tariffe devono rimanere in vigore fino a quando nuove tariffe non siano state determinate in conformità delle disposizioni del presente articolo.

Articolo X.

Se una delle Parti contraenti ritiene opportuno modificare qualche disposizione del presente accordo, potrà richiedere consultazioni tra le autorità aeronautiche delle due Parti contraenti e le suddette consultazioni dovranno avere inizio entro sessanta (60) giorni dalla data della richiesta.

Se le autorità aeronautiche si accorderanno circa la modifica del presente accordo, tale modifica entrerà in vigore dopo che sarà stata confermata mediante uno scambio di note diplomatiche.

Articolo XI.

1. Nell'eventualità che sorgano controversie tra le Parti contraenti relative all'interpretazione o applicazione del presente accordo, le Parti contraenti dovranno in primo luogo cercare di risolverle mediante negoziati fra di loro.

2. Se le Parti contraenti non riescono a raggiungere un accordo mediante negoziati:

a) esse possono convenire di deferire la decisione della vertenza ad un tribunale arbitrale, nominato di comune accordo o a qualsiasi altra persona od ente; oppure,

b) se le Parti contraenti non riescono a trovare un accordo mediante negoziati, la vertenza può, a richiesta di una delle Parti contraenti, essere deferita ad un tribunale di tre arbitri perché decida in merito, dei quali uno sarà nominato da una Parte contraente, l'altro dall'altra e il terzo dai due arbitri così designati. Ciascuna Parte contraente nominerà un arbitro entro un periodo di sessanta giorni dalla data di recezione di una nota diplomatica dell'altra Parte contraente contenente la richiesta di sottoporre la vertenza ad arbitrato ed il terzo arbitro sarà designato nel successivo periodo di sessanta giorni. Se l'una o l'altra Parte contraente omette di nominare un arbitro nel periodo specificato, o se il terzo arbitro non è designato nel periodo specificato, l'una o l'altra Parte contraente può chiedere al presidente del consiglio della Organizzazione dell'aviazione civile internazionale di designare, a seconda dei casi, uno o più arbitri.

3. Le Parti contraenti si impegnano ad uniformarsi a tutte le decisioni adottate ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Se e sino a quando ciascuna Parte contraente o l'impresa designata di ciascuna Parte contraente non si attenga alla decisione presa ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, l'altra Parte contraente può limitare, sospendere o revocare ogni diritto o privilegio che essa abbia concesso in base al presente accordo alla Parte contraente che si trovi in difetto o all'impresa designata di quella Parte contraente.

Articolo XII.

Qualora venga conclusa una convenzione generale multilaterale sui trasporti aerei alla quale aderiscano entrambe le Parti contraenti, il presente accordo verrà modificato onde renderlo conforme alle disposizioni di tale convenzione.

Articolo XIII.

Ciascuna Parte contraente può in ogni momento comunicare all'altra il proprio desiderio di porre termine al presente accordo. Tale comunicazione verrà inviata simultaneamente all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.). Nel caso in cui tale comunicazione venga inviata, il presente accordo avrà termine dodici mesi dopo la data nella quale sia stata ricevuta tale comunicazione dall'altra Parte contraente, a meno che la comunicazione venga ritirata di comune accordo prima della scadenza di tale periodo. In mancanza di accusa di ricezione dell'altra Parte contraente, la comunicazione si riterrà ricevuta quindici giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale (O.A.C.I.).

Articolo XIV.

Il presente accordo ed ogni emendamento allo stesso verrà registrato presso il consiglio dell'Organizzazione della aviazione civile internazionale (O.A.C.I.).

Articolo XV.

Il presente accordo sostituisce ed annulla ogni precedente accordo sui trasporti aerei tra le Parti contraenti.

Articolo XVI.

Il presente accordo entrerà in vigore alla data dello scambio delle note diplomatiche che staranno ad indicare che sono state espletate le formalità richieste da ciascuna Parte contraente.

FATTO in duplice copia a Nicosia, il 24 novembre 1972, in lingua inglese.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO

I.

Rotte da effettuarsi dall'aviolinea designata della Repubblica italiana:

1) Italia - Nicosia - Medio Oriente - Khartoum - Asmara - Addis Abeba-Mogadiscio-Nairobi o Entebbe o Dar Es Salaam-Lusaka-Tananarive-Mauritius-Johannesburg e viceversa.

2) Italia-Nicosia-Teheran-un punto in India-Colombo-Bangkok o Saigon-Hong Kong-Kuala Lumpur o Singapore, un punto in Indonesia, due punti in Australia-Auckland e viceversa.

II.

Rotte da effettuarsi dall'aviolinea designata della Repubblica di Cipro:

1) Nicosia-Atene-Roma-Londra e viceversa.

2) Nicosia-Atene-Roma-Zurigo-Francoforte o Monaco-Parigi-Amsterdam-Bruxelles-Londra e viceversa.

III.

Qualsiasi punto o punti delle rotte specificate potranno, a discrezione dell'aviolinea designata di ciascuna Parte contraente, essere omessi su qualsiasi o tutti i voli.

IV.

L'aviolinea designata di ciascuna parte contraente ha il diritto di effettuare un totale di quattro (4) voli settimanali sulle rotte specificate.

V.

Ai fini del presente accordo l'espressione « Medio Oriente » contenuta nella rotta italiana (1) include i seguenti Paesi:

Israele, Giordania, Siria, Iraq, Arabia Saudita, Yemen, Yemen del Sud, Qatar, Kuwait, Bahrein, Iran, Trucial States, Mascate e Oman.

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(5651152/3) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.